

Ministère du Commerce, de
l'Industrie et de l'Artisanat

Secrétariat Général
Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique du commerce, de l'industrie et de l'artisanat 2014



Décembre 2016

**Ministère du Commerce, de
l'Industrie et de l'Artisanat**

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique 2014

Décembre 2016

AVANT PROPOS



Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (MCIA) est heureux de mettre à la disposition du public, une analyse des données contenues dans l'annuaire statistique 2014. Cette publication du Tableau de Bord Statistique se justifie par la volonté de mon département de permettre une meilleure exploitation des données figurant dans l'annuaire de son année de référence.

Le document analyse l'évolution des principaux indicateurs des secteurs relevant de mon département et contenus dans l'Annuaire statistique 2014 et ce, sur la période 2005-2014. Il traduit la volonté du MCIA de contribuer à une meilleure visibilité des actions et des politiques de développement en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat et à de meilleures prises de décisions.

La production de ce document a été le fruit d'une synergie d'actions et de la collaboration des différentes structures productrices de données statistiques en lien avec notre secteur de planification.

Conscient des efforts consentis pour la production de ce document, je voudrais adresser mes sincères encouragements à l'ensemble des acteurs qui n'ont ménagé aucun effort pour son élaboration.

Je me réjouis de la production régulière des tableaux de bord statistiques et je suis confiant que leur amélioration continue et leur publication dans les délais raisonnables, vont permettre de mettre à la disposition des acteurs du développement, des informations fiables et utiles.

Nonobstant les efforts consentis pour améliorer la qualité du document, il demeure une œuvre humaine, avec ses limites et ses insuffisances. Ainsi, vos observations, critiques et suggestions seront-elles accueillies bien volontiers, en vue d'une amélioration continue des prochaines publications.

Je fonde l'espoir que ce document, qui se veut une contribution à l'offre d'informations sur les secteurs productifs, vous fournira des éléments permettant d'apprécier l'évolution des secteurs d'activités en lien avec le commerce, l'industrie et l'artisanat.

Stéphane Wenceslas SANCHEZ
Officier de l'Ordre national



SOMMAIRE

RESUME	16
Contexte	18
1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	20
1.1. Moyens humains.....	20
1.2. Moyens financiers	22
2. LES ENTREPRISES	24
2.1. Les entreprises enregistrées à la CCI-BF	24
2.2. Les entreprises enregistrées aux CEFOR	26
2.3. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble	28
2.4. Les sociétés d'Etat AGETEER et AGETIB.....	32
2.5. Les sociétés d'Etat BUMIGEB et CEGECI	34
2.6. Les sociétés d'Etat LNBTP et LONAB	36
2.7. Les sociétés d'Etat ONEA et SONABEL	38
2.8. Les sociétés d'Etat SONABHY et SONAGESS	40
2.9. Les sociétés d'Etat SONAPOST et SONATUR.....	42
2.10. Les sociétés d'Etat SOPAFER-B et SEPB.....	44
2.11. Les sociétés d'Etat CARFO et CNSS	46
3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	48
3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises.....	48
3.2. Documents d'investissements.....	50
3.3. Documents de commerce	52
4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	54
5. LA QUALITE	56
6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	60
6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF.....	60
6.2. Les entreprises industrielles enregistrées du répertoire de la Direction Générale de l'Industrie (DGI)	63
6.3. L'Indice harmonisé de la production industrielle	66
7. LE COMMERCE	68
7.1. Les entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF.....	68
7.2. Le commerce extérieur	70
7.2.1. Principaux produits exportés.....	72
7.2.2. Principaux produits importés.....	75
7.3. Le commerce intérieur	78
7.3.1. Prix de détail de produits sur quelques marchés	78
7.3.2. Prix de bétail sur quelques marchés.....	81

7.3.3. Prix des hydrocarbures	84
7.3.4. Indice harmonisé des prix à la consommation.....	86
8. L'ARTISANAT	91
Annexes	93
Glossaire des termes utilisés	93

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABNORM	: Agence burkinabé de normalisation, de la métrologie et de la qualité
AE	: Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers
AGETEER	: Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
AGETIB	: Agence des travaux d'infrastructures du Burkina
APEX-Burkina	: Agence pour la promotion des exportations du Burkina
ASE	: Autorisation spéciale d'exportation
ASI	: Autorisation spéciale d'importation
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
BUMIGEB	: Bureau des mines et de la géologie du Burkina
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEGECI	: Centre de gestion des cités
CGCE	: Classification par grandes catégories économiques
CIPRES : Conférence	
CNPI	: Centre national de la propriété industrielle
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CO	: Certificat d'origine
CPC	: Carte professionnelle de commerçant
CTCI	: Classification type pour le commerce international
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGA	: Direction générale de l'artisanat
DGCRF	: Direction générale de contrôle économique et de la répression des fraudes
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	: Direction générale de l'industrie
DGPE	: Direction générale de la promotion de l'entreprise
DGU-CI	: Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
DPI	: Déclaration préalable d'importation
DRH	: Direction des ressources humaines
FCFA	: Franc des communautés financières d'Afrique
GIE	: Groupement d'intérêt économique
IDH	: Indice de développement humain
IGAE	: Inspection générale des affaires économiques
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
IPH	: Indice de pauvreté humaine
LNBTP	: Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MEBF	: Maison de l'entreprise du Burkina Faso
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
Nda	: Non désigné ailleurs
OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ONATEL-SA	: Office national des télécommunications-société anonyme

ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
RSE	: Répertoire statistique des entreprises
SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limitée
SCP	: Société civile professionnelle
SEM	: Société d'économie mixte
SEPB	: Société d'exploitation des phosphates du Burkina
SIAO	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
SOGEAO	: Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SONABHY	: Société nationale burkinabè d'hydrocarbures
SONAGESS	: Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des postes
SONATUR	: Société nationale d'aménagement des terrains urbains
SOPAFER-B	: Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina
VAO	: Village artisanal de Ouagadougou

Liste des tableaux

Tableau 01 : Evolution du personnel du MCIA selon le sexe	21
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA)	23
Tableau 03 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon la catégorie d'activité	25
Tableau 04 : Entreprises créées aux CEFORE par région.....	27
Tableau 05 : Indicateurs des sociétés d'Etat (en millions de F CFA)	29
Tableau 06 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en millions de F CFA)	29
Tableau 07 : Effectifs du personnel des sociétés d'Etat.....	30
Tableau 08 : Quelques données sur AGETEER et AGETIB (en millions F CFA)	33
Tableau 09 : Quelques données sur BUMIGEB et CEGECI (en millions F CFA)	34
Tableau 10 : Quelques données sur LNBTP et LONAB (en millions F CFA)	37
Tableau 11 : Quelques données sur ONEA et SONABEL (en millions FCFA)	39
Tableau 12 : Quelques données sur SONABHY et SONAGESS (en millions FCFA).....	41
Tableau 13 : Quelques données sur SONAPOST et SONATUR (en millions F CFA)	43
Tableau 14 : Quelques données sur SOPAFER-B et SEPB (en millions F CFA)	45
Tableau 15 : Quelques données sur CARFO et CNSS (en millions F CFA).....	47
Tableau 16 : Quelques indicateurs économiques	49
Tableau 17 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou	51
Tableau 18 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	53
Tableau 19 : Dépôts de demandes de titres acceptées auprès de l'OAPI.....	55
Tableau 20 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure.....	57
Tableau 21 : Contrôles de qualité effectués par type de produits	57
Tableau 22 : Analyses de qualité effectuées par type de produits	58
Tableau 23 : Répartition des entreprises industrielles selon la branche d'activité	61
Tableau 24 : Top 5 des entreprises industrielles en termes d'effectifs selon la branche d'activité en 2013.....	64
Tableau 25 : Top 5 de la production des entreprises industrielles en 2013 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)	64
Tableau 26 : Top 5 en terme de chiffre d'affaires des entreprises industrielles en 2013 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)	64
Tableau 27 : Top 5 de la consommation en matières premières des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA).....	64
Tableau 28 : Top 5 de la consommation en produits pétroliers des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA).....	65
Tableau 29 : Top 5 de la consommation en électricité des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA).....	65
Tableau 30 : Top 5 des entreprises industrielles en termes de masse salariale selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA).....	65
Tableau 31 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de F CFA).....	65
Tableau 32 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries ..	67
Tableau 33 : Nombre d'entreprises commerciales par type de commerce	69
Tableau 34 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA).....	71
Tableau 35 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliards de F CFA).....	73
Tableau 36 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliers de tonnes)	73
Tableau 37 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)	73
Tableau 38 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA).....	76
Tableau 39 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)	76

Tableau 40 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)	76
Tableau 41 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou	79
Tableau 42 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso	79
Tableau 43 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori	79
Tableau 44 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo	79
Tableau 45 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Ouagadougou abattoir (en milliers de FCFA)	82
Tableau 46 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Pouytenga abattoir (en milliers de FCFA)	82
Tableau 47 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Kaya (en milliers de FCFA).....	82
Tableau 48 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA).....	82
Tableau 49 : Variation du prix de vente à la pompe du litre des hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA.....	85
Tableau 50 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2004 à 2013	87
Tableau 51 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)	90
Tableau 52 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales par statut juridique.....	92

Liste des graphiques

Graphique 01: Evolution du personnel du MCIA	21
Graphique 02: Répartition du personnel du MCIA en 2014 par tranche d'âge	21
Graphique 03 : Répartition du personnel du MCIA en 2014 selon la catégorie professionnelle	21
Graphique 04 : Répartition des effectifs du personnel du MCIA en 2014 selon la région	21
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA).....	23
Graphique 06 : Structure du budget du MCIA (en %)	23
Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MCIA (en %)	23
Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MCIA (en %) par rapport au budget national	23
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité	25
Graphique 10 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF en 2013 par catégorie d'activité	25
Graphique 11 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon le statut juridique en 2013	25
Graphique 12 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon l'origine des capitaux en 2013	25
Graphique 13 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE	27
Graphique 14 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la localité en 2014	27
Graphique 15 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	30
Graphique 16 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	30

Graphique 17 : Evolution de la masse salariale globale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	31
Graphique 18 : Evolution de l'effectif global des employés des sociétés d'Etat	31
Graphique 19 : Evolution de la productivité du personnel de l'AGETEER	33
Graphique 20 : Evolution des indicateurs de gestion de l'AGETEER (en millions de FCFA)...	33
Graphique 21 : Evolution des indicateurs de gestion du BUMIGEB (en millions de FCFA)	35
Graphique 22 : Evolution de la productivité du personnel du BUMIGEB	35
Graphique 23 : Evolution des indicateurs de gestion du LNBTP (en millions de FCFA).....	37
Graphique 24 : Evolution de la productivité du personnel du LNBTP	37
Graphique 25 : Evolution des indicateurs de gestion du LONAB (en millions de FCFA)	37
Graphique 26 : Evolution de la productivité du personnel du LONAB	37
Graphique 27 : Evolution des indicateurs de gestion de l'ONEA (en millions de FCFA).....	39
Graphique 28 : Evolution de la productivité du personnel de la l'ONEA.....	39
Graphique 29 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABEL (en millions de FCFA).....	39
Graphique 30 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABEL	39
Graphique 31 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABHY	41
Graphique 32 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABHY	41
Graphique 33 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAGESS (en millions de FCFA)	41
Graphique 34 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAGESS.....	41
Graphique 35 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAPOST	43
Graphique 36 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAPOST	43
Graphique 37 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONATUR	43
Graphique 38 : Evolution de productivité du personnel de la SONATUR	43
Graphique 39 : Evolution des indicateurs de gestion de la SOPAFER-B	45
Graphique 40 : Evolution de productivité du personnel de la SOPAFER-B.....	45
Graphique 41 : Evolution des indicateurs de gestion de la CARFO	47
Graphique 42 : Evolution de la masse salariale de la CARFO	47
Graphique 43 : Evolution des indicateurs de gestion de la CNSS.....	47
Graphique 44 : Evolution de la masse salariale de la CNSS.....	47
Graphique 45 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	49
Graphique 46 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)	49
Graphique 47 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %) ...	49
Graphique 48 : Evolution du taux de ponction fiscale (%).....	49
Graphique 49 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou	51
Graphique 50 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2013	51
Graphique 51 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels	51
Graphique 52 : Evolution des constatations de démarrage des activités	51
Graphique 53 : Evolution des déclarations préalables d'importation	53
Graphique 54 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur	53
Graphique 55 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O	53
Graphique 56 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2014	53
Graphique 57 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres à l'OAPI	55
Graphique 58 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2014	55
Graphique 61 : Répartition des entreprises industrielles selon le statut juridique en 2013	61
Graphique 62 : Répartition des entreprises industrielles enregistrées par localité (%).....	62
Graphique 63 : Répartition des entreprises industrielles en 2013 (%).....	62
Graphique 64 : Répartition des entreprises industrielles par tranche d'âge en 2013.....	62
Graphique 65 : Evolution du nombre d'entreprises industrielles enregistrées	62
Graphique 66 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)	67
Graphique 67 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007).....	67

Graphique 68 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007)	67
Graphique 69 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)	67
Graphique 70 : Répartition des entreprises commerciales par localité en 2013	69
Graphique 71 : Répartition des entreprises commerciales selon le statut juridique en 2013 ...	69
Graphique 72 : Répartition des entreprises commerciales selon la durée de l'existence en 2013	69
Graphique 73 : Répartition des entreprises commerciales selon le type de commerce.....	69
Graphique 74 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	71
Graphique 75 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	71
Graphique 76 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA)	71
Graphique 77 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %).....	71
Graphique 78 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA).....	74
Graphique 79 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits burkinabé (en milliards FCFA)	74
Graphique 80 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA).....	77
Graphique 81 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance (en milliards FCFA).....	77
Graphique 82 : Evolution des prix de quelques céréales à Ouagadougou (en FCFA/ kg)	80
Graphique 83 : Evolution des prix de quelques céréales à Bobo-Dioulasso (en FCFA/ kg)	80
Graphique 84 : Evolution des prix de quelques céréales à Dori (en FCFA/ kg).....	80
Graphique 85 : Evolution des prix de quelques céréales à Solenzo (en FCFA/ kg)	80
Graphique 88 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Kaya (en milliers de FCFA)	83
Graphique 89 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)	83
Graphique 90 : Evolution des prix de vente du super à Ouagadougou (en FCFA/litre)	85
Graphique 91 : Evolution du prix de vente du gasoil à Ouagadougou (en FCFA/litre)	85
Graphique 92 : Evolution des prix de vente du gaz butane à Ouagadougou (en FCFA/kg)	85
Graphique 93 : Evolution des prix de vente du DDO AC à Ouagadougou (en FCFA/litre)	85
Graphique 94 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	87
Graphique 95 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires	87
Graphique 96 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité	88
Graphique 97 : Evolution de l'indice des tarifs de transports.....	88
Graphique 98 : Répartition des entreprises artisanales selon le statut juridique en 2013.....	92
Graphique 99 : Répartition des entreprises artisanales selon la localité en 2013.....	92

RESUME

En 2014, le dénombrement du personnel du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) fait état de 408 agents dont 74% de sexe masculin. Le personnel est jeune avec plus de la moitié des agents ayant moins de 40 ans. Le personnel est concentré dans la région du Centre, soit 84% de l'effectif total.

Le budget 2014 du MICA est en hausse de 8,3% par rapport à 2013 s'établissant à 5,76 milliards de F CFA. Sur la période 2005 à 2014, la dotation budgétaire du MICA a plus que triplé avec une évolution en dents de scie. Cependant, il est resté inférieur à 1% du budget national sur ladite période.

Le nombre d'entreprises enregistrées dans le fichier NERE de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), en hausse continue depuis 2004, est passé de 25 317 entreprises à 66 044 entreprises en 2013, soit une hausse de 161%. Cette hausse est de 10,1% entre 2012 et 2013.

Sur la période 2004-2013, la CCI-BF a enregistré un nombre croissant d'entreprises pour toutes les catégories d'activités avec cependant une tendance à la baisse des taux d'accroissement d'une année à l'autre. En 2013, les entreprises enregistrées à la CCI-BF évoluent majoritairement dans le commerce, avec 54% des entreprises. Les entreprises individuelles représentent 84% de l'ensemble des entreprises en 2013. Environ 69% des entreprises enregistrées une durée d'existence inférieure à dix (10) ans. On note une augmentation progressive du nombre d'entreprises industrielles entre 2004 et 2013, dont 76% sont installées à Ouagadougou.

En termes de glissement annuel, l'indice trimestriel de production industrielle est en baisse de 11,9% en 2014 par rapport à 2013 au cours du 1^{er} trimestre. Par contre, les 2^e ; 3^e et 4^e trimestres ont connu un regain de la production comparativement aux mêmes périodes de l'année 2013.

En 2013, 72% des entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF exerçaient dans le commerce de détail, 14% dans le petit commerce, 7% à la fois dans le commerce de gros et le commerce de demi-gros. Les entreprises commerciales sont majoritairement installées à Ouagadougou, soit 69% des entreprises, la ville de Bobo-Dioulasso suit avec 13% entreprises. Seulement 18% des entreprises commerciales étaient installées dans les autres localités du Burkina Faso. Selon le statut juridique, 90% des entreprises enregistrées étaient des entreprises individuelles, 9% des sociétés à responsabilité limitée et 2% avaient d'autres statuts juridiques.

Le taux de pression fiscale a cru régulièrement de 2008 à 2013 en passant de 11,9% à 17,3%, contre 6,1% en 2012. Le classement Doing business du Burkina Faso s'est

relativement dégradé avec une position de 161^e sur 189 pays classés en 2014, contre une position de 154^e sur 185 pays en 2013.

Le nombre de documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2014 est en baisse de 16,4% par rapport à 2013. Les autorisations d'implantation d'unités industrielles en ont constitué 67,1% des titres délivrés, les agréments au code des investissements 22,2%, les agréments en qualité de distributeurs de produits pétroliers et dérivés 5,1%, les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements 5,5%. Quant aux documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, les déclarations préalables d'importation en ont représenté environ 84,04% en 2014.

Les dépôts de demande de titres par les entreprises à l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) via le Centre national de la propriété industrielle (CNPI) sont en hausse continue depuis 2011 et s'établissent à 239 en 2014, soit une hausse de 20,7% par rapport à 2013. Ces demandes de titres ont concerné 64,4% des noms commerciaux ; 17,6% des marques et 10,4% des recherches d'antériorité.

Les exportations du Burkina Faso sont passées de 1 162,5 milliards de FCFA en 2013 à 1 209,9 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 4,07%. Les importations quant à elles, sont passées de 2 057,8 milliards de F CFA en 2013 à 1 658,8 milliards de F CFA en 2014, soit une baisse de 19,4%. La balance commerciale du Burkina Faso chroniquement déficitaire depuis les années d'indépendance tire son explication de la forte dépendance énergétique du pays vis-à-vis de l'extérieur. Le plus faible déficit a été enregistré en 2011 avec 103,6 milliards de F CFA tandis que le plus grand déficit d'une valeur de 894,4 milliards de F CFA est enregistré en 2013. Cependant, le déficit est en baisse en 2014 de 49,8% comparativement à 2013 en raison du ralentissement des activités économiques occasionné par la profonde crise sociopolitique qu'a connu le pays.

Les exportations d'or ont augmenté significativement de 2008 à 2011, passant de 55,6 milliards de FCFA à 852,2 milliards de FCFA. Une baisse de la valeur de ces exportations a été constatée en 2012 (805,7 milliards de FCFA) et 2013 (732,8 milliards de FCFA). L'or a supplanté le coton à partir de 2009 et demeure toujours au premier rang des exportations malgré les difficultés rencontrées dans le secteur.

Contexte

Au cours du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2006), 13,8 millions d'habitants ont été dénombrés au Burkina Faso. Cette population est à dominance féminine soit 51,7% contre 48,3% d'hommes. La dynamique démographique a été marquée par une nette accélération du taux de croissance annuel de la population qui se situe à 3,1%.

La population burkinabè est majoritairement jeune (59,1% ont moins de 20 ans) et l'âge médian est de 15,5 ans. Par ailleurs, on note une forte concentration des populations en milieu rural (77,3%) et un taux élevé d'analphabètes (71,3%). La répartition spatiale de la population présente des disparités d'une région à une autre.

L'éducation des populations est un défi pour le Burkina Faso au vu du taux élevé d'analphabétisme. En 2013/2014, on comptait 2 594 024 inscrits au primaire dont 1 256 370 filles. Cet effectif était de 2 466 379 élèves en 2012-2013. S'agissant des indicateurs, le Taux Brut de Scolarisation au primaire est passé de 81,3% à 83% sur la même période, soit une augmentation de 1,7 point. Le taux d'achèvement est quasi stationnaire avec 59,5%, en 2012-2013, contre 57,6% en 2013-2014.

Quant à l'enseignement post primaire et secondaire, on note que 72% des admis au CEP y ont été absorbés contribuant à accroître les effectifs de 10,4% entre 2012/2013 et 2013/2014.

Le seuil de pauvreté est estimé en 2014 à 153 530 FCFA par personne et par an. Sur cette base, la population vivant en dessous de la ligne de pauvreté est de 40,1%, soit un recul de 3,8 points de l'indice de pauvreté par rapport à 2009/2010 où il était de 43,9%. Malgré l'accroissement de la pauvreté en milieu urbain, force est de constater que la pauvreté est essentiellement rurale avec cependant des disparités régionales.

C'est dans un contexte international difficile marqué par des tensions géopolitiques que l'activité économique s'est déroulée en 2014. La croissance économique mondiale au cours de l'année écoulée a été moins vigoureuse. Le coup de froid qu'a subi l'économie américaine au cours de l'hiver dernier, a eu plus d'impact que prévu. Dans la zone euro, la reprise économique demeure faible du fait de la persistance des difficultés enregistrées dans la plupart des Etats moteurs de la croissance économique européenne.

Dans l'espace sous régional, l'activité économique a été impactée négativement par la crise sanitaire occasionnée par l'apparition de la fièvre hémorragique à virus Ebola, entraînant l'annulation de la 14^è édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) ainsi qu'une baisse des prévisions de croissance économique.

Au plan national, l'incertitude politique conjuguée à la baisse du cours de l'or et du coton, ont eu une influence négative sur la santé économique du pays. Aussi, la profonde crise sociopolitique qui a atteint son paroxysme avec l'insurrection populaire les 30 et 31 octobre 2014 et la mauvaise pluviométrie, ont-elle induit un taux de croissance de 4% en 2014 pour une prévision de 5,5%. L'inflation, quant à elle s'est située à une moyenne de -0,3 % en 2014 contre 0,5% en 2013.

Dans l'élan de l'amélioration du climat des affaires, l'année 2014 a connu la poursuite des actions visant à créer un environnement légal et institutionnel propice aux affaires. Dans cette dynamique, on peut relever entre autres, que le capital minimum pour la création d'une Société à Responsabilité Limitée (SARL) a été réduit de 1 000 000 F CFA à 100 000 F CFA. Au titre du classement Doing business de la Banque mondiale, le Burkina Faso est classé en 2014, 161^{ème} sur 189 pays dans le monde et a gagné 2 places dans le classement du rapport 2014 sur le développement humain durable du PNUD.

1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

1.1. Moyens humains

Points saillants :

- L'effectif du personnel est de 408 agents en 2014, soit une décroissance de 1,4% par rapport à 2013.
- En 2014, 84% du personnel est concentré dans la région du Centre.

Commentaires :

De 2006 à 2014, le personnel du MCIA a connu une tendance à la hausse allant de 219 agents en 2006 à 408 agents en 2014. Le personnel masculin représente quasiment les trois quarts (74%) de l'effectif total des agents du département en 2014. Entre 2013 et 2014, l'effectif du personnel a connu une décroissance de 1,4%. En effet, malgré la croissance de l'effectif féminin de 7,1%, la diminution du personnel masculin de 4,1% a eu un effet plus rapide sur l'effectif total.

Le personnel dont la tranche d'âge est comprise entre 35 et 39 ans est la plus représentée et constitue avec celle de 30 à 34 ans plus de la moitié de l'effectif, ce qui dénote de la jeunesse du personnel. Par ailleurs, près de trois quarts (73%) du personnel a moins de dix ans d'ancienneté de service dont 31% ont moins de cinq ans.

En 2014, le personnel est composé à majorité (52%) de cadres moyens, 37% de cadres supérieurs et de 11% d'agents d'appui.

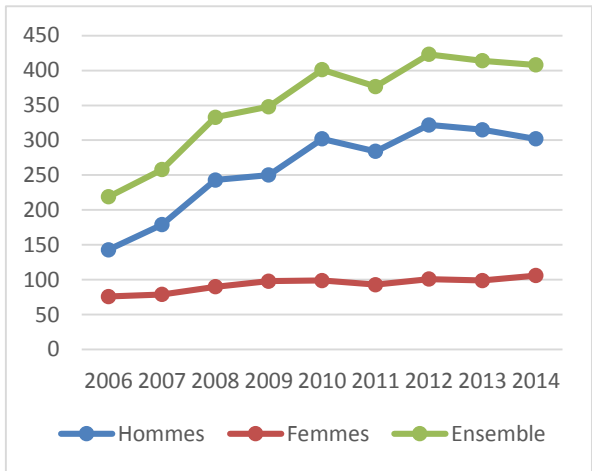
L'essentiel du personnel du département se concentre dans la région du Centre (342 agents) soit 84%. Cela est dû à la concentration des services centraux du ministère dans la capitale. La région du Centre est suivie par la région des Hauts-Bassins qui dispose de 28 agents soit 7% des effectifs. S'ensuivent les régions du Centre-Ouest et des Cascades avec chacune 11 agents soit 3%. Les régions du Centre-Est et du Nord disposent quant à elles de 8 agents chacune soit 2%. Nonobstant la concentration du personnel à Ouagadougou, la représentativité territoriale du département n'est pas une réalité. Cette insuffisance de personnel a un impact négatif sur l'efficacité dans l'accomplissement des missions de grande envergure du département notamment le contrôle de la mise en œuvre des décisions gouvernementales relatives à la fixation des prix des produits de grande consommation et la vérification de la qualité des produits.

Source : Direction des ressources humaines

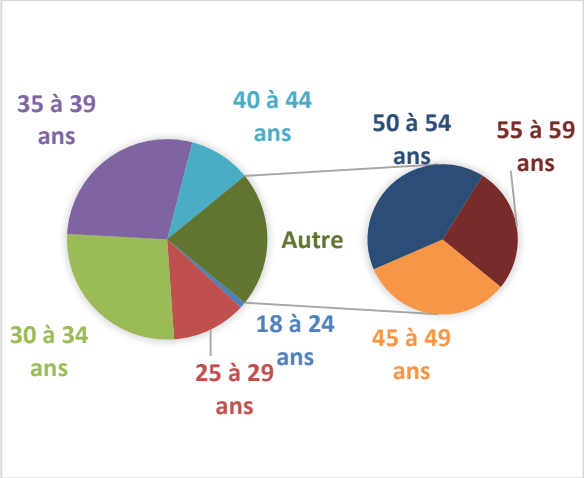
Tableau 01 : Evolution du personnel du MCIA selon le sexe

	Effectif en 2014	Variation / 2006 (%)	Variation/ 2013 (%)
Homme	302	111,2	-4,1
Femme	106	39,5	7,1
Ensemble	408	86,3	-1,4

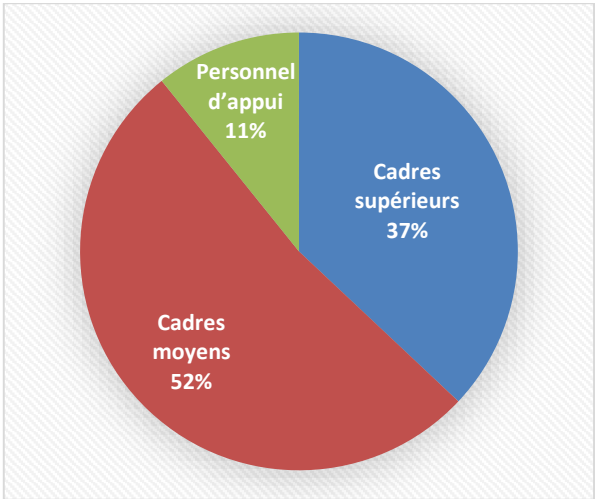
Graphique 01: Evolution du personnel du MCIA



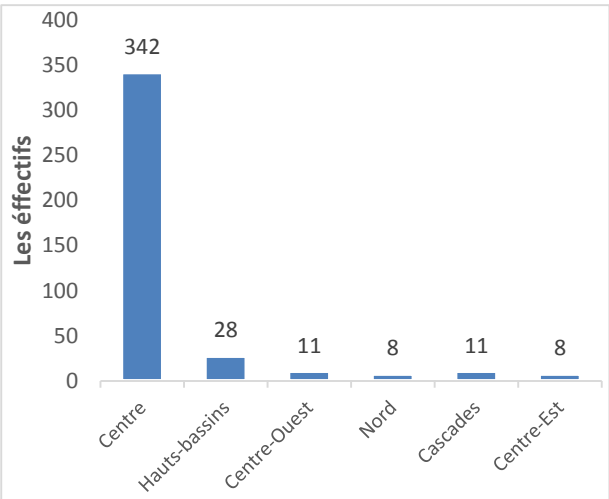
Graphique 02: Répartition du personnel du MCIA en 2014 par tranche d'âge



Graphique 03 : Répartition du personnel du MCIA en 2014 selon la catégorie professionnelle



Graphique 04 : Répartition des effectifs du personnel du MCIA en 2014 selon la région



1.2. Moyens financiers

Points saillants :

- 5,76 milliards de francs CFA de budget en 2014, soit une hausse de 8,3% par rapport à 2013.
- 460 millions de francs CFA, soit 8% du budget ont été consacrés aux dépenses de fonctionnement en 2014.

Commentaires :

Les dotations budgétaires ont connu une tendance à la hausse entre 2005 et 2014. Elles sont passées de 1,68 milliards de francs CFA en 2005 à 5,76 milliards de francs CFA en 2014. Comparativement à l'année 2013, la dotation budgétaire est en hausse de 1,53 milliards de francs CFA soit une progression de 8,3%.

Cette progression est due à une augmentation significative des dépenses de fonctionnement et celles de transferts courants respectivement de 21,1% et 11,3%. En effet, les dépenses de fonctionnement sont passées de 0,38 milliards de francs CFA en 2013 à 0,46 milliards de francs CFA en 2014 contre 1,33 et 1,57 milliards de francs CFA pour les dépenses de transferts courants.

Au titre des dépenses de personnel, elles ont connu une augmentation continue sur la période, passant de 0,40 milliards de francs CFA en 2005 à 1,05 milliards de francs CFA en 2014.

En 2014, les dépenses d'investissements ont représenté près de la moitié (46,53%) de la dotation budgétaire du ministère, ces dépenses sont suivies de celles allouées aux transferts courants 27,26% ; les dépenses de fonctionnement quant à elles n'ont représenté qu'environ 8% pour un montant de 460 millions de francs CFA.

Le taux d'exécution des dépenses du budget en transferts et investissements ont atteint 100% en 2012 et 2013 avant de connaître une légère baisse en 2014. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, le taux d'exécution budgétaire s'est établi à 79,9% en 2014.

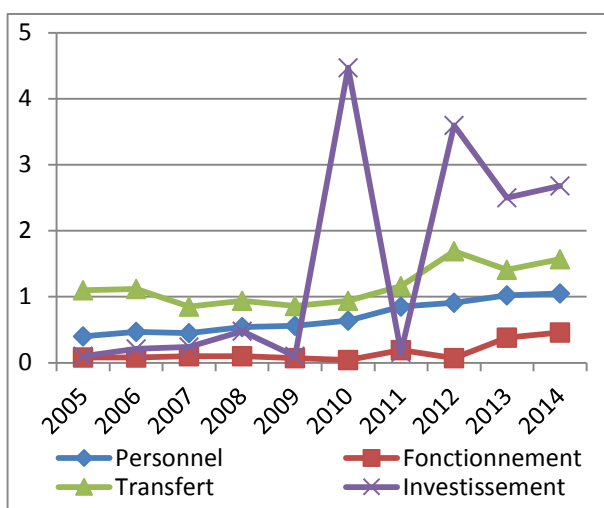
La part du budget du MCIA dans le budget de l'Etat a connu une évolution en dents de scie sur la période 2005-2014 avec des pics atteignant respectivement 0,51% et 0,38% en 2010 et 2012. Elle s'établit à 0,31% en 2014 soit une hausse de 3 points de pourcentage par rapport à 2013. Cependant, cette part de budget allouée au ministère demeure inférieure à 1% et de ce fait, limite la mise en œuvre des politiques de développement économique du pays liées aux compétences sectorielles. En effet, avec une dotation budgétaire en dépenses de fonctionnement inférieure à un demi-milliard de francs CFA (en 2014), la quasi inexistence du département dans le paysage économique n'est pas prête de connaître une amélioration de la situation.

<u>Source :</u> Direction de l'administration et des finances
--

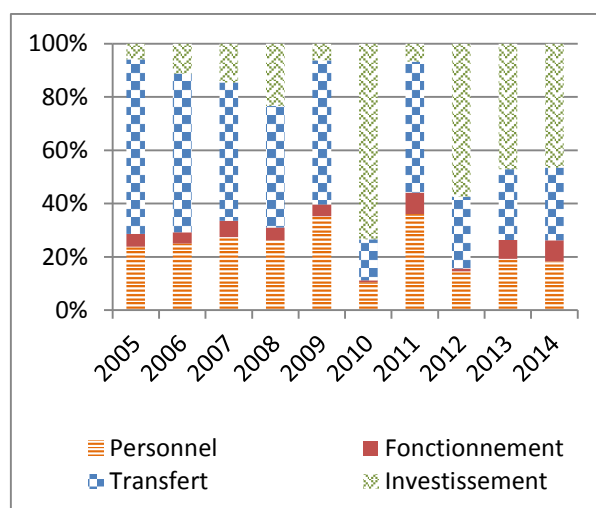
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA)

	Budget 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Total Budget MCIA	5,76	242,9	8,3
Personnel	1,05	162,5	2,9
Fonctionnement	0,46	475,0	21,1
Transfert	1,57	42,7	11,3
Investissement	2,68	2580,0	7,2
Total budget Etat	1 833,50	130,3	-3,7

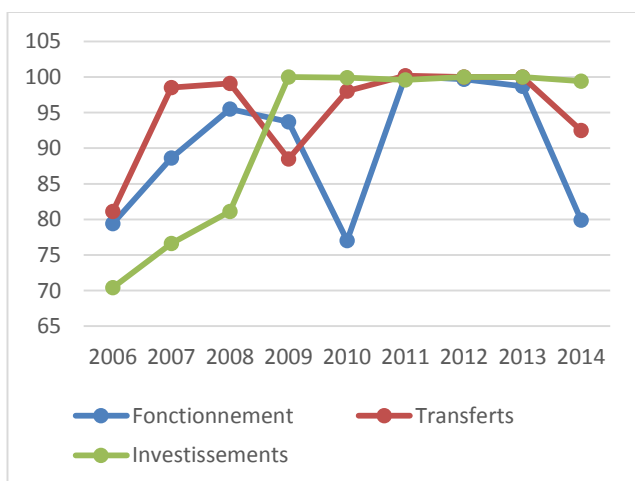
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA)



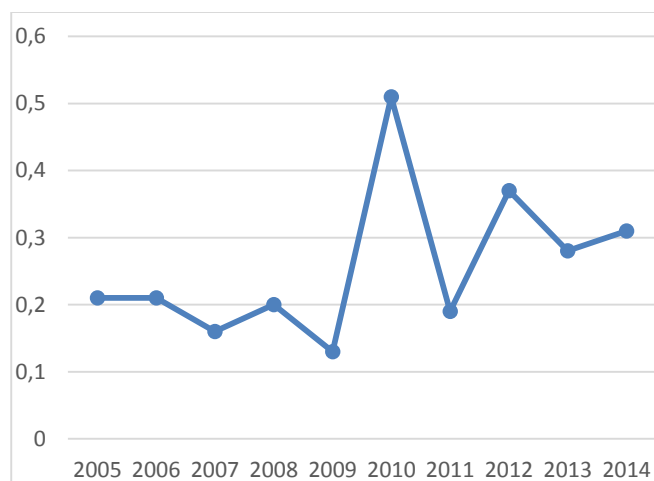
Graphique 06 : Structure du budget du MCIA (en %)



Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MCIA (en %)



Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MCIA (en %) par rapport au budget national



2. LES ENTREPRISES

2.1. Les entreprises enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- 66 044 entreprises ont été au total enregistrées à la CCI-BF, en 2013.
- 54% des entreprises enregistrées exerçaient dans le commerce en 2013.
- En 2013, 84% des entreprises enregistrées sont constituées en entreprises individuelles.

Commentaires :

Sur la période 2005-2013, le nombre d'entreprises enregistrées à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso a connu une croissance continue pour chacune des catégories d'activité. De 30 074 entreprises enregistrées en 2005, le nombre d'entreprises inscrites dans le fichier Néré s'est établi à 66 044 entreprises en 2013, soit une croissance moyenne de 10,27%.

Dans la branche industrie, d'un effectif de 3 955 entreprises enregistrées en 2005, 8 975 entreprises ont été enregistrées en 2013, soit une croissance annuelle moyenne de 10,74% sur la période. Cette croissance annuelle moyenne s'établit à 17,58% pour la catégorie artisanat, représentant par ailleurs la plus forte croissance sur la période.

La majorité des entreprises enregistrées (54%) exerçaient dans le commerce en 2013 ; elles sont suivies de celles exerçant dans les services (27%). L'industrie et l'artisanat constituent quant à eux respectivement 13% et 6% des activités des entreprises en 2013.

Suivant le statut juridique, en 2013, 84% des entreprises enregistrées l'ont été sous la forme d'entreprises individuelles. Ces dernières sont suivies des sociétés à responsabilité limitée (14%) et des sociétés anonymes (2%).

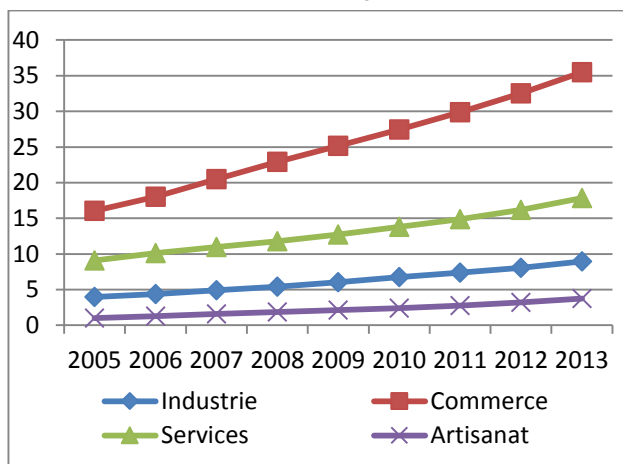
Les entreprises constituées se distinguent par leur extrême jeunesse. En effet, en 2013, 69% d'entre elles avaient moins de 10 ans d'existence. De plus, 99% des capitaux des entreprises sont détenus par des nationaux, ce qui signifie que les étrangers éprouvent des difficultés à entrer dans le capital des entreprises ou ne sont pas suffisamment attirés à investir au Burkina Faso.

<u>Source</u> : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
--

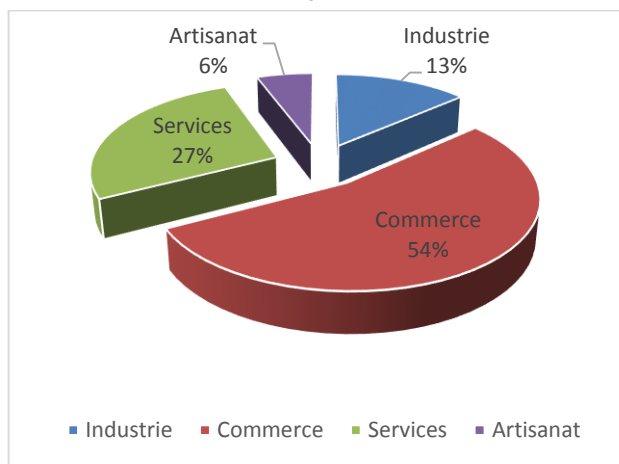
Tableau 03 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon la catégorie d'activité

	Nombre (en milliers) 2013	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Industrie	8,98	126,9	11,3
Commerce	35,49	121,0	9,2
Services	17,83	96,5	10,2
Artisanat	3,75	279,1	16,3
Ensemble	66,04	119,6	10,1

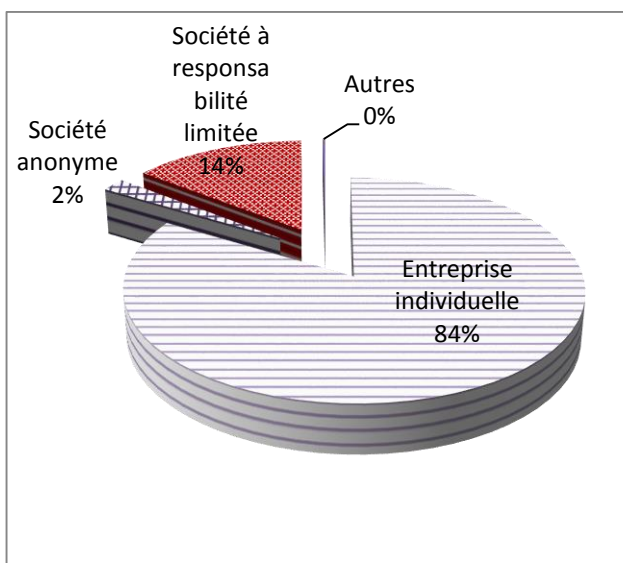
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité



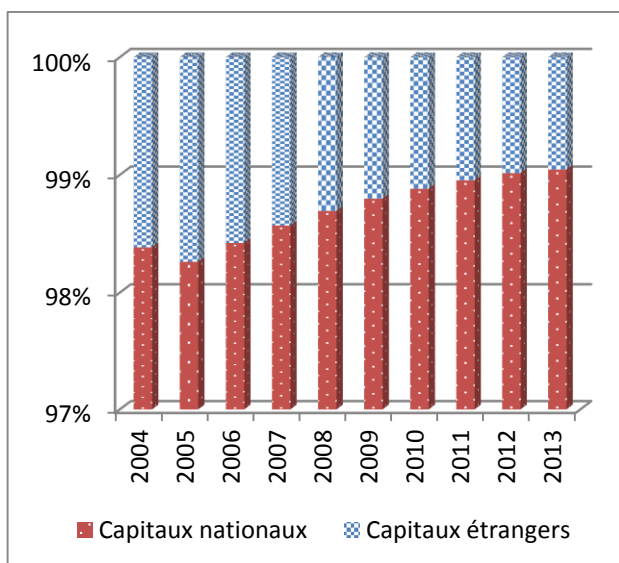
Graphique 10 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF en 2013 par catégorie d'activité



Graphique 11 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon le statut juridique en 2013



Graphique 12 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon l'origine des capitaux en 2013



2.2. Les entreprises enregistrées aux CEFORE

Points saillants :

- Progression annuelle moyenne de 13,5% d'entreprises enregistrées aux CEFORE entre 2006 et 2014.
- En 2014, 5 760 entreprises ont été enregistrées dans la région du Centre, soit 67% des entreprises totales.

Commentaires :

Au cours de la période 2006-2014, le nombre d'entreprises enregistrées aux CEFORE a connu une croissance régulière passant de 2 581 entreprises en 2006 à 8 561 entreprises en 2014, soit une progression annuelle moyenne de 13,5%. Sur la même période, la région du Centre à elle seule a enregistré 5 760 entreprises, soit 67,3% des entreprises totales. Cette évolution est imputable à la facilitation des conditions et procédures de création des entreprises dont les principales mises en œuvre en 2014 sont les suivantes :

- l'adoption d'un décret portant fixation des dispositions nationales applicables à la forme des statuts et au capital pour les sociétés à responsabilité limitée (S.A.R.L) au Burkina Faso qui a permis de réduire le capital minimum pour la création des S.A.R.L de un million (1 000 000) à cent mille (100 000) FCFA et de rendre optionnel le recours au notaire dans la création de ce type d'entreprise ;
- la réduction des délais de création d'entreprise de 3 jours à 24 heures ;
- la simplification des procédures et la réduction des délais et des coûts de délivrance du permis de construire ;
- la réduction du délai et du coût de raccordement des entreprises aux réseaux d'eau et d'électricité ;
- la désignation du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Commerce de Ouagadougou comme seul compétent pour l'accomplissement des opérations relatives aux sûretés ;

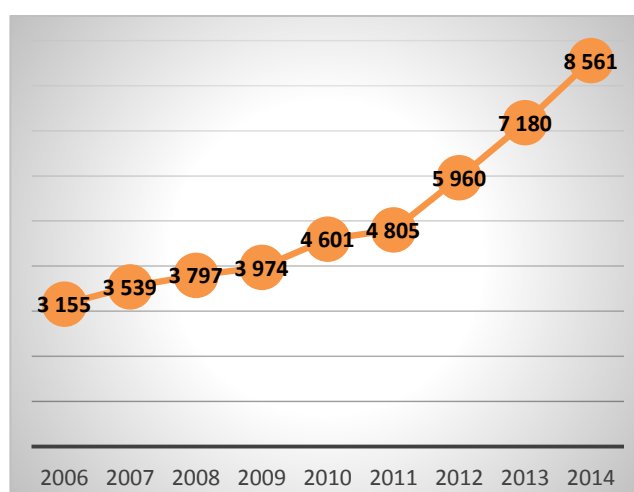
Sur le plan institutionnel, le Burkina Faso a entrepris entre autres les réformes suivantes : la mise en place de l'observatoire du Climat des Affaires ; la mise en place du Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI) ; l'institutionnalisation de la rencontre annuelle Gouvernement Secteur/Privé ; la mise en place du Centre des Guichets Uniques ; la mise en place du secrétariat permanent pour la réforme des licences d'affaires ; la mise en place de l'Agence Burkinabè de Normalisation, de la métrologie et de la Qualité ; la mise en place de l'Agence de Promotion des Investissements.

<u>Source</u> : Centre de formalités des entreprises
--

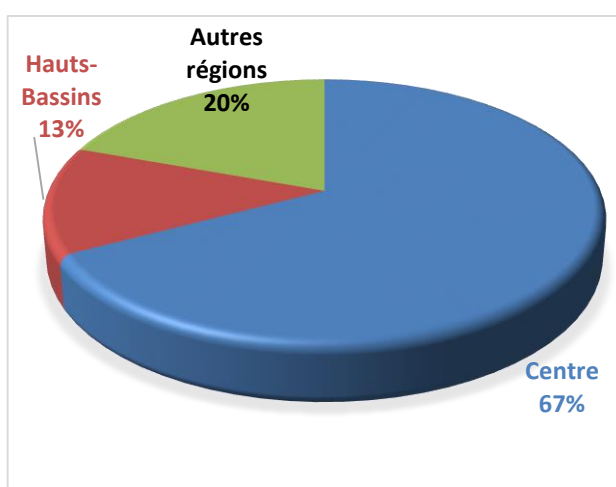
Tableau 04 : Entreprises créées aux CEFORE par région

	Effectif en 2014	Variation / 2006	(%) 2013
Boucle du Mouhoun	141	131,1	41,0
Centre	5 760	129,5	10,2
Centre-Est	289	76,2	48,2
Centre-Nord	191	0,0	103,2
Centre-Ouest	305	169,9	52,5
Est	180	0,0	66,7
Hauts-Bassins	1 133	0,0	45,3
Nord	305	45,2	29,8
Sahel	137	280,6	52,2
Sud-Ouest	120	0,0	-20,5
Ensemble	8 561	171,3	19,2

Graphique 13 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE



Graphique 14 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la localité en 2014



2.3. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble

Points saillants :

- Au total, 961,947 milliards de CFA de chiffre d'affaires réalisé par les sociétés d'Etat en 2014, soit une croissance de 2,6% par rapport à 2013.
- 195,510 milliards de francs CFA de contribution au budget de l'Etat en 2014.

Commentaires :

Contrairement à l'exercice 2013 qui enregistrait une croissance de 11,5% du chiffre d'affaires global, la gestion des sociétés d'Etat s'est traduite en 2014 par une faible croissance (2,6%) du chiffre d'affaires, passant de 937,258 milliards de francs CFA en 2013 à 961,947 milliards de francs CFA en 2014, ce malgré l'entrée en activité de trois nouvelles sociétés (ACOMOD-Burkina, MINOFA et SOGEMAB). Cette faible croissance du chiffre d'affaires est la résultante de la conjoncture économique quelque peu difficile qu'a connue le pays, entraînant la baisse du chiffre d'affaires de l'AGETEER (-29,9%), la SONAGESS (-74,9%), la SOPAFER-B (-6,3%), la SEPB (-74,9%) et l'AGETIB (-14,7%) comparativement à l'exercice précédent.

Bien que la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation connaissent une hausse respective de 6,3% et 6,6%, les bénéfices cumulés des sociétés d'Etat sont en baisse de 23,4% passant de 81,111 milliards de francs CFA en 2013 à 62,092 milliards de francs CFA en 2014. En effet, contrairement à l'exercice 2013, six (06) sociétés ont enregistré un résultat déficitaire en 2014, il s'agit de l'ACOMOD, le BUMIGEB, la MINOFA, la SONAGESS, la SONABEL et la SEPB. Sur le déficit global de 11,753 milliards de francs CFA, la SONABEL a contribué à hauteur de 11,189 milliards de francs CFA, soit 95,2%. Par contre, le résultat bénéficiaire total de l'exercice 2014 tire sa source des sociétés de prévoyance sociale (CARFO et CNSS) à hauteur de 82,54%, la SONABHY (12,06%) et la LONAB (10,35%). On note par ailleurs une augmentation des effectifs de 3,1% par rapport à l'année 2013. La masse salariale quant à elle enregistre une hausse de 19,9% et se stabilise à 50,09 milliards de francs CFA en 2014. Cette hausse considérable de la masse salariale est la résultante des hausses constatées dans les sociétés que sont la LONAB (39,3%) ; SONABEL (45,8%) ; SONABHY (23,2%), SONATUR (24,9%).

En 2014, il ressort que la SOGEMAB demeure la société capable de générer plus de bénéfices à partir de son chiffre d'affaires soit (120,2%), elle est suivie de la SONAPOST (70%), CARFO (39,4%), CNSS (29,9%), SONATUR (20,1%). Cependant, comparativement à l'exercice 2013, la CEGECI est la société qui a réalisé la plus forte progression (1 076,7%), d'où l'évolution de son résultat net de 1 138,9% passant de 36 millions de francs CFA en 2013 à 446 millions de francs CFA en 2014 ; elle est suivie par la SONAPOST (15%) et la SONATUR (6,6%). Au terme de l'exercice 2014, les sociétés d'Etat ont globalement contribué au budget national à hauteur de 195,510 milliards de francs CFA. Les performances économiques et financières du CEGECI, la LONAB, l'ONEA, la SONABHY, la SONAPOST et la SONATUR ont été appréciées positivement au cours de la 23^{ème} AGSE. La tenue régulière de l'AGSE contribue efficacement à l'amélioration de la gouvernance économique et à l'installation d'une véritable culture de résultats au sein des entreprises publiques.

Tableau 05 : Indicateurs des sociétés d'Etat (en millions de F CFA)

	Valeur ajoutée 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Bénéfice/ Chiffre d'affaires en 2014 (%)	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
ACOMOD-Burkina	-49			-237500,0		
AGETEER	384		-18,6	1,8		-93,1
AGETIB	260		-42,0	4,6		-86,7
BUMIGEB	1373	113,5	16,7	-8,0	-468,4	-321,9
CEGECI	1223		96,3	14,8		1076,7
LNBTP	1843	68,9	1,8	14,0	-36,0	-29,3
LONAB	13291	470,7	-6,7	7,7	1629,8	-22,5
MINOFA	-115					
ONEA	21444	152,3	7,5	6,9	353,9	-16,0
SOGEMAB	180			120,2		
SONABEL	28920	20,2	13,1	-8,5	-478,1	-47152,6
SONABHY	28826	98,4	14,1	1,4	-62,4	-24,6
SONAGESS	359	79,5	-76,5	-4,7	-106,7	-131,2
SONAPOST	975	-37,9	-32,5	70,0	448,2	15,0
SONATUR	3116	129,3	2,7	20,1	77,7	6,6
SOPAFERB	371	33,9	-35,0	9,5	436,1	-55,7
SEPB	100		-61,8	-131,0		-1703,3
CARFO	nd			39,4	62,2	-6,2
CNSS	nd			29,9	33,6	-11,9

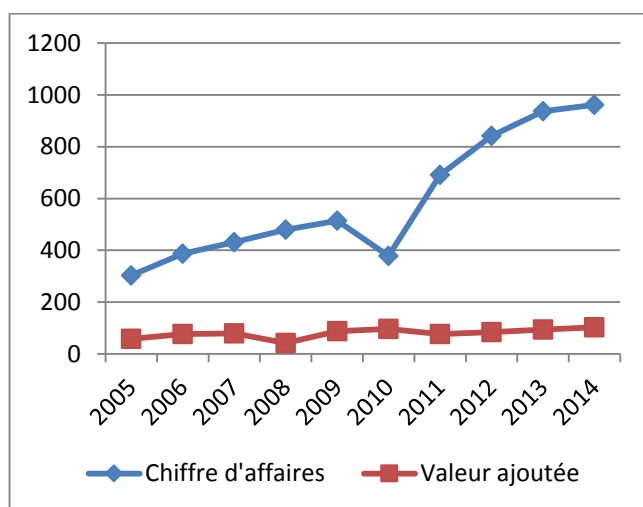
Tableau 06 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en millions de F CFA)

	Exercice 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	961 947	218,1	2,6
Valeur ajoutée	102 501	77,0	6,3
Excédent brut d'exploitation	62 548	176,9	6,6
Bénéfices	62 092	198,7	-23,4
Masse salariale	50 094	107,7	19,9

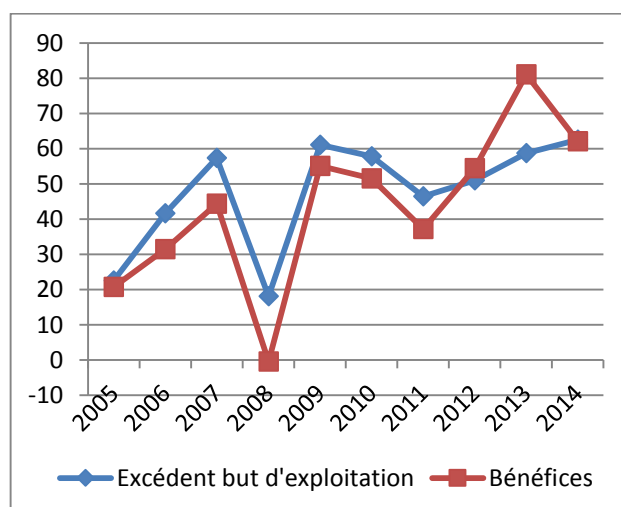
Tableau 07 : Effectifs du personnel des sociétés d'Etat

	Effectif en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
ACOMOD-Burkina	8		
AGETEER	38		-7,3
AGETIB	28		-6,7
BUMIGEB	179	-13,9	13,3
CEGECI	53		-1,9
LNBTP	287	23,7	13,0
LONAB	265	47,2	5,2
MINOFA	7		
ONEA	1094	68,3	3,8
SOGEMAB	31		
SONABEL	1 883	11,8	-3,3
SONABHY	318	38,9	6,0
SONAGESS	129	74,3	1,6
SONAPOST	1072	29,9	7,6
SONATUR	83	80,4	15,3
SOPAfer-B	29	26,1	0
SEPB	55		5,8
CARFO	142	517,4	19,3
CNSS	984	9,5	-1,4
Ensemble	6 685	31,8	3,1

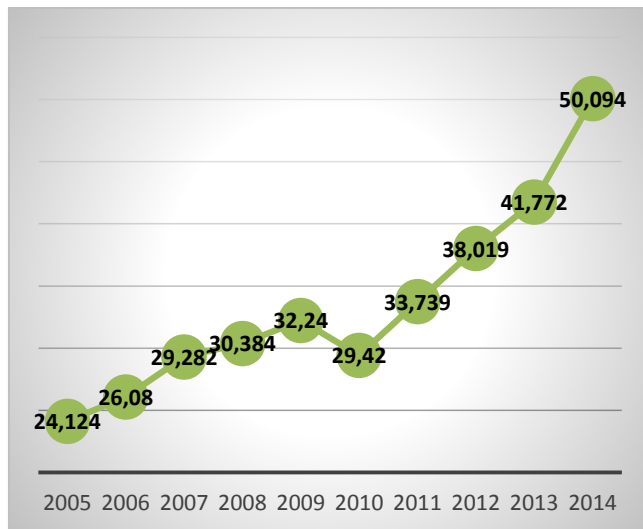
Graphique 15 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



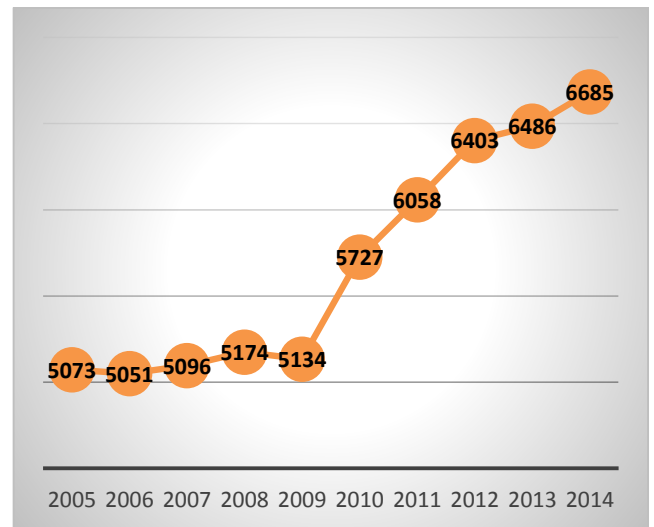
Graphique 16 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 17 : Evolution de la masse salariale globale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 18 : Evolution de l'effectif global des employés des sociétés d'Etat



2.4. Les sociétés d'Etat AGETEER et AGETIB

Points saillants :

- Baisse du chiffre d'affaires de l'AGETEER et de l'AGETIB au cours de l'exercice 2014.
- Baisse du résultat bénéficiaire de l'AGETEER et de l'AGETIB de plus de 80% en 2014 comparativement à 2013.

Commentaires :

Les sociétés AGETEER et AGETIB ont toutes deux enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2014. Ces baisses sont de l'ordre de 29,9% pour l'AGETEER et de 14,7% en ce qui concerne l'AGETIB comparativement à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique en ce qui concerne l'AGETEER par l'arrêt des chantiers en cours et au retrait des projets prévus dans le programme d'activités de la société par son ministère de tutelle technique. Notons que la société agit en tant que maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de l'Etat, de ses démembrements, de tout organisme public ou privé en matière d'infrastructures hydrauliques et l'aménagement de l'espace rural (aménagements hydro-agricoles, barrages,...), d'équipements et de constructions rurales. L'AGETIB quant à elle a pour objet la mise en œuvre des projets d'infrastructures et d'ouvrages spécifiques, notamment des actions d'entretien périodique, de réhabilitation, de renforcement et l'aménagement particulier des routes. La baisse de son chiffre d'affaires se justifie par le fait que la société n'a obtenu aucun projet en 2014. Elle s'est contentée de poursuivre l'exécution et de parachever ses travaux. Nonobstant ces difficultés les maîtrises d'ouvrage délégué (MOD) souffrent de procédures de marchés publics qui ne leurs sont pas adaptées (elles ne peuvent pas participer aux appels d'offres) et ne bénéficient pas non plus de portefeuille de projets à même de les faire fonctionner.

La baisse du chiffre d'affaires des sociétés a eu pour conséquence la dégradation de leurs indicateurs de gestion. En effet, on note que la valeur ajoutée de l'AGETEER est en baisse de 18,6% comparativement à l'exercice 2013, l'excédent brut d'exploitation et le bénéfice d'exploitation ont connu respectivement des baisses de 64% et de 95,2%. Quant à l'AGETIB, ces baisses sont respectivement de l'ordre de 42%, 75,2% et 88,6%.

La baisse des effectifs de l'AGETEER (7,3%) au cours de l'exercice 2014 pour des raisons de départ a eu pour impact la baisse de la masse salariale de 4,2%. La productivité du personnel évoluant en dents de scie sur la période connaît une baisse progressive depuis 2012 et s'est stabilisée à 10,1 en 2014 et traduit la difficulté du personnel à générer de la richesse. L'augmentation de la masse salariale de l'AGETIB en 2014 bien que l'effectif ait diminué est due à une constatation des avancements du personnel.

<u>Source :</u> Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural Agence des travaux d'infrastructures du Burkina

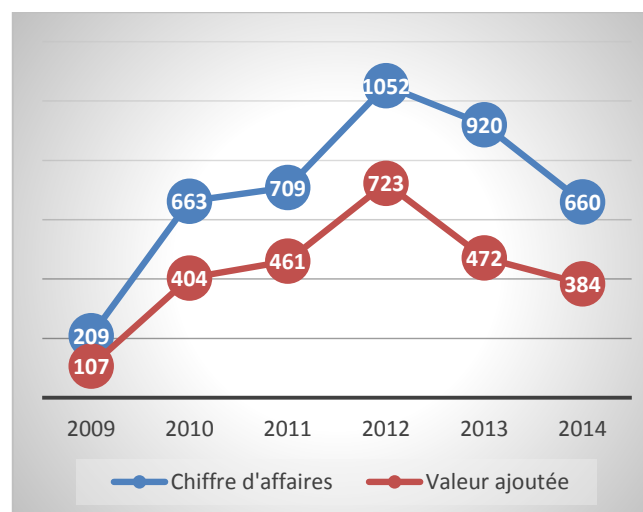
Tableau 08 : Quelques données sur AGETEER et AGETIB (en millions F CFA)

AGETEER					
	Valeur en 2014	Variation / 2009 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	660	145,4	-29,9	517	-14,7
Valeur ajoutée	384	258,9	-18,6	260	-42,0
Excédent brut d'exploitation	41	105,0	-64,0	76	-75,4
Bénéfices	12	-25,0	-95,2	24	-88,6
Masse salariale	343	294,3	-4,2	184	32,4
Personnel employé	38	137,5	-7,3	28	-6,7

Graphique 19 : Evolution de la productivité du personnel de l'AGETEER



Graphique 20 : Evolution des indicateurs de gestion de l'AGETEER (en millions de FCFA)



2.5. Les sociétés d'Etat BUMIGEB et CEGECI

Points saillants :

- Croissance de 40,5% du chiffre d'affaires du BUMIGEB en 2014 par rapport à 2013.
- Résultat net du BUMIGEB déficitaire en 2014.
- Forte amélioration du résultat bénéficiaire du CEGECI en 2014 par rapport à 2013.

Commentaires :

Le Bureau des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB), structure chargée de l'amélioration de la connaissance géologique et minière du Burkina Faso a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires de l'ordre 40,5% au cours de l'exercice 2014 par rapport à l'exercice précédent. En effet, de 469,3 millions de francs CFA en 2013, le chiffre d'affaires de la société est passé à 659 en millions de francs CFA en 2014. Ce résultat est consécutif à une augmentation de ses prestations et portant notamment sur les sondages miniers et les travaux de géologie. Cependant, bien que l'excédent brut d'exploitation connaisse une hausse de 39,6% comparativement à l'année 2013, le résultat net ressort déficitaire et s'évalue à 53 millions de francs CFA. Certes la productivité du personnel de la société s'est améliorée entre les deux derniers exercices mais cette croissance n'a pas été suffisante pour générer un bénéfice au regard des charges de fonctionnement. En effet, la masse salariale enregistre une hausse de 8,3% et atteint 930 millions de francs CFA, nettement supérieure au chiffre d'affaires. La société, s'est attelée durant l'exercice à minimiser ses dépenses en application d'une recommandation de l'assemblée générale des sociétés d'Etat visant à l'utilisation efficiente de ses ressources afin de développer son activité. Il est aussi recommandé à la société une collaboration avec les autres structures de l'Etat pour une utilisation efficiente de son matériel en ce qui concerne les forages spécifiques.

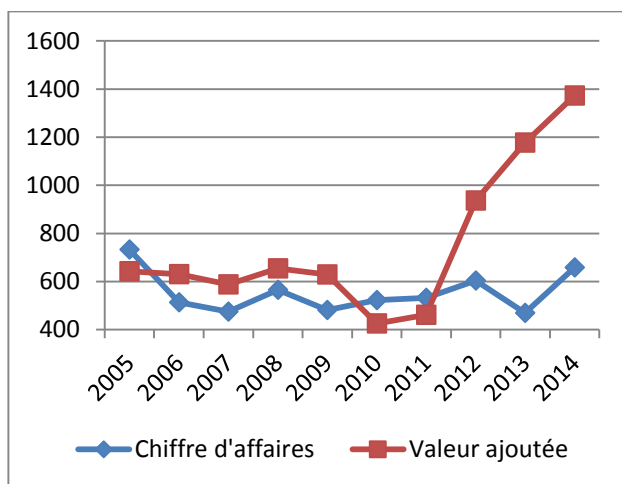
Le Centre de gestion des cités (CEGECI) assure un service public à travers la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de logement notamment la construction, l'acquisition d'immeubles en vue de la location simple ou de la location-vente. Les indicateurs de gestion de la société se sont améliorés au cours de l'exercice 2014. En effet, le chiffre d'affaires connaît une hausse de 5,3% comparativement à l'exercice 2013 passant de 2.857 milliards de francs CFA à 3009 milliards de francs CFA en 2014. La valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation enregistrent des hausses respectives de 96,3% et 146,9% par rapport à l'exercice 2013. Ces performances ont eu pour résultante la réalisation d'un bénéfice de 446 millions de francs CFA, soit une hausse de 1 138% en comparaison à l'exercice précédent bénéficiaire de 36 millions de francs CFA. On note cependant une hausse de la masse salariale de 21,8% entre 2014 et 2013 malgré la baisse relative de 1,9% des effectifs sur la période. Cette hausse se justifie principalement par des régularisations.

<u>Source</u> : - Bureau des mines et de la géologie du Burkina - Centre de gestion des cités
--

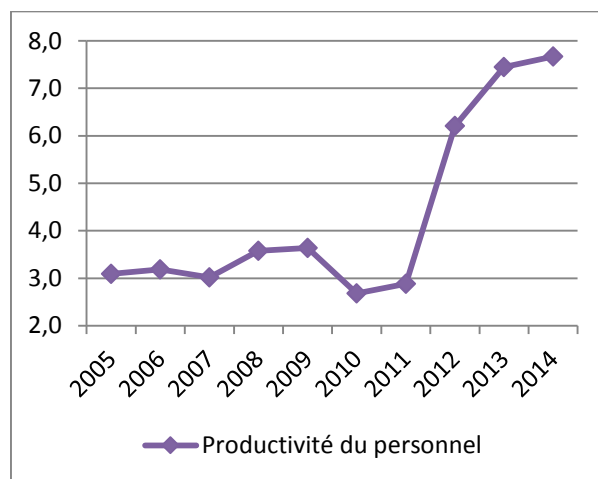
Tableau 09 : Quelques données sur BUMIGEB et CEGECI (en millions F CFA)

	BUMIGEB			CEGECI		
	Valeur en	Variation /	Variation /	Valeur en	Variation /	Variation /
	2014	2005 (%)	2013 (%)	2014	2010 (%)	2013 (%)
Chiffre d'affaires	659	-10,1	40,5	3009	385,3	5,3
Valeur ajoutée	1 373	113,5	16,7	1223		96,3
Excédent brut d'exploitation	444	404,5	39,6	916		146,9
Bénéfices	-53	-431,3	-411,8	446	-7,3	1138,9
Masse salariale	930	67,6	8,3	307	127,4	21,8
Personnel employé	179	-13,9	13,3	53	15,2	-1,9

Graphique 21 : Evolution des indicateurs de gestion du BUMIGEB (en millions de FCFA)



Graphique 22 : Evolution de la productivité du personnel du BUMIGEB



2.6. Les sociétés d'Etat LNBTP et LONAB

Points saillants :

- Hausses respectives de 9,2% et 10,4% du chiffre d'affaires du LNBTP et de la LONAB en 2014 comparativement à l'exercice 2013.
- Baisses respectives de 22,9% et 14,5% du résultat bénéficiaire du LNBTP et de la LONAB en 2014 comparativement à l'exercice 2013.

Commentaires :

Le Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP) assure une mission de service public dont l'objectif est la sécurité et la durabilité des bâtiments, des ouvrages et des infrastructures routières à travers notamment la réalisation d'études, de contrôles de travaux. Son chiffre d'affaires est en hausse continue et est passé de 2,767 milliards de francs CFA en 2013 à 3,021 milliards de francs CFA en 2014, soit une hausse de 9,2%. Tout comme son chiffre d'affaires, la valeur ajoutée du laboratoire enregistre une hausse de 1,8% sur l'exercice 2014 et se stabilise à 1,843 milliards de francs CFA. L'excédent brut d'exploitation quant à lui est en baisse de 2,8% par rapport à 2013 tandis que la masse salariale est en hausse de 7,3%. Bien que la société évolue dans un environnement concurrentiel, il en résulte un résultat bénéficiaire de 422 millions de francs CFA en 2014 ; cependant ce résultat est en baisse de 22,9% comparativement à l'exercice précédent. La productivité du personnel qui évolue en dents de scie connaît une baisse entre 2013 et 2014.

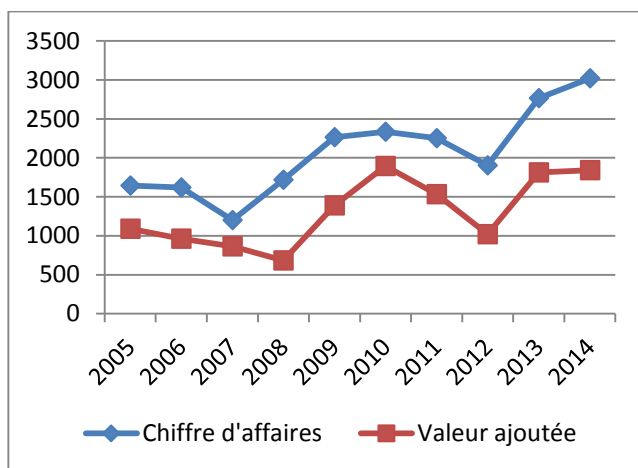
Spécialisée dans l'organisation des jeux du hasard, la mission de la Loterie nationale Burkinabé (LONAB) est d'assurer le soutien de l'Etat dans sa quête du développement économique et social à travers des investissements dans les secteurs sociaux en conformité avec la politique du Gouvernement. Au cours de l'exercice 2014, la société s'est confortée dans la croissance continue de son chiffre d'affaires. Aussi, de 75,328 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires réalisé en 2013, la LONAB a atteint la bagatelle de 83,169 milliards de francs CFA en 2014, soit une progression de 10,4%. Cependant, bien que les autres indicateurs de gestion que sont la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le bénéfice net soient positifs, ces derniers enregistrent une régression par rapport à l'exercice 2013. En effet, ces indicateurs enregistrent des baisses respectives de l'ordre de 6,7% ; 12,5% et 14,5%. On note par ailleurs que la productivité du personnel qui connaît une croissance permanente sur les dix dernières années enregistre une régression en 2014. De plus, les effectifs de la société s'accroissent de 5,2% et parallèlement la masse salariale quant à elle est en hausse de 16,2%.

<u>Source</u> : - Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics - Loterie nationale Burkinabé
--

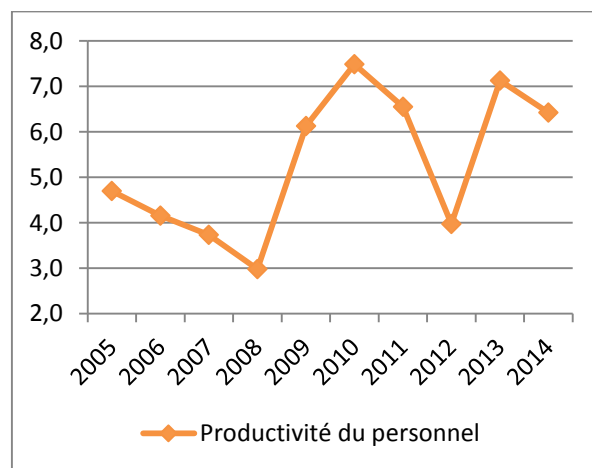
Tableau 10 : Quelques données sur LNBTP et LONAB (en millions F CFA)

	LNBTP			LONAB		
	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	3 021	83,8	9,2	83 169	327,0	10,4
Valeur ajoutée	1 843	68,9	1,8	13 291	470,7	-6,7
Excédent brut d'exploitation	960	48,1	-2,8	9 978	884,0	-12,5
Bénéfices	422	17,5	-22,9	6 426	7 286,2	-14,5
Masse salariale	883	99,3	7,3	3 313	151,9	16,2
Personnel employé	287	23,7	13,0	265	47,2	5,2

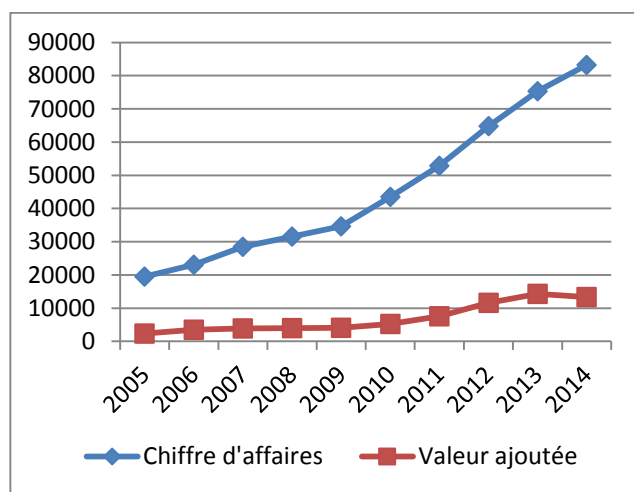
Graphique 23 : Evolution des indicateurs de gestion du LNBTP (en millions de FCFA)



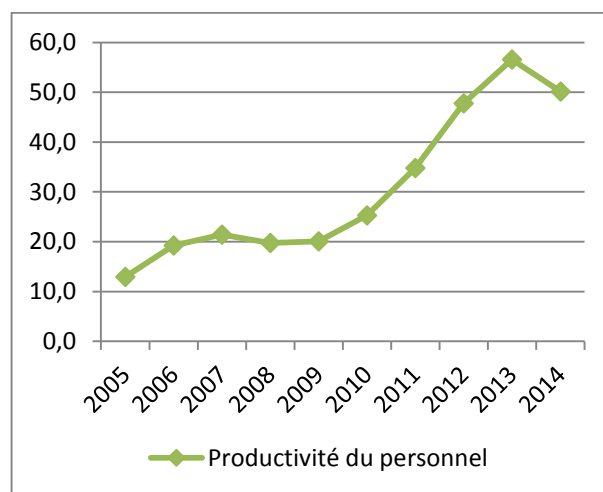
Graphique 24 : Evolution de la productivité du personnel du LNBTP



Graphique 25 : Evolution des indicateurs de gestion du LONAB (en millions de FCFA)



Graphique 26 : Evolution de la productivité du personnel du LONAB



2.7. Les sociétés d'Etat ONEA et SONABEL

Points saillants :

- Baisse de 10,2% du résultat bénéficiaire de l'ONEA en 2014 par rapport à 2013.
- Résultat déficitaire de 11,189 milliards de francs CFA de la SONABEL en 2014.

Commentaires :

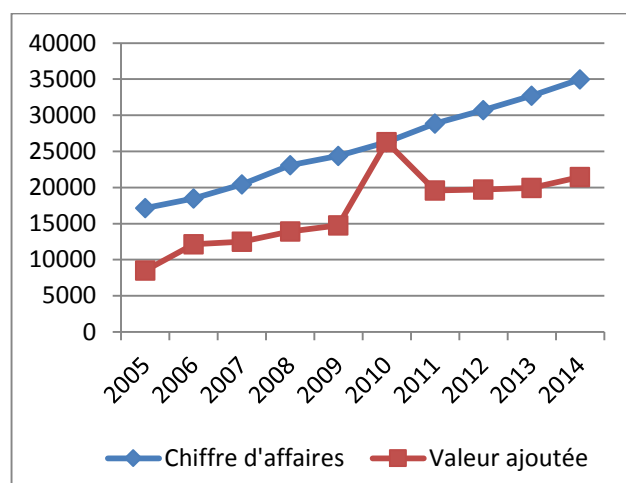
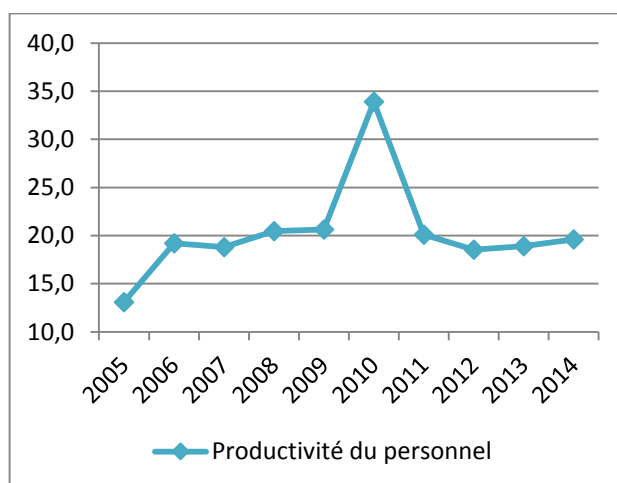
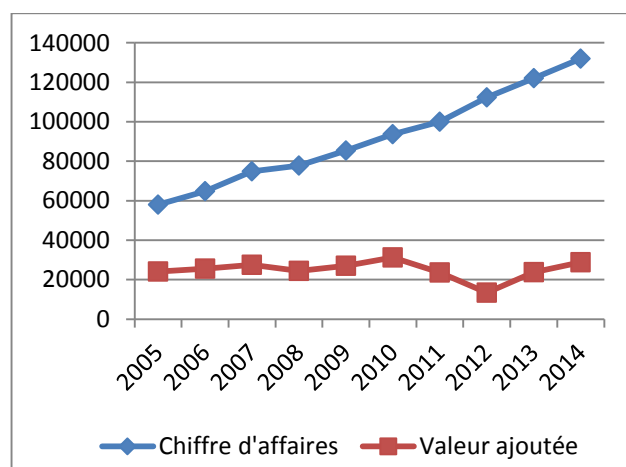
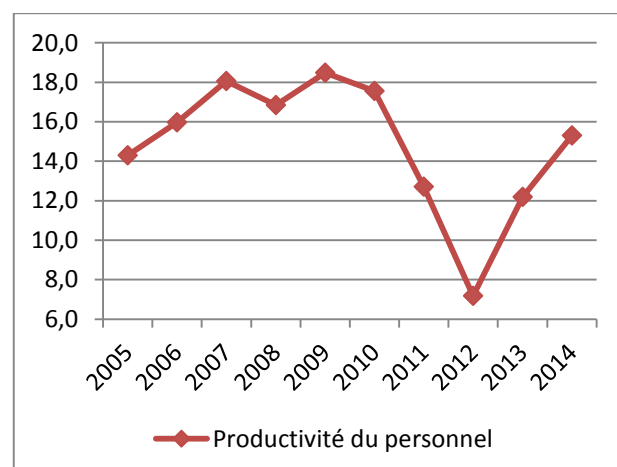
L'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) a pour objet social principalement la création et l'exploitation d'infrastructures de production et de distribution d'eau potable en milieu urbain. L'augmentation du volume des activités en 2014 a permis à la société d'enregistrer une hausse de son chiffre d'affaires passant ainsi de 32,722 milliards de francs CFA en 2013 à 34,989 milliards de francs CFA en 2014, soit une hausse de 6,9%. Suite à cet accroissement, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation ont suivi la même tendance. En effet, ces indicateurs enregistrent des hausses respectives de 7,5% et 7,9%. Il en résulte un résultat net bénéficiaire de l'ordre de 2,398 milliards de francs CFA, cependant celui-ci est en baisse de 10,2% par rapport à l'exercice 2013. L'augmentation de l'effectif du personnel de 3,8% entre 2013 et 2014 a occasionné une hausse de 6,9% de la masse salariale sur la même période. On constate un regain de dynamisme en ce qui concerne la productivité du personnel depuis 2012 après le pic qu'elle a connu en 2010.

Chargée de la production, de l'importation, l'exportation, la distribution et, à titre de monopole, le transport de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire national, la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL), connaît une croissance continue de son chiffre d'affaires suite à l'évolution de l'activité économique et à l'augmentation du nombre de ses abonnés. En effet, de 122,078 milliards de francs CFA en 2013, le chiffre d'affaires de la SONABEL a atteint 131,954 milliards de francs CFA en 2014 soit une hausse de 8,1%. Les indicateurs de gestion de la société ont également suivi la même tendance que le chiffre d'affaires. Ainsi, l'augmentation du chiffre d'affaires et la baisse du coût du kilowattheure au poste combustibles ont entraîné une amélioration de la valeur ajoutée et de l'excédent brut d'exploitation respectivement de 21,3% et 36,4% par rapport à l'exercice 2013. La masse salariale est aussi en hausse et atteint 14,813 milliards de francs CFA en 2014, soit une hausse relative de 10,3%. Cette hausse s'explique par une augmentation du personnel permanent au détriment des temporaires et à la révision de la grille indemnitaire intervenue au cours de l'exercice. Il en résulte en 2014, un résultat déficitaire de 11,189 milliards de francs CFA contrairement à l'exercice précédent où la société enregistrait un résultat bénéficiaire de 22,029 millions de francs CFA. La situation financière de la SONABEL mérite une attention particulière au regard de sa détérioration depuis quelques années. Elle enregistre des résultats déficitaires qui s'évaluent à plus de 40 milliards de francs CFA depuis 2011. L'amélioration de la situation financière de la société passe par une nécessaire baisse du coût de production du kilowattheure d'électricité et, ce, en promouvant la production solaire au détriment du thermique. Par ailleurs, une optimisation et une réduction des charges seront tout de même nécessaires pour une amélioration de la performance de la société.

<u>Source</u> : - Office national de l'eau et de l'assainissement - Société nationale d'électricité du Burkina

Tableau 11 : Quelques données sur ONEA et SONABEL (en millions FCFA)

	ONEA			SONABEL		
	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	34 989	104,0	6,9	131 954	127,8	8,1
Valeur ajoutée	21 444	152,3	7,5	28 820	19,8	21,3
Excédent brut d'exploitation	13 136	188,3	7,9	14 107	93 946,7	36,4
Bénéfices	2 398	825,9	-10,2	-11 189	-961,4	-50 959,1
Masse salariale	8 308	110,6	6,9	14 813	70,9	10,3
Personnel employé	1 094	68,3	3,8	1 883	11,8	-3,4

Graphique 27 : Evolution des indicateurs de gestion de l'ONEA (en millions de FCFA)**Graphique 28 : Evolution de la productivité du personnel de la l'ONEA****Graphique 29 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABEL (en millions de FCFA)****Graphique 30 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABEL**

2.8. Les sociétés d'Etat SONABHY et SONAGESS

Points saillants :

- Régression de 24% du résultat bénéficiaire de la SONABHY en 2014 par rapport à 2013.
- Baisse de 74,9% du chiffre d'affaires de la SONAGESS en 2014 par rapport à 2013.

Commentaires :

Détenteur d'un monopole de droit pour l'importation et le stockage des hydrocarbures, la SONABHY est chargée notamment de leur transport, le conditionnement, la vente et leur distribution partout sur le territoire national. Au cours de l'exercice 2014, la SONABHY a enregistré une faible croissance (0,8%) de son chiffre d'affaires qui le porte à 532,788 milliards de francs CFA. La valeur ajoutée quant à elle, connaît aussi une hausse de 3,566 milliards de francs CFA en valeur absolue comparativement à l'exercice précédent, soit une hausse de 14,1% ; il en est de même pour l'excédent brut d'exploitation (10,8%). Le résultat net de l'exercice 2014, qui est certes bénéficiaire, s'élève à 7,49 milliards de francs CFA mais est en régression de 24% par rapport à 2013. Cette baisse est induite par les pertes de change et les frais financiers en raison de la fluctuation du dollar et aux concours bancaires de la société pour financer son besoin en fonds de roulement. La productivité du personnel continue son évolution toujours en dents de scie sur la période 2005-2014.

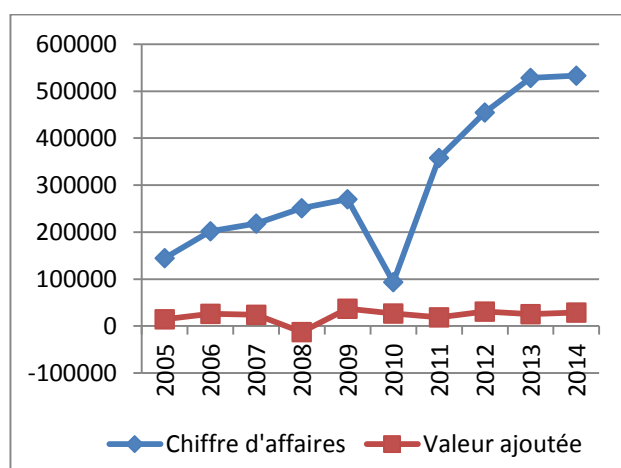
La SONAGESS a pour mission principale entre autres, la gestion du Stock National de Sécurité à travers sa garde en bon état de consommation et sa mise à la disposition de la population en cas de pénurie alimentaire. La gestion de la société au cours de l'exercice 2014 fait ressortir une nette baisse du chiffre d'affaires. En effet, de 11,213 milliards de francs CFA en 2012, le chiffre d'affaires a chuté à 7,531 milliards de francs CFA en 2013 puis à 1,890 milliards de francs en 2014, soit une baisse de 74,9% entre 2013 et 2014. Cette situation s'explique par une régression du volume des activités commerciales de la SONAGESS. En effet, l'utilisation des canaux traditionnels de vente des céréales pour la commercialisation à prix social à travers tout le territoire national explique la situation. Consécutivement à la baisse du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation sont en baisse respectivement de 76,5% et 114,9% comparativement à l'exercice 2013. Par ailleurs, les tensions de trésorerie connues au niveau du trésor public (cas des ventes avec les structures étatiques) en lien avec la conjoncture nationale ont impacté négativement les activités de la société. Il en découle un résultat déficitaire de 89 millions de francs CFA au terme de la gestion de l'exercice 2014, soit une baisse absolue de 1,227 milliards de francs CFA par rapport à 2013. Ce résultat est en baisse constante depuis 2012 où la société avait atteint un record de 2,160 milliards de francs en termes de bénéfices avant de régresser à 1,138 milliards de francs en 2013. La productivité du personnel qui est en baisse en 2014, traduit la difficulté qu'a le personnel de la société à générer de la richesse.

Source : Société nationale burkinabé d'hydrocarbures Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire

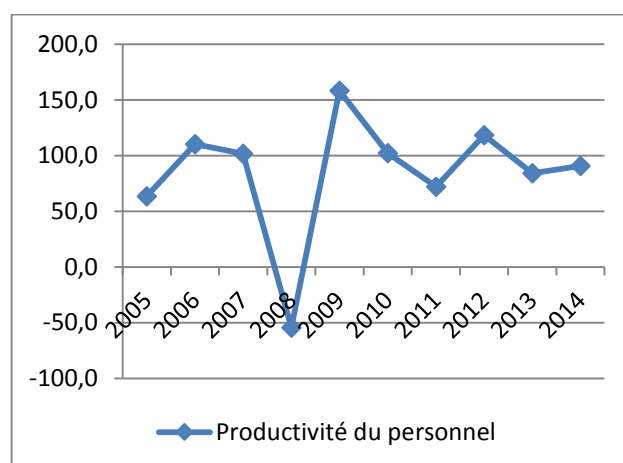
Tableau 12 : Quelques données sur SONABHY et SONAGESS (en millions FCFA)

	SONABHY			SONAGESS		
	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	532 788	268,2	0,8	1 890	479,8	-74,9
Valeur ajoutée	28 826	98,4	14,1	359	79,5	-76,5
Excédent brut d'exploitation	24 959	95,1	12,8	-151	-855,0	-114,9
Bénéfices	7 490	38,5	-24,0	-89	-138,9	-107,8
Masse salariale	3 867	122,8	23,2	511	183,9	-0,8
Personnel employé	318	38,9	6,0	129	74,3	1,6

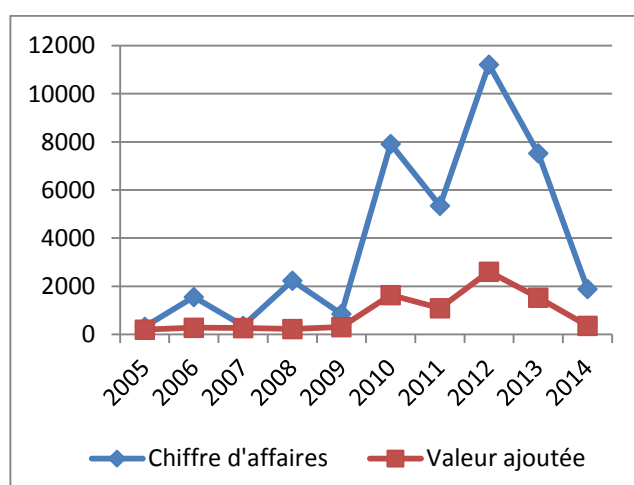
Graphique 31 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABHY



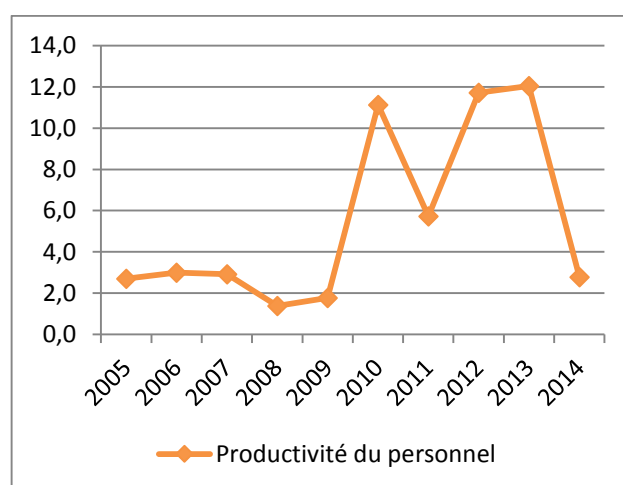
Graphique 32 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABHY



Graphique 33 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAGESS (en millions de FCFA)



Graphique 34 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAGESS



2.9. Les sociétés d'Etat SONAPOST et SONATUR

Points saillants :

- Amélioration du chiffre d'affaires et du bénéfice des sociétés SONAPOST et SONATUR en 2014.
- Baisse de la productivité du personnel de la SONAPOST et de la SONATUR en 2014.

Commentaires :

La Société nationale des postes (SONAPOST) a en charge le désenclavement, l'aménagement du pays par l'équipement du territoire en infrastructures postales d'une part et la collecte, l'acheminement et la distribution des objets de correspondance mais aussi la mobilisation et la promotion de l'épargne nationale d'autre part. Elle réalise en 2014, un chiffre d'affaires de l'ordre de 3,907 milliards de francs CFA soit une légère croissance de 0,2% par rapport à l'exercice 2013. La valeur ajoutée quant à elle, est en baisse entre 2013 et 2014, soit 32,5% et se stabilise à 975 millions de francs CFA. L'excédent brut d'exploitation qui a atteint -4,372 milliards de francs CFA, s'est également détérioré (21,3%) sur le même exercice et ce, consécutivement à la baisse de la valeur ajoutée. Cependant, du fait des produits financiers (la société fait la promotion de l'épargne nationale) le résultat net de la société est positif au terme de l'exercice 2014 et se table à 2,735 milliards de francs CFA, soit une croissance de 15,3% relativement à l'exercice 2013. L'effectif et la masse salariale enregistrent respectivement des hausses de 7,6% et 5,9% entre 2013 et 2014. La productivité du personnel continue son évolution en dents de scie après sa légère baisse sur la période 2005-2009.

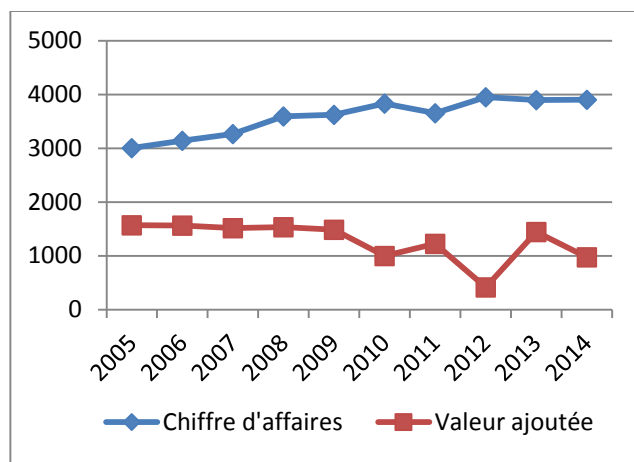
Instrument de la politique de l'habitat du Gouvernement pour l'impulsion du sous-secteur de la viabilisation, la SONATUR est chargée notamment de l'acquisition de terrains, leur aménagement et la commercialisation de parcelles viabilisées. Les soldes de gestion de la société connaissent dans l'ensemble une amélioration par rapport à l'exercice 2013. En effet, sur l'exercice 2014, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée sont en croissance respectivement de 2,1% et 2,7% comparativement à l'exercice 2013. L'excédent brut d'exploitation est en baisse légère de 0,6% sur la même période tandis que le résultat net est en hausse de 8,8%, atteignant la valeur de 1,845 milliards de francs CFA. L'effectif du personnel ainsi que la masse salariale ont connu des tendances haussières respective de 15,3% et 24,9% dans le même temps. Cependant, la productivité du personnel est en baisse continue depuis 2012 après une forte croissance depuis 2010.

<u>Source</u> : Société nationale des postes Société nationale d'aménagement des terrains urbains
--

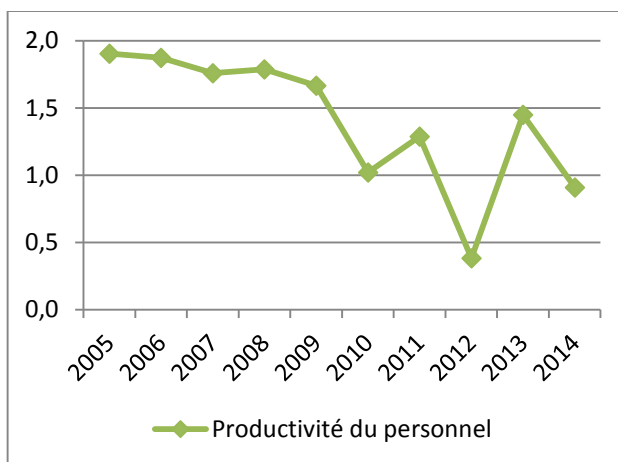
Tableau 13 : Quelques données sur SONAPOST et SONATUR (en millions F CFA)

	SONAPOST			SONATUR		
	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	3 907	29,9	0,2	9 159	187,7	2,1
Valeur ajoutée	975	-37,9	-32,5	3 116	129,3	2,7
Excédent brut d'exploitation	-4 372	346,1	21,3	2 629	114,4	-0,6
Bénéfices	2 735	612,2	15,3	1 845	411,1	8,8
Masse salariale	5 347	109,6	5,9	486	268,2	24,9
Personnel employé	1072	29,9	7,6	83	80,4	15,3

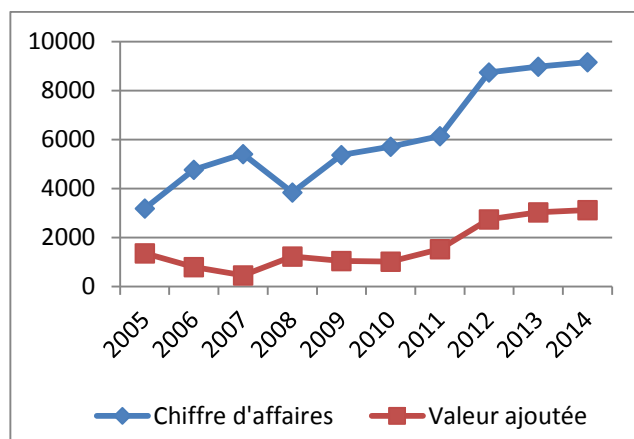
Graphique 35 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAPOST



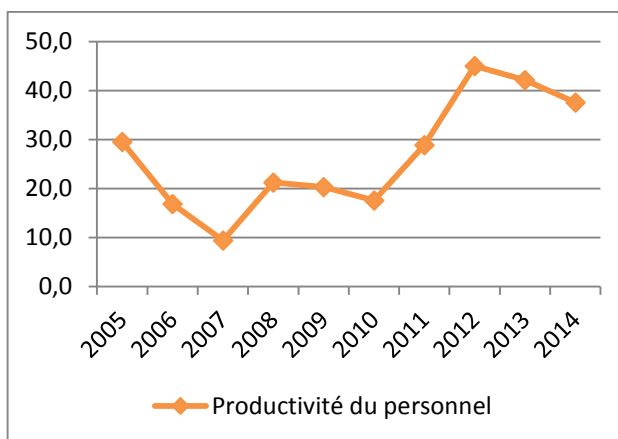
Graphique 36 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAPOST



Graphique 37 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONATUR



Graphique 38 : Evolution de productivité du personnel de la SONATUR



2.10. Les sociétés d'Etat SOPAFER-B et SEPB

Points saillants :

- Baisses respectives de 6,3% et 74,9% du chiffre d'affaires de SOPAFER-B et de SEPB en 2014 comparativement à 2013.
- Baisse du résultat net de SOPAFER-B et de SEPB en 2014 par rapport à 2013.

Commentaires :

La Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina (SOPAFER-B) a en charge la responsabilité de la gestion des intérêts et du patrimoine de l'Etat dans le cadre d'une convention de concession du service public des transports ferroviaires, conclue avec SITARAIL en 1997. Les principaux indicateurs de gestion de la SOPAFER-B se sont dégradés au cours de l'année 2014. En effet, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation enregistrent des baisses respectives de 6,3%, 35% et 47,3% comparativement à l'exercice 2013. La masse salariale tout aussi connaît une baisse de 1,4% sur la même période. Il en résulte au terme de l'exercice 2014, un résultat bénéficiaire de 71 millions de francs CFA, soit une baisse de 58,5% par rapport à 2013. Cette contre-performance s'explique par la baisse du droit d'usage indexé sur le chiffre d'affaires de la SITARAIL. La productivité du personnel de la société connaît une variation en yoyo sur la période 2005-2014.

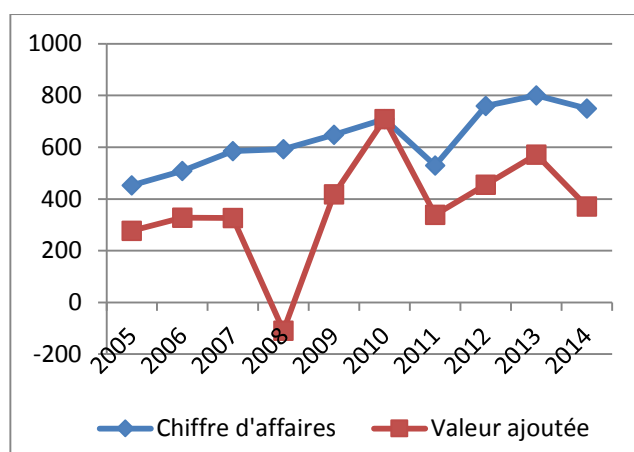
La Société d'exploitation des phosphates du Burkina (SEPB), investie d'une mission de service public d'intérêt général, est chargée entre autres de la fourniture de phosphates bruts pour corriger les carences des sols burkinabé, le contrôle de qualité des engrais importés au Burkina Faso. La société est à sa deuxième année de fonctionnement en tant que société d'Etat suite à la transformation de son statut initial de projet. Cependant, les soldes de gestion de la société se sont dégradés au cours de l'exercice 2014. En effet, le manque de financement du plan d'investissement de la société et l'absence de politique commerciale ont occasionné une mévente des stocks de production. Aussi, le chiffre d'affaires a-t-il baissé de 514 millions de francs CFA en 2013 à 129 millions de francs CFA en 2014, soit une baisse de 74,9%. La valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation ont suivi la même tendance baissière soit respectivement de 61,8% et 97,7%. Consécutivement aux principaux soldes de gestion, le résultat net est déficitaire de l'ordre de 169 millions de francs CFA en 2014. Les performances de la SEPB montrent qu'elle éprouve des difficultés qui sont susceptibles d'handicaper durablement son développement.

Source : Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina Société d'exploitation des phosphates du Burkina

Tableau 14 : Quelques données sur SOPAFER-B et SEPB (en millions F CFA)

	SOPAFER B			SEPB		
	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	750	65,6	-6,3	129		-74,9
Valeur ajoutée	371	33,9	-35,0	100		-61,8
Excédent brut d'exploitation	155	26,0	-47,3	5		-97,7
Bénéfices	71	787,5	-58,5	-169		-502,4
Masse salariale	216	40,3	-1,4	95		106,5
Personnel employé	29	26,1	0,0	55		5,8

Graphique 39 : Evolution des indicateurs de gestion de la SOPAFER-B



Graphique 40 : Evolution de productivité du personnel de la SOPAFER-B



2.11. Les sociétés d'Etat CARFO et CNSS

Points saillants :

- Hausse de 2,7% du résultat bénéficiaire de la CARFO en 2014 par rapport à 2013.
- Baisse de 11,1% du résultat bénéficiaire de la CNSS en 2014 par rapport à 2013.

Commentaires :

La Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO) a pour missions d'une part la gestion du régime de retraite des fonctionnaires, militaires, magistrats, contractuels de la fonction publique et des agents des collectivités territoriales et d'autre part la gestion du régime de prévention et de réparation des risques professionnels. Au cours des dix (10) dernières années, le chiffre d'affaires et les bénéfices de la CARFO ont connu une croissance continue. En effet, en 2014, la CARFO a réalisé un chiffre d'affaires de 51,985 milliards de francs CFA et ce montant est en hausse de 9,5% par rapport à celui de 2013. Du service des prestations de retraite et des charges de fonctionnement de la société, il en découle un résultat net bénéficiaire. D'un montant de 20,482 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2014, ce résultat est en hausse de 2,7% comparativement à l'exercice 2013. La CARFO est affiliée au portefeuille des organismes des Etats membres de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (CIPRES). A ce titre, la société est soumise aux dispositions du traité instituant la CIPRES et à ses textes d'application, notamment le respect des ratios prudentiels. Aussi, la CARFO respecte-t-elle la norme CIPRES en ce qui concerne les ratios relatifs à la gestion administrative, et de ce fait, jouit d'une performance économique et financière satisfaisante. Cependant, il ressort des normes CIPRES qu'aux fins de préserver durablement la performance de la CARFO, un équilibre entre les dépenses de prestations militaires et cotisations pour pensions militaires devra être observé.

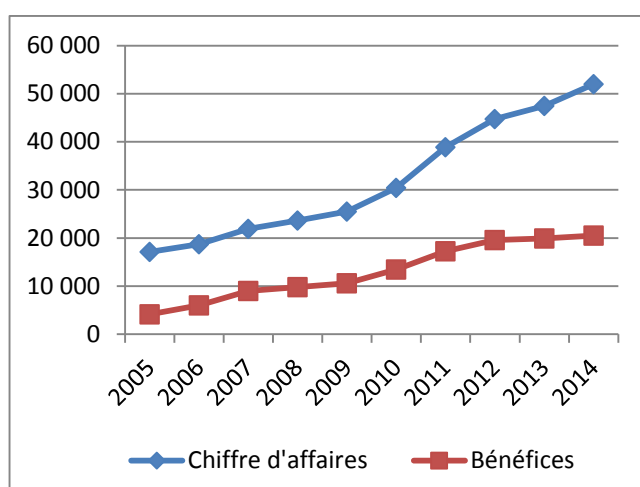
Contrairement à la CARFO, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) assure le service des prestations sociales en faveur des travailleurs salariés et assimilés au Burkina Faso. Tout comme la CARFO, la CNSS est affiliée au portefeuille des organismes des Etats membres de la CIPRES. Sur la période 2005-2014, on note une tendance haussière du chiffre d'affaires et des bénéfices de la société. En 2014, la CNSS a réalisé un chiffre d'affaires de 102,758 milliards de francs CFA, soit une hausse de 0,8% par rapport à 2013. Le résultat bénéficiaire, d'un montant 30,769 milliards de francs CFA en 2014 est cependant en baisse de 11,1% par rapport à celui de 2013. Les performances économiques et financières de la CNSS sont certes satisfaisantes en 2013 mais méritent une attention particulière. En effet, contrairement à la CARFO, sur les dix (10) principaux ratios CIPRES, la CNSS n'a pu respecter que deux (02) en 2014. Aussi, une recommandation en a-t-elle été faite à la société lors de la 23^{ème} AGSE quant au meilleur respect desdits ratios prudentiels.

<u>Source</u> : Caisse autonome de retraite des fonctionnaires Caisse nationale de sécurité sociale
--

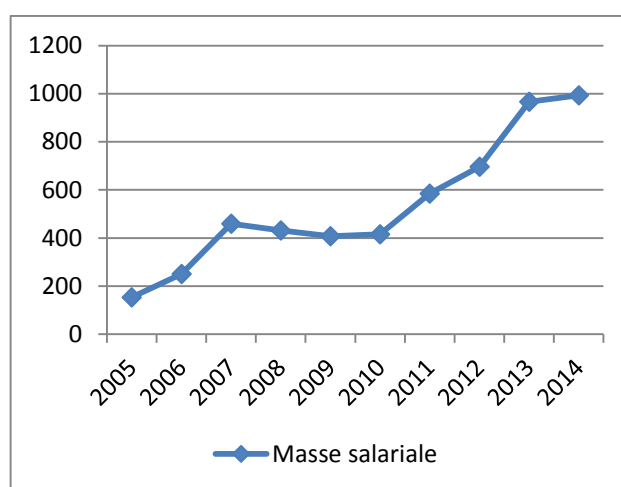
Tableau 15 : Quelques données sur CARFO et CNSS (en millions F CFA)

	CARFO			CNSS		
	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Chiffre d'affaires	51 985	204,0	9,5	102 758	118,4	0,8
Bénéfices	20 482	393,1	2,7	30 769	310,4	-11,1
Masse salariale	993	544,8	2,7	9 147	135,0	5,7
Personnel employé	142	517,4	21,4	984	4,6	-1,4

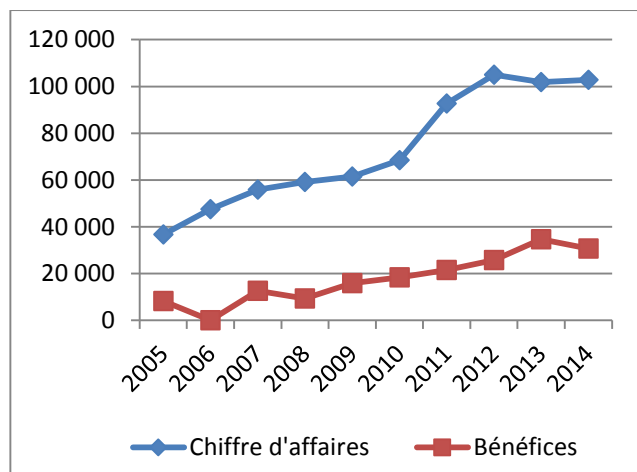
Graphique 41 : Evolution des indicateurs de gestion de la CARFO



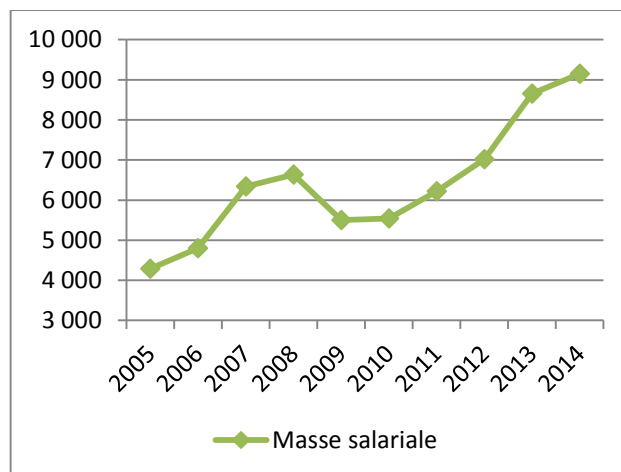
Graphique 42 : Evolution de la masse salariale de la CARFO



Graphique 43 : Evolution des indicateurs de gestion de la CNSS



Graphique 44 : Evolution de la masse salariale de la CNSS



3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises

Points saillants :

- Le taux d'inflation a été de 0,5% en 2013.
- Le crédit intérieur fourni au secteur privé représente 21,6% du PIB.
- Le taux de ponction fiscale est en pleine croissance depuis 2008.

Commentaires :

L'IHPC a connu entre 2005 et 2013 une forte croissance. D'un niveau de 88,5 en 2005, il a atteint la valeur 107,5 en 2013, soit un écart absolu de 19 points. La variation de l'indice sur la période est de 21,5%. Cette croissance se justifie en partie par la forte variation du niveau général des prix entre 2007 et 2008 passant d'un indice égal à 90,4 à 100 en 2008, soit une augmentation de 9,6 points. Cependant, cette croissance n'est pas entretenue. A partir de 2008, on note une faible croissance relative de l'IHPC qui varie entre 0,3% et 0,9%. L'IHPC a atteint le niveau 107,5 en 2013, ce qui résulte d'une hausse de 0,5% du niveau général des prix par rapport à l'année 2012. Cet indicateur qui est un critère de convergence au sein de l'UEMOA est respecté en 2013, la norme communautaire étant inférieure à 3%.

Le volume des investissements directs étrangers a connu un pic en 2007 atteignant en valeur 164,5 milliards de francs CFA. A la suite, les investissements ont connu une baisse relative de 71,12% en 2008 correspondant à une valeur de 47,5 milliards de francs CFA. Cette baisse est continue jusqu'en 2010 où la valeur des investissements directs étrangers s'est établie à 18,9 milliards de francs CFA. Entre 2010 et 2012 les investissements ont accru de 18,9 milliards de francs CFA à 23,2 milliards de francs CFA.

Le rapport du crédit intérieur au PIB a connu une oscillation entre 2005 et 2009. Au cours de cette période, le niveau minimal a été constaté en 2005 pour une valeur de 16,5% et le maximal en 2006 pour une valeur de 17,8%. Ce rapport a atteint un niveau de 21,6% en 2012 résultant d'un processus de croissance amorcé en 2010.

Le taux de ponction fiscale a connu en 2007 une croissance relative de 7,75% par rapport à 2005. Entre les années 2006 et 2009 le taux a connu une variation cyclique entre 11,9% et 12,5%. Le taux de ponction fiscal de 17,3% constaté en 2013 est la conséquence d'un processus de croissance amorcé depuis 2009. En 2013, on enregistre une croissance relative de 6,1% par rapport à 2012.

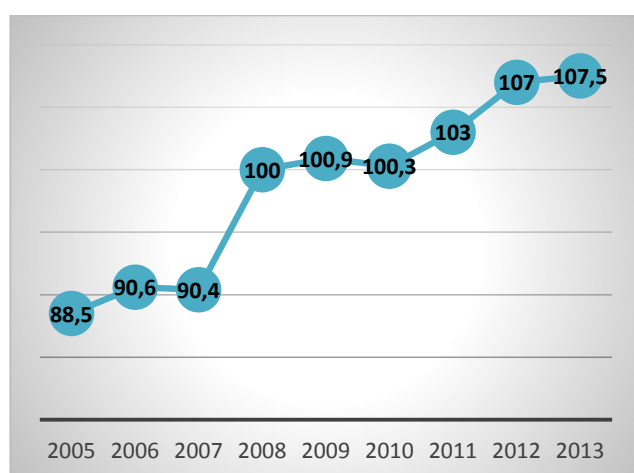
Le Burkina Faso a occupé la 161^{ème} place sur 189 pays dans le classement mondial Doing Business en 2014. Il enregistre ainsi une régression de son classement comparativement à 2013 où il occupait la 154^{ème} place sur 185 pays classés.

<u>Source</u> : DGEP/BCEAO/INSD/ Rapport sur le système de suivi des performances du secteur privé

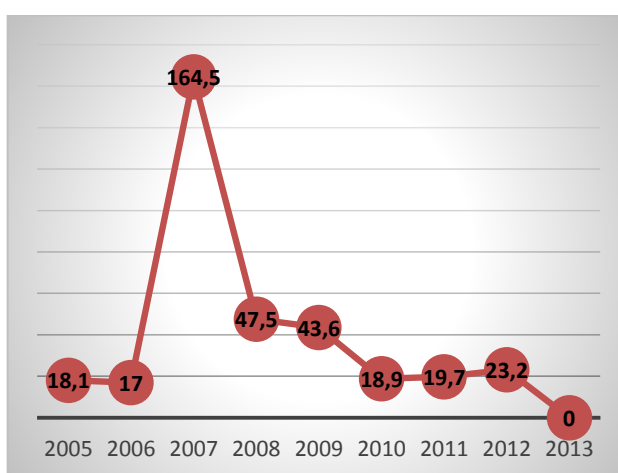
Tableau 16 : Quelques indicateurs économiques

	Valeurs en 2013	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Indice harmonisé des prix à la consommation	107,5	21,5	0,5
Volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	nd		
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% PIB)	nd		
Taux de ponction fiscale (%)	17,3	49,1	6,1

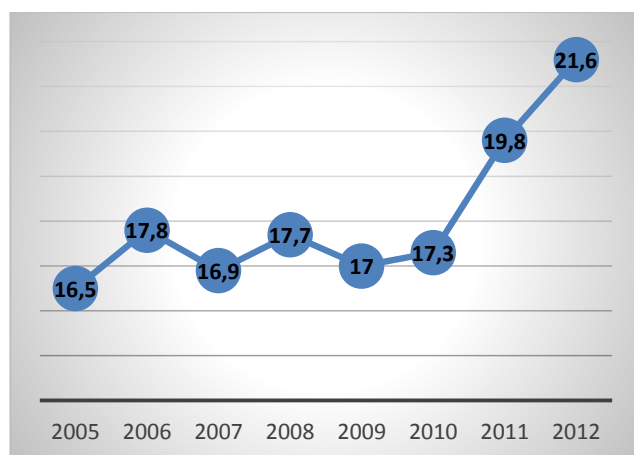
Graphique 45 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



Graphique 46 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)



Graphique 47 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)



Graphique 48 : Evolution du taux de ponction fiscale (%)



3.2. Documents d'investissements

Points saillants :

- Le nombre de documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2014 est en baisse de 16,4% par rapport à 2013.
- Les autorisations d'implantation d'unités industrielles représentent 67,1% des documents d'investissement délivrés en 2013.

Commentaires :

Au total, 234 documents d'investissement ont été délivrés en 2014, ils sont en baisse de 16,4% par rapport à 2013. Les documents délivrés sont constitués à majorité d'autorisations d'implantation d'unités industrielles (67,1%), d'agrément au code des investissements (22,2%), d'agrément en qualité de distributeurs de produits pétroliers et dérivés (5,1%) et de constatations de démarrage d'activités (5,5%).

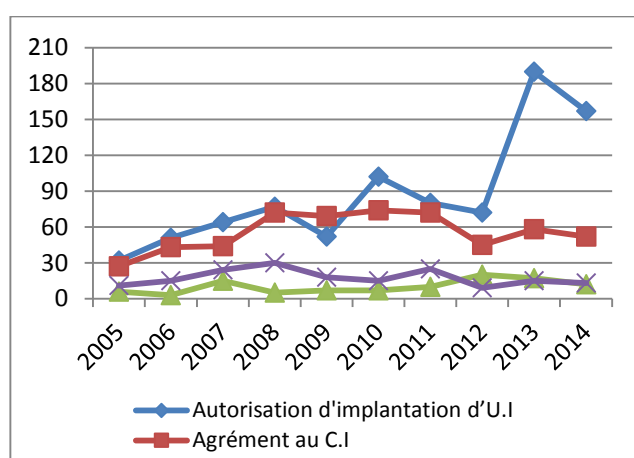
Les autorisations d'implantation d'unités industrielles délivrées ont été multipliées par plus de 3 entre 2005 et 2013, tandis que les investissements prévisionnels correspondants l'ont été d'au moins 8 fois. Cela traduit l'engouement qu'ont les acteurs de l'économie quant à l'implantation d'unités industrielles afin de booster la production et partant inverser la situation embryonnaire du tissu industriel. On note par ailleurs que les constatations de démarrage ont évolué en dents de scie avec un pic en 2008 alors que les investissements y afférents enregistraient leur pic en 2007. Afin de favoriser l'éclosion d'unités industrielles viables et compétitives, la mise en place d'une réelle politique d'accompagnement de ces dernières dès leur création est indispensable pour promouvoir le développement d'un secteur privé dynamique.

Source : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement

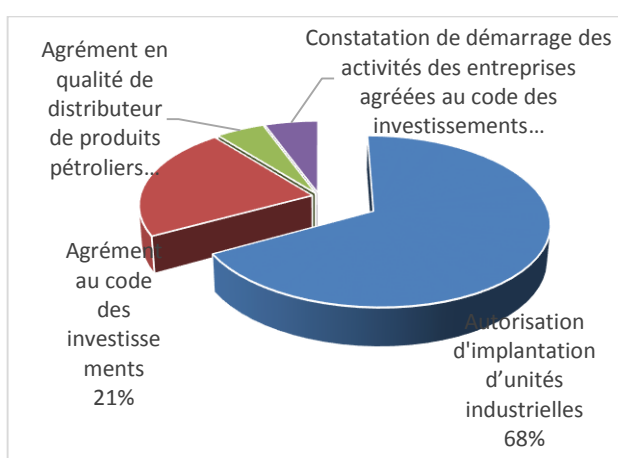
Tableau 17 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou

	Valeurs 2014	Variation /	
		2005 (%)	2013 (%)
Autorisation d'implantation d'unités industrielles	157	78,1	-17,4
Agrément au code des investissements	52	18,5	-10,3
Agrément en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés	12	20,0	-29,4
Constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	13	3,6	-13,3
Ensemble	234	41,6	-16,4

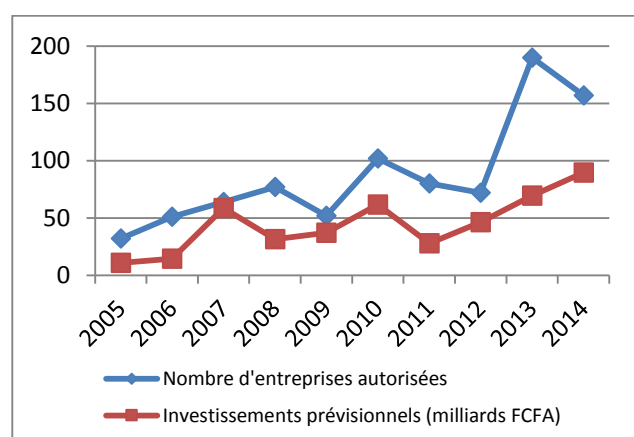
Graphique 49 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou



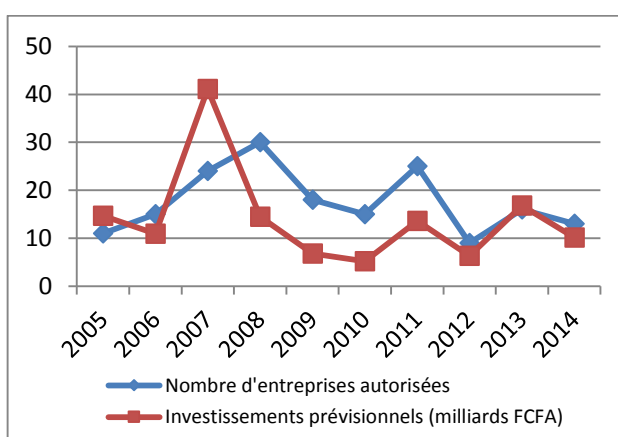
Graphique 50 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2013



Graphique 51 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels



Graphique 52 : Evolution des constatations de démarrage des activités



3.3. Documents de commerce

Points saillants :

- Baisse de 1,2% du nombre de documents de commerce délivrés en 2014.
- 84,04% des documents de commerce délivrés en 2014 ont concerné les déclarations préalables d'importation.

Commentaires :

En 2014, les demandes de documents de commerce se répartissent comme suit : 84,04% de déclarations préalables d'importation ; 8,41% de demandes de cartes professionnelles de commerçants ; 4,6% de demandes de certificats d'origine ; 1,38% pour les autorisations spéciales et 1,58% pour les autres documents. On note une baisse de 1,2% du nombre total de documents de commerce délivrés en 2014, ce qui traduit une légère baisse de l'incitation à commercer en 2014. Cette baisse s'explique par la situation socio-politique qu'a connue le pays et qui a conduit à une rétention en investissements de la part des acteurs de l'économie d'où le ralentissement des activités commerciales.

Les déclarations préalables d'importation, les autorisations spéciales d'importer et les certificats d'origine connaissent des hausses respectives de 0,6%, 4,8% et 11,3% comparativement à l'année 2013. Cependant, les autorisations spéciales d'exporter, les cartes professionnelles de commerçants et les attestations d'activité sont en baisse respectivement de 10,6%, 22% et 0,5%.

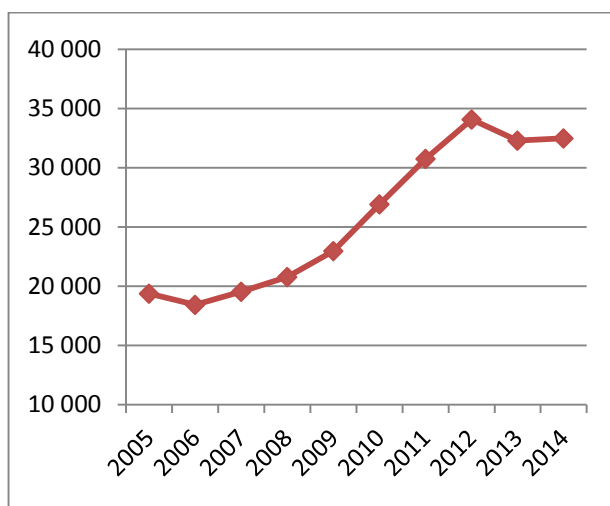
Les autorisations spéciales d'importer (415) dépassent largement les autorisations spéciales d'exporter (118) qui sont même en baisse entre 2013 et 2014 ; toute chose qui signifie que la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur s'est accentuée sur la période sous revue. Cependant, on constate un attrait des étrangers à exercer le commerce au Burkina Faso. En effet, au total 402 autorisations en ont été délivrées et représentent une hausse de 14,9% comparativement à l'année 2013.

<u>Source</u> : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
--

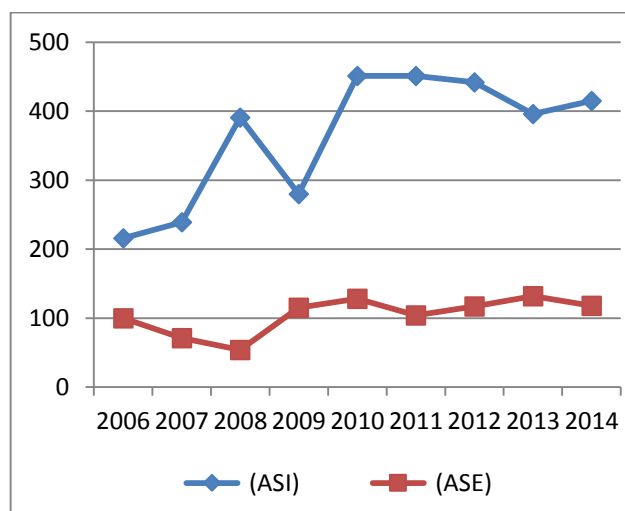
Tableau 18 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso

	Valeurs 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Déclarations préalables d'importation (DPI)	32 499	67,7	0,6
Autorisation spéciale d'importer (ASI)	415	113,9	4,8
Autorisation spéciale d'exporter (ASE)	118	353,8	-10,6
Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers (AE)	402	103,0	14,9
Cartes professionnelles des commerçants (CPC)	3 253		-22,0
Certificats d'origine (CO)	1 775		11,3
Attestation d'activité (AA)	208		-0,5
Ensemble	38 670	95,3	-1,2

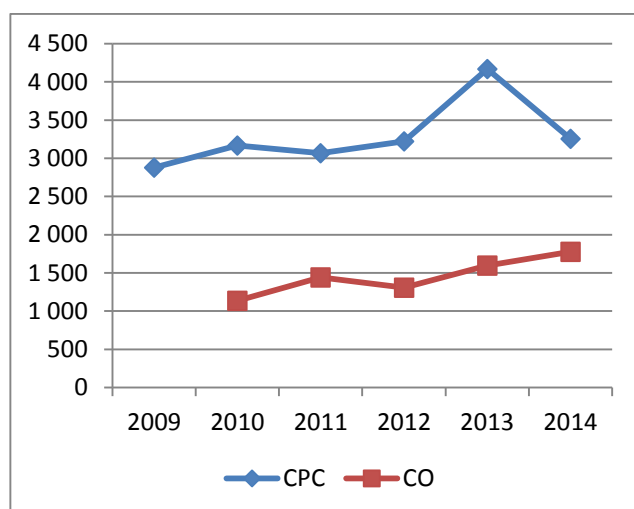
Graphique 53 : Evolution des déclarations préalables d'importation



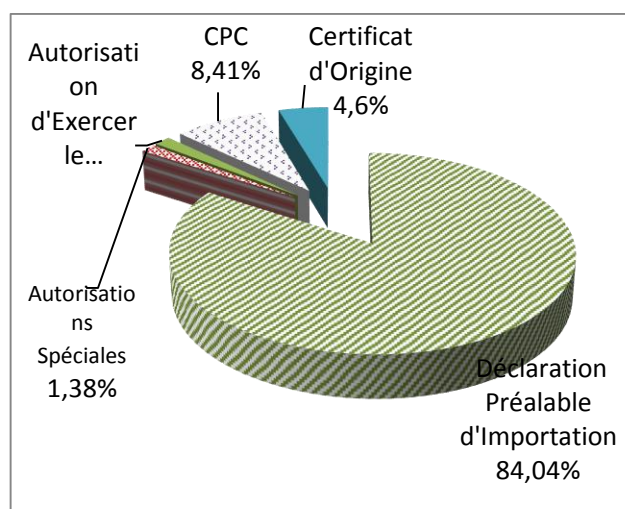
Graphique 54 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur



Graphique 55 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O



Graphique 56 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2014



4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Points saillants :

- Le nombre de demandes de titres adressées à l'OAPI en 2014 est en hausse de 20,7% par rapport à 2013.
- Augmentation continue du nombre de demandes de titres auprès de l'OAPI depuis 2011.

Commentaires :

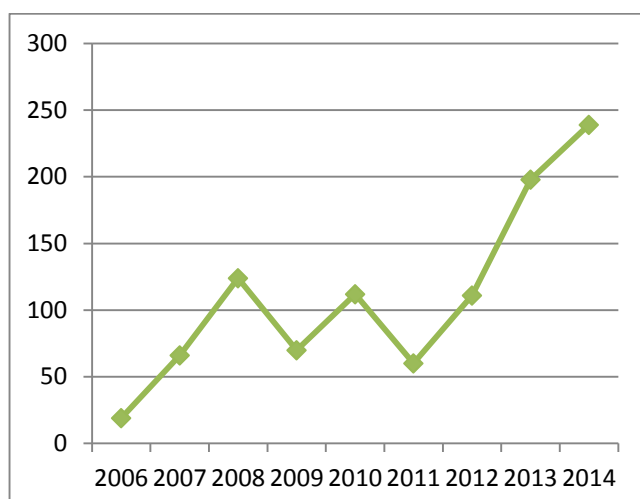
Le nombre total de demandes de titres adressées à l'OAPI en 2014 est de 239 contre 198 en 2013 soit une hausse de 20,7%. En 2014, 64% des demandes de titres ont concerné les noms commerciaux ; 18% les marques ; 10% les recherches d'antériorité ; 3% pour les renouvellements de marques et 4% en ce qui concerne les autres titres. Les demandes de brevets au nombre de 3 connaissent une hausse de 200% ; il en est de même pour les modèles d'utilité qui enregistrent la même variation. Par ailleurs, les dessins industriels et les renouvellements de nom commercial enregistrent respectivement 1 demande et 4 demandes en 2014. On constate qu'après des variations en dents de scie, un engouement se dégage à partir de 2011 quant à la détention de titres de propriété par les acteurs de l'économie au Burkina Faso. En effet, de 60 demandes de titres introduites en 2011, le Centre national de propriété industrielle a adressé à l'OAPI en 2014, au total 239 demandes.

Source : Centre national de la propriété industrielle

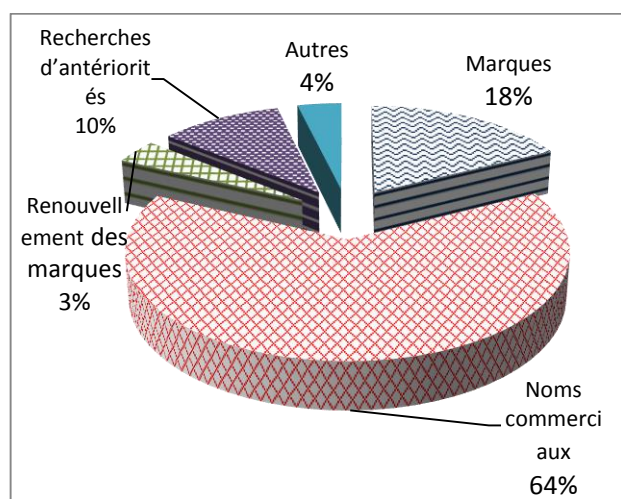
Tableau 19 : Dépôts de demandes de titres acceptées auprès de l'OAPI

	Valeurs 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Brevets	3		200,0
Marques	42		31,3
Dessins et modèles industriels	1	-88,9	-66,7
Noms commerciaux	154		13,2
Modèles d'utilité	9		200,0
Renouvellement des marques	1		-85,7
Recherches d'antériorités	25		150,0
Renouvellement de nom commercial	4		300,0
Restauration de marques	0		-100,0
Annuité de brevets	0		-100,0
Ensemble	239	2555,56	20,7

Graphique 57 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres à l'OAPI



Graphique 58 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2014



5. LA QUALITE

Points saillants :

- Les contrôles métrologiques ont constitué 66% des opérations de contrôle réalisés par l'ABNORM en 2014.
- 57% des contrôles métrologiques ont concerné les distributeurs routiers (dispositifs de distribution d'hydrocarbures).

Commentaires :

Les opérations de contrôle réalisées en 2014 par l'ABNORM ont essentiellement concerné les contrôles métrologiques, soit 66% des opérations totales. Les opérations de contrôle de la qualité ont constitué 7% des opérations tandis que les analyses de qualité représentaient quant à elles 27% des opérations.

Le volume des instruments contrôlés en 2014 est en baisse de 10,8% par rapport à 2013. Sur un total de 4 029 instruments contrôlés en 2014, 57% ont concerné des distributeurs routiers, 36% des bascules romaines, 3 % des balances électroniques et les autres instruments 4%. La baisse du volume des instruments contrôlés s'explique par des difficultés liées à la poursuite des opérations de contrôle au cours du dernier trimestre de l'année 2014 suite à l'insurrection populaire.

Cependant, en 2014, le contrôle de qualité par type de produit s'est porté à 68,32% sur les huiles de pétrole. Ils sont suivis des matériaux de construction 23,44% et des contrôles de bouteilles de gaz à raison de 5,23%. Des efforts sont à déployer afin d'assurer un contrôle de qualité sur certains produits notamment « les tissus », « le carburant », « les sachets en plastique et vaisselles, les articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique » ainsi que sur « les jouets et articles pour jeux de société ».

Source : Agence burkinabé de normalisation, de la métrologie et de la qualité

Tableau 20 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure

	Valeurs 2014	Variation / 2009 (%)	Variation / 2013 (%)
Distributeurs routiers	2 282	17,8	-21,7
Compteurs volumétriques	40	0,0	0,0
Instruments de pesage (basculle romaine)	1 467		17,1
Balances électroniques	114	-94,6	-10,9
Ponts bascules	18	-5,3	-21,7
Doseuses pondérales	72	35,8	-25,8
Masses	36	-42,9	-44,6
Ensemble	4 029	-4,7	-10,8

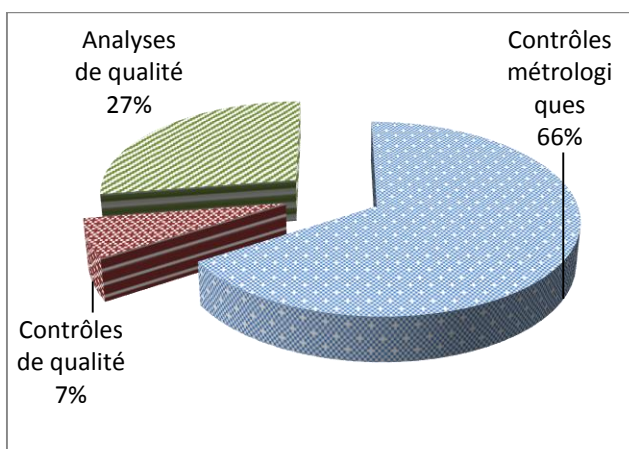
Tableau 21 : Contrôles de qualité effectués par type de produits

	Valeurs 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Pneumatiques	7	-65,0	-56,3
Matériaux de construction	94	944,4	-9,6
Bouteilles de gaz	21	40,0	0,0
Carbure	0	-100,0	-100,0
Piles électriques	0	-100,0	
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	0	-100,0	-100,0
Huile de pétrole	274		10,0
Tissus	0		
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	5		150,0
Jouets et articles pour jeux de société	0		-100,0
Ensemble	401	335,9	1,3

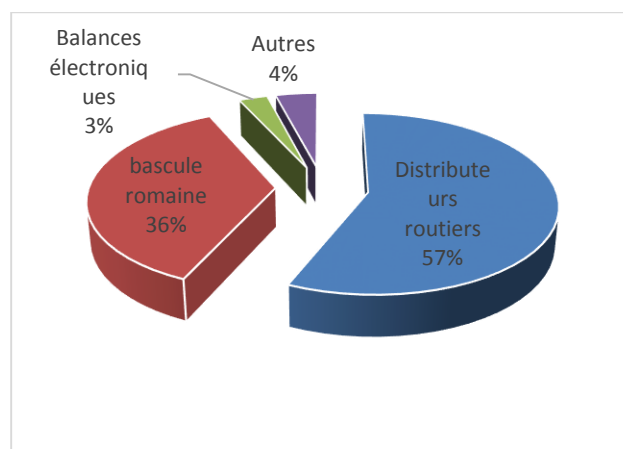
Tableau 22 : Analyses de qualité effectuées par type de produits

	Valeurs 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Pneumatiques	42	366,7	2,4
Matériaux de construction	1 047	653,2	-3,5
Bouteilles de gaz	27	125,0	-22,9
Carbure	6	200,0	-14,3
Piles électriques	0	-100,0	
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	66	53,5	-12,0
Huile de pétrole	305		-21,8
Tissus	112		-27,7
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	57		96,6
Jouets et articles pour jeux de société	17		142,9
Ensemble	1 679	711,1	-7,9

Graphique 59 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2014



Graphique 60 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2014



6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- 76% des entreprises exercent dans les bâtiments et travaux publics en 2013.
- 75% des entreprises sont des entreprises individuelles en 2013.
- 68% des entreprises ont au plus 10 ans d'existence en 2013.

Commentaires :

Sur la période 2005-2013, le nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF n'a cessé de croître. On dénombre 8 975 entreprises industrielles en 2013 contre 7 988 en 2012, soit une hausse de 11%. Le secteur du bâtiment et travaux publics occupe le premier rang des entreprises industrielles enregistrées à la CCCI-BF avec un effectif de 6 821 entreprises, soit 76%. Elles sont suivies de celles exerçant dans l'industrie du textile et du papier avec 632 entreprises. L'industrie du bois, des métaux et industries diverses s'en tirent avec 589 entreprises ; les industries agro-alimentaires 530 entreprises et les industries extractives 171.

Selon la forme juridique, 75% des entreprises industrielles sont constituées sous la forme d'entreprises individuelles, 20% en sociétés à responsabilité limitée (SARL) et 5% en sociétés anonymes.

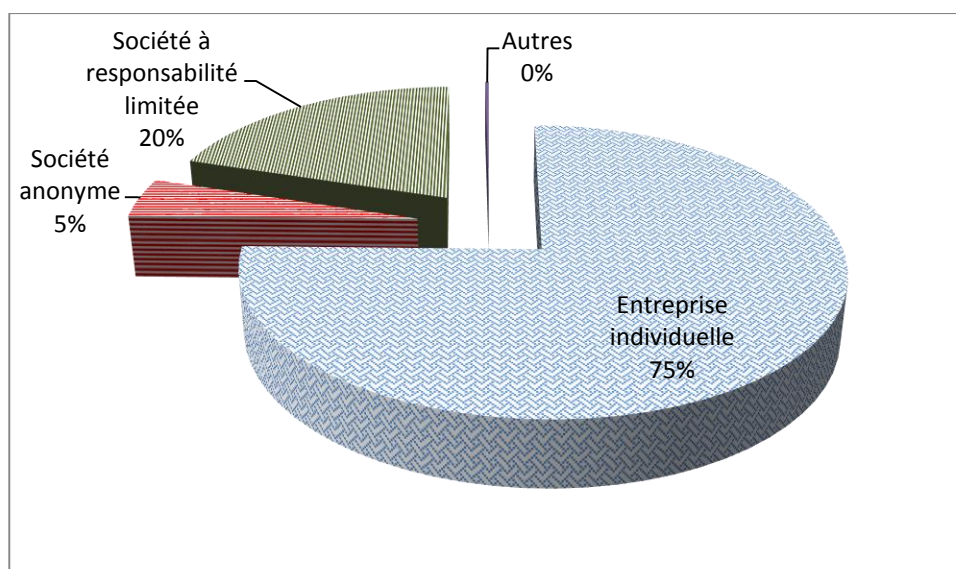
Les entreprises sont fortement représentées dans la capitale Ouagadougou, suivi de Bobo-Dioulasso. Sur le plan de l'ancienneté dans l'activité, il ressort que les entreprises sont majoritairement jeunes. En effet, en 2013, 68% d'entre elles avaient au plus 10 ans d'existence, 31% avaient entre 11 et 20 ans et seulement 1% avaient plus de 20 ans d'existence.

Source : Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso

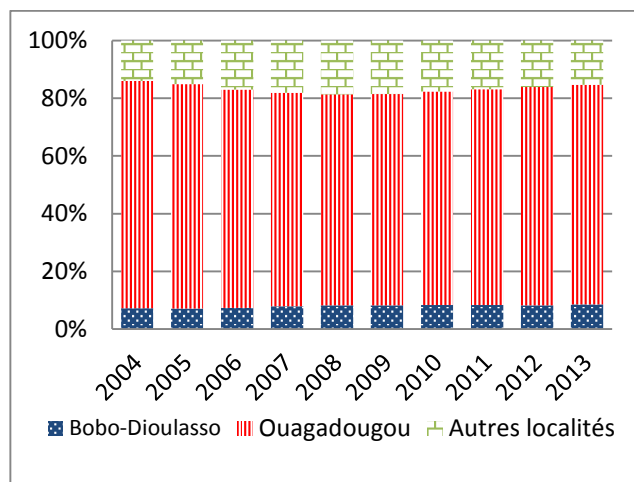
Tableau 23 : Répartition des entreprises industrielles selon la branche d'activité

	Nombre en 2013	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Bâtiments et travaux publics	6 821	123	11
Industries agro-alimentaires	530	154	10
Industries chimiques	170	130	6
Industries des produits minéraux et industries métallurgiques de base	62	138	19
Industries du textile et du papier	632	114	10
Industries du bois, des métaux et industries diverses	589	178	13
Industries extractives	171	122	20
Ensemble	8 975	127	11

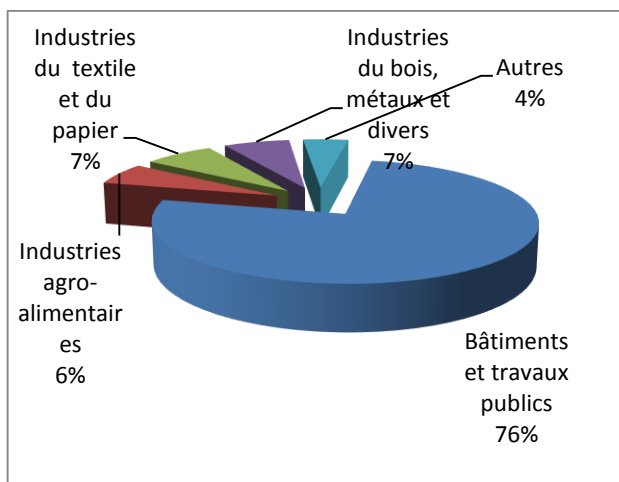
Graphique 61 : Répartition des entreprises industrielles selon le statut juridique en 2013



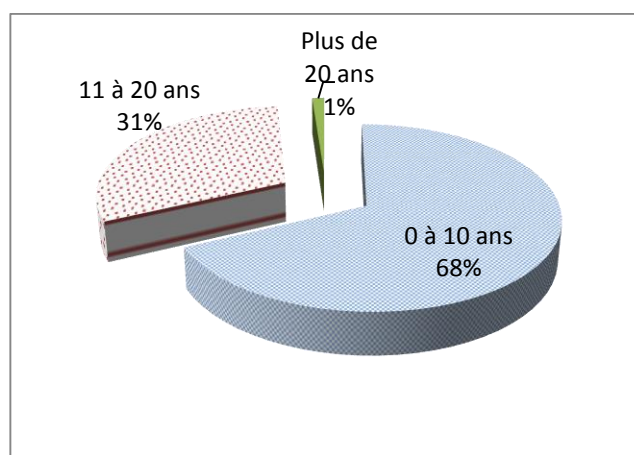
Graphique 62 : Répartition des entreprises industrielles enregistrées par localité (%)



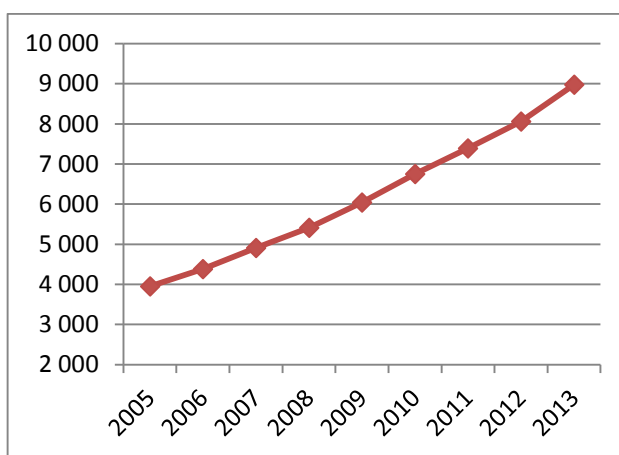
Graphique 63 : Répartition des entreprises industrielles en 2013 (%)



Graphique 64 : Répartition des entreprises industrielles par tranche d'âge en 2013



Graphique 65 : Evolution du nombre d'entreprises industrielles enregistrées



6.2. Les entreprises industrielles enregistrées au répertoire de la Direction Générale de l'Industrie (DGI)

Points saillants :

- Le textile occupe le premier rang des branches d'activité en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs employés, de production, de consommation de matières premières.
- Hausse du chiffre d'affaires global des entreprises de 1,9% et baisse de la production de 3,9%.

Commentaires :

Les entreprises enregistrées au répertoire de la DGI en 2013 ont connu une hausse de leurs effectifs de 7,4% tandis que le chiffre d'affaires et la masse salariale enregistraient respectivement des hausses de 1,9% et 1,1%. La production totale se stabilise à 735,703 milliards de francs CFA et est en baisse de 3,9% entre 2012 et 2013 consécutivement aux baisses de consommations en matières premières (19,2%), en produits pétroliers (2,2%) et en électricité (8,3%).

La branche « textile » a occupé la première place en termes de production et de réalisation de chiffre d'affaires en 2013, soit respectivement 217,099 milliards de francs CFA et 248,688 milliards de francs CFA. Cette branche a aussi occupé le premier rang en termes de consommation de matières premières (80,406 milliards de francs CFA) et a constitué par ailleurs le plus grand pourvoyeur d'emplois (2 198 employés).

La branche « construction métallique » occupe en 2013, le bas du tableau du top 5 en termes d'effectifs employés, de production (73,227 milliards de francs CFA), de chiffre d'affaires (73,673 milliards de francs CFA), de consommation de matières premières (43,495 milliards francs CFA) et de masse salariale (2,152 milliards de francs CFA). Les entreprises industrielles exerçant dans le domaine de l'énergie ont été les premiers consommateurs de produits pétroliers en 2013, soit 49,649 milliards de francs CFA. Par contre celles exerçant dans le secteur de la boisson ont constitué les plus grands consommateurs d'électricité (7,089 milliards de francs CFA).

Source : Direction générale de l'industrie

Tableau 24 : Top 5 des entreprises industrielles en termes d'effectifs selon la branche d'activité en 2013

Classement	Branche d'activité	Effectifs
1er	Textile	2 307
2	Agroalimentaire	2 262
3	Boisson	1 721
4	Energie	1 610
5	Construction métallique	824

Tableau 25 : Top 5 de la production des entreprises industrielles en 2013 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Textile	217 099
2	Boisson	129 528
3	Agroalimentaire	92 681
4	Energie	78 923
5	Construction métallique	73 227

Tableau 26 : Top 5 en terme de chiffre d'affaires des entreprises industrielles en 2013 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Textile	248 688
2	Energie	122 078
3	Boisson	117 542
4	Agroalimentaire	91 358
5	Construction métallique	73 673

Tableau 27 : Top 5 de la consommation en matières premières des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Textile	81 567
2	Energie	59 118
3	Agroalimentaire	53 210
4	Industrie extractives	51 103
5	Construction métallique	43 495

Tableau 28 : Top 5 de la consommation en produits pétroliers des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Energie	49 619
2	Textile	4 297
3	Boisson	2 715
4	Agroalimentaire	1 008
5	Industries extractives	677

Tableau 29 : Top 5 de la consommation en électricité des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Boisson	7 089
2	Textile	2 156
3	Agroalimentaire	1 929
4	Industries extractives	1 861
5	Caoutchouc et plastique	871

Tableau 30 : Top 5 des entreprises industrielles en termes de masse salariale selon la branche d'activité en 2013 (en millions de F CFA)

Classement	Branche d'activité	Production
1er	Boisson	11 576
2	Energie	10 158
3	Textile	8 398
4	Agroalimentaire	6 809
5	Construction métallique	2 152

Tableau 31 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de F CFA)

	Valeur en 2013	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Production	735 703	85,6	-3,9
Masse salariale	44 211	26,8	1,1
Chiffre d'affaires	823 866	67,0	1,9
Consommation matières premières	372 123	59,8	-19,2
Consommation des produits pétroliers	59 807	113,7	-2,2
Consommation électricité	15 319	87,3	-8,3
Effectif employé	10 609	13,8	7,4

6.3. L'Indice harmonisé de la production industrielle

Points saillants :

- Croissance de l'indice global de production industrielle au cours des trois derniers trimestres en 2014.
- Baisse de l'indice de production des industries « extractives » et celles « textiles et du cuir » les trois premiers trimestres de 2014.

Commentaires :

L'indice global de production industrielle a évolué en dents de scie au cours de l'année 2014. En effet, l'IHPI est passé d'un niveau d'indice de 140,7 au premier trimestre à 149,8 au deuxième trimestre puis en régressant à 118,1 au troisième trimestre avant de connaître une hausse à 133,7 au dernier trimestre. Comparativement à l'année 2013, et en termes de glissement annuel, l'IHPI a enregistré une baisse de 11,9% par rapport au premier trimestre. Cependant, la tendance s'est inversée pour les trimestres suivants et des hausses respectives de 3% ; 0,4% et 9,7% sont enregistrées.

La chute du cours de l'or a impacté négativement la production des industries extractives durant l'année 2014 bien qu'en en termes de glissement annuel, les trois premiers trimestres connaissent des hausses par rapport à l'année 2013. D'un niveau d'indice de 1 146,3 au premier trimestre, l'IHPI des industries extractives a chuté à 1 019,9 au deuxième trimestre puis à 897,1 au troisième trimestre. Il en est de même des industries textiles et du cuir qui enregistrent une chute drastique au cours des trois premiers trimestres suite à la baisse du cours du coton. En effet, d'un niveau d'indice de 97,7 au premier trimestre, l'IHPI des industries textiles est passé à 12,6 au troisième trimestre.

Les « industries du verre et de la céramique » et les « autres industries de fabrication » connaissent des baisses de productivité en 2014 en glissement par rapport à l'année 2013.

Les « industries alimentaires et de tabac » tout comme celles de « l'électricité, gaz et eau » commencent l'année 2014 avec une régression de productivité comparativement à 2013 mais enregistrent un regain de dynamisme au deuxième semestre.

Indices calculés : Indices de Laspeyres de volume

Nomenclatures : NAEMA, NOPEMA

Année de base : 2007

Champs couvert : entreprises industrielles exerçant au Burkina Faso

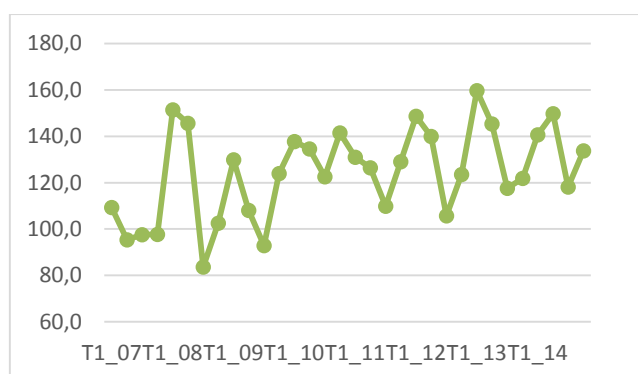
Echantillon : 56 entreprises et 86 produits-entreprises

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

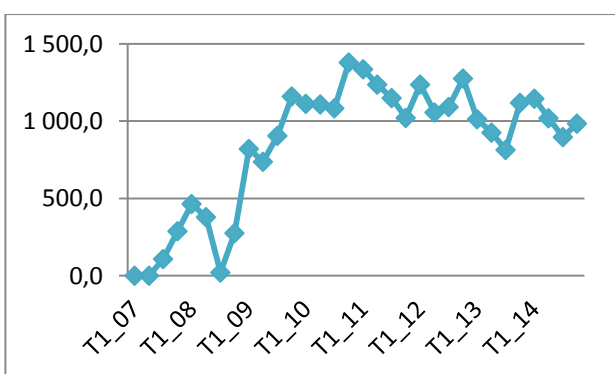
Tableau 32 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries

	Pondération	2014				Glissement annuel (%)			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Industries extractives	111,5	1 146,30	1 019,90	897,10	985,20	13,0	10,1	10,1	-12,0
Industries alimentaires et de tabac	3 180,70	165,1	168,3	154,6	192,6	-2,0	-1,4	5,7	21,3
Industries textiles et du cuir	1 300,70	97,70	35,30	12,60	40,30	3,8	37,9	72,6	107,7
Industries du bois et meubles	1,4	44,2	37,9	27,3	22	22,1	-62,0	-60,3	-63,9
Industries du papier, carton et édition	77	215,70	203,80	180,00	182,60	20,5	34,9	11,5	11,6
Industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques	364,5	76,6	77,3	73,8	63,2	-4,8	0,9	1,2	9,0
Industries du verre, de la céramique	1 324,80	106,50	122,20	74,40	78,40	-29,3	-20,9	-43,5	-29,5
Industries métalliques	1 186,40	134,5	162	81,5	86,3	-44,0	64,5	23,5	33,8
Autres industries de fabrication	335,5	162,40	162,50	163,60	149,40	-8,2	-0,2	4,7	-7,7
Electricité, gaz et eau	2 117,60	107,4	165,4	132,9	126,9	-3,4	-2,5	5,9	6,6
Ensemble industries	10 000	140,7	149,8	118,1	133,7	-11,9	3,0	0,4	9,7

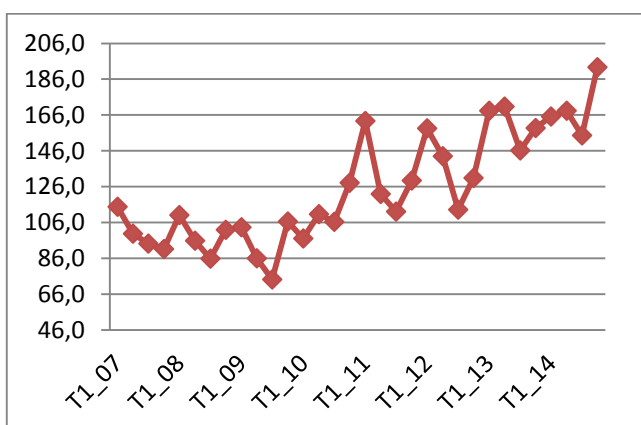
Graphique 66 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)



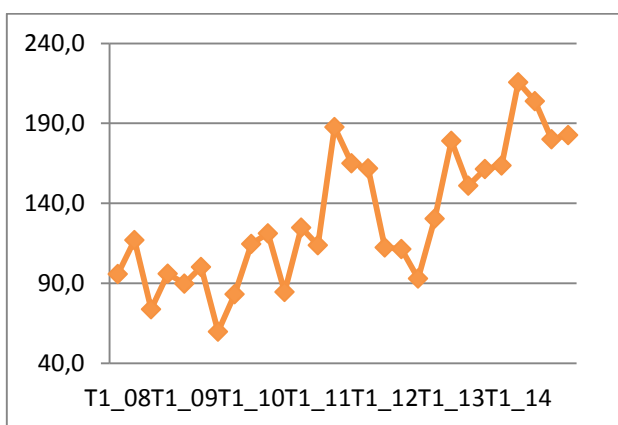
Graphique 67 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)



Graphique 68 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007)



Graphique 69 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)



7. LE COMMERCE

7.1. Les entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- Le commerce de gros enregistre la plus forte hausse entre 2012 et 2013 soit 29,2%.
- Le commerce de détail, de loin le plus pratiqué, est en hausse de 7%.
- La majorité des entreprises commerciales sont constituées sous la forme d'entreprise individuelle.

Commentaires :

On dénombre 35 491 entreprises commerciales en 2013 soit une hausse de 9,2% par rapport à 2012 et une hausse de 121% par rapport à 2005. Le commerce de détail demeure le type de commerce le plus pratiqué sur la période 2005-2013. Il enregistre une hausse de 7% par rapport à 2012. Cette prédominance du commerce de détail pourrait s'expliquer par la faible capacité financière qu'exige ce type de commerce de la part des initiateurs par rapport aux commerces de gros et de demi-gros. Le petit commerce occupe le deuxième rang avec 4 984 entreprises enregistrées en 2013, suivent respectivement le commerce de gros (2 559 entreprises) et celui de demi-gros (2 526 entreprises).

Les entreprises commerciales au Burkina Faso sont en majorité jeunes ; 68% d'entre elles ont entre 0 et 10 ans, 31% entre 11 et 20 ans et seulement 1% ont plus de 20 ans. Ceci pourrait laisser transparaître que l'économie burkinabè est une économie naissante.

Selon le statut juridique des entreprises créées, les entrepreneurs commerciaux ont comme préférence les entreprises individuelles, en témoignent leur nombre élevé (90%) contre 9% pour les SARL et 1% pour les autres.

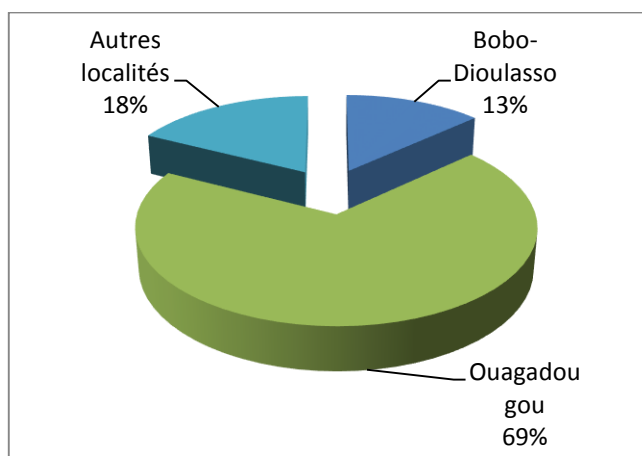
S'agissant de la répartition spatiale, la plupart des entreprises commerciales exercent à Ouagadougou (69%), suivi de Bobo-Dioulasso (13%) tandis que les autres localités enregistrent 18%. Cette concentration dans la capitale peut s'expliquer par l'existence d'un marché plus important d'où la nécessité de rapprocher les produits de la clientèle.

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

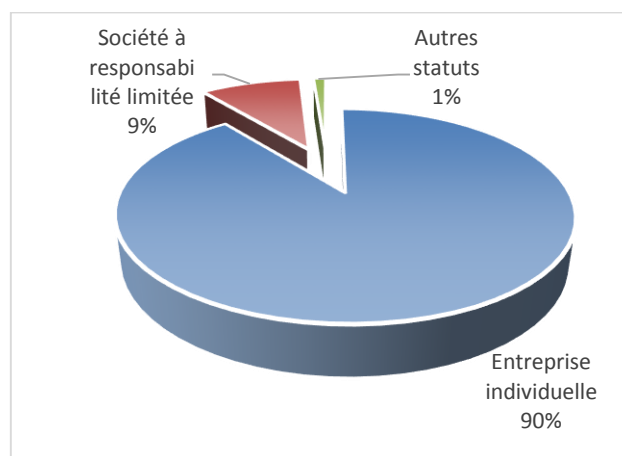
Tableau 33 : Nombre d'entreprises commerciales par type de commerce

	Effectif en 2013	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Commerce de gros	2 559	219,9	29,2
Commerce de demi-gros	2 526	120,6	12,6
Commerce de détail	25 422	115,4	7,0
Petit commerce	4 984	115,7	10,1
Ensemble	35 491	121,0	9,2

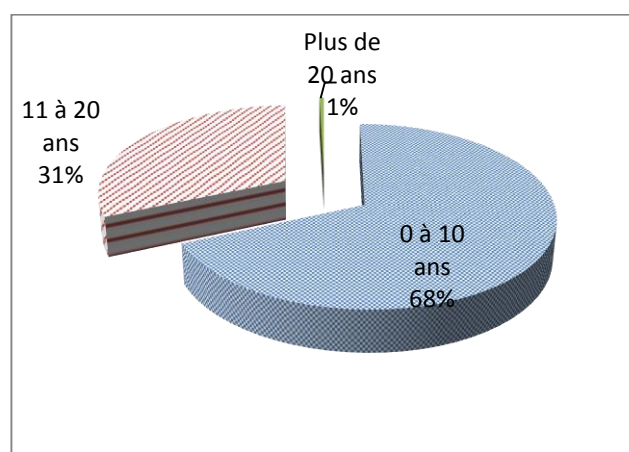
Graphique 70 : Répartition des entreprises commerciales par localité en 2013



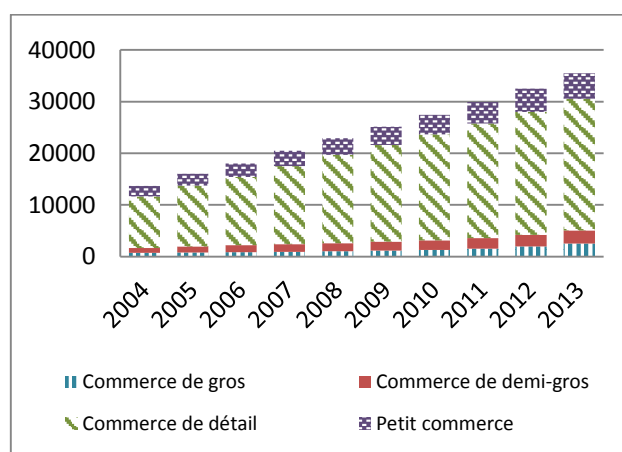
Graphique 71 : Répartition des entreprises commerciales selon le statut juridique en 2013



Graphique 72 : Répartition des entreprises commerciales selon la durée de l'existence en 2013



Graphique 73 : Répartition des entreprises commerciales selon le type de commerce



7.2. Le commerce extérieur

Points saillants :

- Prédominance des importations sur les exportations avec un déficit de 449 milliards de francs CFA en 2014.
- Croissance continue des importations tout comme des exportations entre 2005 et 2014.

Commentaires :

L'année 2014 à l'instar des autres années enregistre des exportations (1209,9 milliards de francs CFA) moins importantes que les importations (1658,8 milliards de francs CFA). Par conséquent, la balance commerciale du Burkina Faso est déficitaire à hauteur de 449 milliards de francs CFA en 2014 et on note un recul de 49,8% par rapport à 2013.

L'évolution des importations et des exportations montre une tendance à la hausse entre 2005 et 2014. Sur cette même période la balance commerciale est structurellement déficitaire du fait de la prédominance des importations sur les exportations. Le niveau de déficit le plus bas de la balance commerciale se situe en 2011 et le plus élevé en 2013. Le faible déficit de 2011 pourrait s'expliquer par la montée du cours de l'or combinée à la situation de crise vécue par le pays à la suite des mutineries. Cette crise socio-politique a certainement impacter négativement la capacité des opérateurs économiques à importer tandis que l'or principal produit d'exportation a enregistré l'une des plus fortes hausses en 2011.

Tout comme l'année 2011, l'année 2014 a été marquée par une profonde crise socio-politique conjuguée à une baisse des cours de l'or et du coton qui ont durablement affecté l'économie nationale.

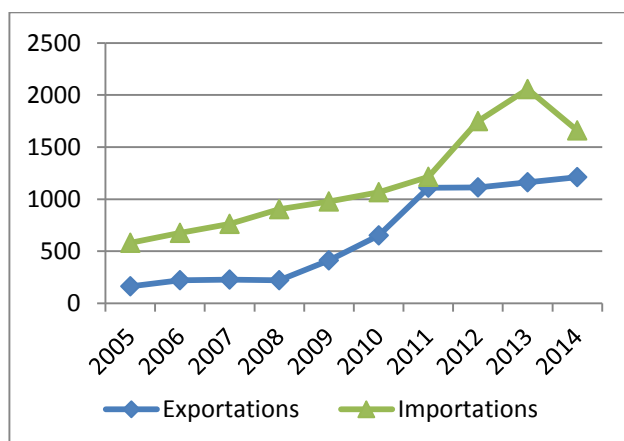
Le Burkina Faso, de tout ce qui précède, est fortement dépendant de l'extérieur. Certes, les conditions climatiques, l'enclavement du pays, le coût élevé des facteurs de production sont des handicaps certains. Cependant, des efforts pour l'augmentation de la production nationale et pour la conservation (oignon, pomme de terre) et la transformation de certaines matières sur place (coton, tomate, sésame, anacarde, etc.) devront être entrepris ou renforcés afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur et même de conquérir les marchés sous régionaux et internationaux. Par ailleurs, une nécessité impérieuse demeure l'organisation des différentes filières de production afin de rémunérer au mieux les producteurs en les permettant d'éviter les achats de leurs productions bords champs.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

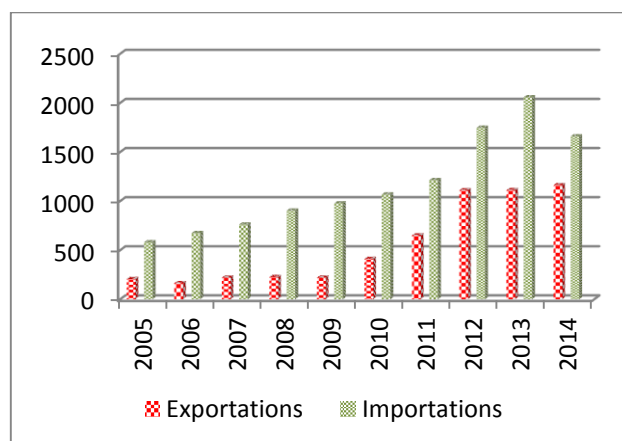
Tableau 34 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Exportations	1 209,9	636,8	4,1
Importations	1658,8	185,9	-19,4
Balance commerciale	-449	7,9	-49,8

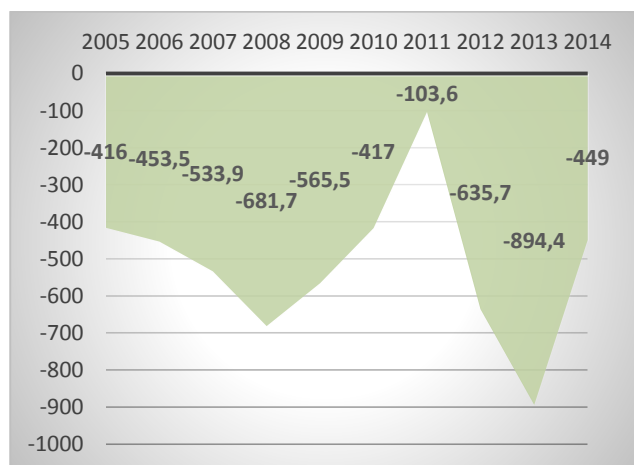
Graphique 74 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



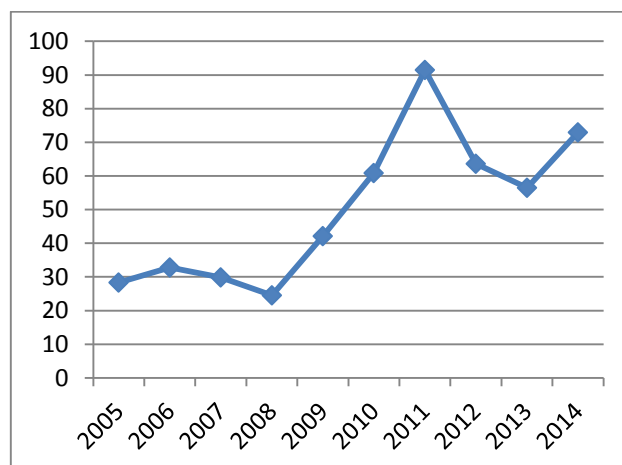
Graphique 75 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



Graphique 76 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA)



Graphique 77 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %)



7.2.1. Principaux produits exportés

Points saillants :

- Hausse de 4,1% des recettes d'exportations en 2014 contre 4,6% en 2013.
- L'or premier demeure le premier produit d'exportation en 2014 avec environ 60% des recettes d'exportations.

Commentaires :

La valeur des exportations totales du Burkina Faso au titre de l'année 2014 s'est chiffrée à 1 209,9 milliards de francs CFA et connaît une hausse de 4,1% par rapport à l'année 2013. Les exportations d'or et alliages d'or à usage non monétaire qui ont atteint 722,4 milliards de francs CFA en 2014 constituent le premier produit d'exportation du pays. Elles ont représenté, 59,7% des recettes d'exportations totales et sont en baisse de 1,4% par rapport à 2013. Cette baisse de recette s'explique par la chute des cours mondiaux de l'or (+12%) qui a affecté le secteur. Le coton malgré une augmentation des quantités exportées de 5,7% en 2014 a constitué le deuxième produit d'exportation du Burkina, soit 18,8%. Les recettes d'exportation de ce produit qui s'établissent à 227,4 milliards de francs CFA en 2014 sont en baisse de 4,9% comparativement à 2013, essentiellement due à la baisse du cours du coton sur le marché international. Parmi les principaux produits d'exportation figurent les graines de sésame (5,5%), les « farines de graines et de fruits oléagineux non déshuilés, sauf celle de moutarde » (2%) et les « noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées » (1,8%). En termes de quantité, le Burkina Faso a produit 36,5 tonnes d'or métal en 2014 contre 32,5 tonnes en 2013. Quant au coton, la quantité exportée a été de 287 000 tonnes en 2014 contre 271 600 en 2013.

L'Europe demeure en 2014, la principale destination des produits burkinabè tout comme en 2013 avec cependant une hausse de 7,3% des recettes d'exportation. Elles se sont établies à 799,3 milliards de francs CFA et pour destinations essentiellement la Suisse et la France. L'Afrique avec une hausse de 34,3% de recettes d'exportations en 2014 occupe la deuxième place des continents de destination des produits made in Burkina. Ils ont pour destinations principales la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud. Le continent américain, troisième au classement, enregistre un recul de 12,2% en termes de recettes.

Les produits exportés sont pour la plupart à l'état de matières premières du fait de leur faible transformation sur le plan national. Cela constitue un paradoxe quand on sait qu'une fois transformés, les produits qui en résultent reviennent inonder le marché national pour satisfaire la demande intérieure en produits finis. Il est donc nécessaire de soutenir et/ou de développer au plan national, des industries compétitives de transformation de nos produits locaux. Cela aura pour effet de résorber le problème de la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur, de réduire le chômage et ainsi de lutter contre la vie chère qui constituent des fléaux de notre économie tant ils sont décriés par les populations.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 35 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards de F CFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	% des exportations en 2014
Or et alliages d'or à usage non monétaire	722,4	45 050,0	-1,4	59,7
Coton (non compris les linters) en masse	227,4	86,5	4,9	18,8
Graines de sésame	66,4	1 085,7	-16,6	5,5
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	21,2	3 433,3	-17,5	1,8
Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	0,37	270,0	330,2	0,0
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	24,1	1 908,3	12,1	2,0
Total des exportations	1 209,90	636,8	4,1	100

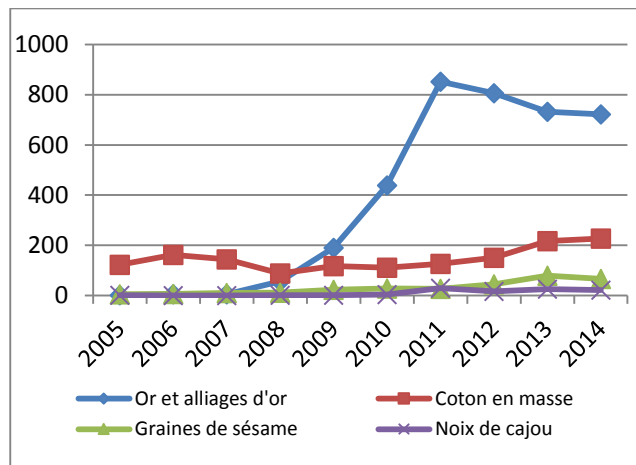
Tableau 36 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Coton (non compris les linters) en masse	287	23,4	5,7
Graines de sésame	94,9	183,3	-16,1
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	149,4	650,8	-21,8
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	74,3	1 669,0	-9,8
Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	39,1	1 017,1	72,2

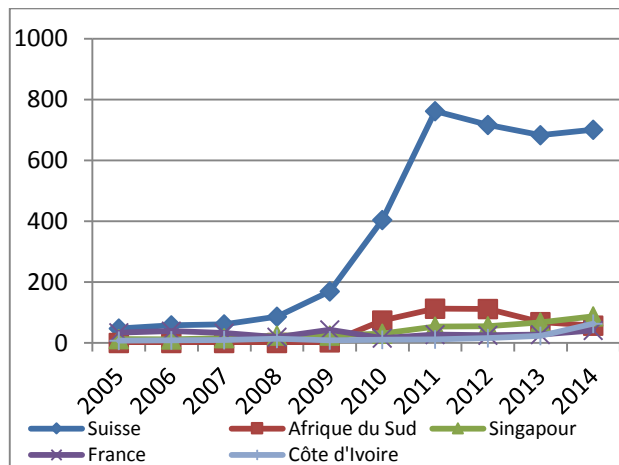
Tableau 37 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Afrique	221,2	497,8	34,3
Amérique	4,3	138,9	-12,2
Asie	185,1	1117,8	-25,4
Europe	799,3	625,3	7,3
Océanie	0		-100,0
Ensemble	1 209,90	636,8	8,9

Graphique 78 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)



Graphique 79 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits burkinabé (en milliards FCFA)



7.2.2. Principaux produits importés

Points saillants :

- Baisse des importations de 19,4% en 2014 par rapport à 2013.
- L'Europe est la principale provenance des importations en 2014.
- Forte variation à la hausse des importations en provenance de l'Asie sur la période 2005-2014.

Commentaires :

Les importations du Burkina Faso se sont chiffrées à 1 658,80 milliards de francs CFA en 2014 et enregistrent une baisse de 19,4% par rapport à 2013. Cette baisse est essentiellement due à la profonde crise socio-politique qu'a traversée le pays durant l'année 2014 et qui a entraîné un attentisme des investisseurs et opérateurs économiques. Ainsi, les principaux produits habituellement importés ont tous connu une baisse en 2014 comparativement à 2013. Ce sont notamment : les « huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumeux » avec 3% de baisse, les « toxines cultures de micro-organismes contenant d'autres substances » (11,9%), les « voitures automobiles à tous moteur pour le transport des personnes » (6,7%), les « ciments hydrauliques » (2,8%), les « engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote phosphore » (50,3%), les brisures de riz (19,7%), les « appareils électriques pour la téléphonie mobile et la télégraphie par fil » (22,8%).

L'Europe est la provenance principale des importations en 2014 qui s'établissent à 632,6 milliards de francs CFA, soit 38,14% des importations totales. Les produits importés ont pour pays d'origine la France et les Pays Bas. L'Afrique est le deuxième partenaire continental avec 495,1 milliards de francs CFA de produits provenant essentiellement de la Côte d'Ivoire. Il s'ensuit l'Asie à raison de 422,6 milliards de francs CFA avec des produits ayant pour origine la Chine.

En ce qui concerne les produits de grande consommation, la réticence des opérateurs économiques à commercer a impacté négativement les échanges. Aussi, le Burkina Faso a-t-il importé en valeurs métriques des quantités moins importantes comparativement à 2013. Les importations de brisures de riz enregistrent une baisse de 19,8%, les farines de froment 11%, les ciments hydrauliques 9,9% et les sucres raffinés 36,1%.

Sur la période 2005-2014, la plus grande variation à la hausse des importations par continent est détenue par l'Asie, soit 238,9%. Cette hausse laisse transparaître que l'expansion asiatique est effective au Burkina Faso tout comme dans la plupart des pays africains menaçant ainsi la suprématie européenne quand bien même l'Europe demeure en tête des importations.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 38 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)	% des importations en 2014
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	451,6	324,0	-3,0	27,2
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	76,8	262,3	-11,9	4,6
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	51,2	133,8	-6,7	3,1
Ciments hydrauliques	46,6	94,2	-13,4	2,8
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,6	130,0	-21,1	1,7
Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	23,7	60,1	-50,3	1,4
Brisures de riz	24,9	52,8	-19,7	1,5
Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil	14,6	165,5	-22,8	0,9
Propane et butane liquéfiés	26,2	457,4	-3,3	1,6
Total des importations	1 658,80	185,9	-19,4	100

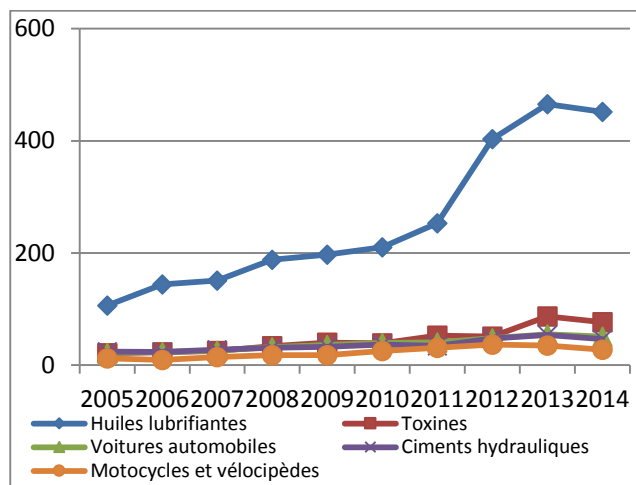
Tableau 39 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Brisures de riz	191,2	-0,9	-19,8
Farine de froment ou de méteil	50	44,9	-11,0
Huiles de palme	64,6	219,8	1,1
Ciments hydrauliques	953,90	90,3	-9,9
Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts, sol	87,2	84,4	-36,1

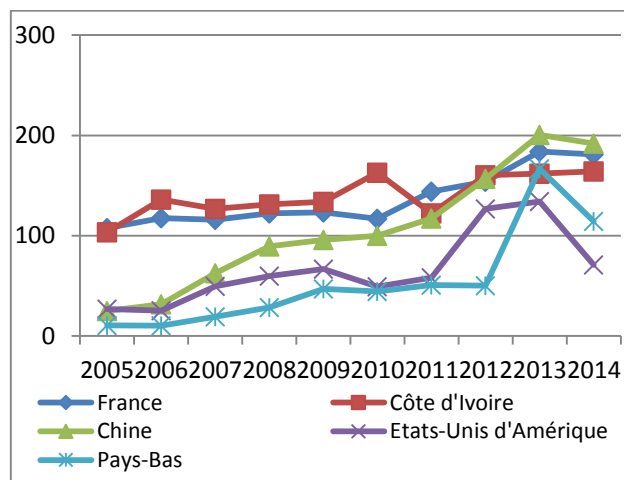
Tableau 40 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Afrique	495,1	162,2	-9,1
Amérique	102	140,6	-53,0
Asie	422,6	238,9	-17,7
Europe	632,6	184,7	-17,1
Océanie	6,5	209,5	-66,0
Indéterminés	0		
Ensemble	1658,8	185,9	-19,4

Graphique 80 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)



Graphique 81 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance (en milliards FCFA)



7.3. Le commerce intérieur

7.3.1. Prix de détail de produits sur quelques marchés

Points saillants :

- Baisse des prix des céréales hormis à Dori en 2013.
- Baisse du prix du riz importé excepté à Ouagadougou en 2013.

Commentaires :

A Ouagadougou, les prix moyens des produits céréaliers locaux ont enregistré une baisse en 2014 comparativement à 2013. En effet, cette baisse est de l'ordre de 6% en ce qui concerne le sorgho blanc ; celui de petit mil local de 6,3%, le maïs blanc 9%. Le haricot local blanc enregistre par ailleurs une baisse de 7,6% de son prix, il en est de même pour la viande fraîche de mouton, soit 4,9%. Par contre le riz importé et la viande fraîche de bœuf connaissent des hausses de prix de 0,5%.

A Bobo-Dioulasso, à l'exception du sorgho blanc qui enregistre une variation à la hausse du prix moyen de 0,7% en 2014, tous les autres produits connaissent des baisses de leurs prix moyens : 7,3% pour le mil ; 16,3% pour le maïs blanc et 1,8% pour le riz importé. Cependant, les prix moyens de tous les produits locaux connaissent une baisse de prix par rapport à leur niveau de 2005.

sur la période sous revue, les produits céréaliers locaux enregistrent une hausse de leurs prix contrairement aux autres localités. Ces hausses sont de l'ordre de 5,8% pour le sorgho blanc, 1,2% pour le mil et 6,7% en ce qui concerne le maïs blanc. Cette hausse de prix trouve sa justification dans le fait que cette région du pays constitue une zone à vocation pastorale et les pluies sont insuffisantes. Paradoxalement, le prix moyen du riz importé enregistre une baisse de 3,3% par rapport à 2013. La localité de Solenzo qui constitue le grenier du Burkina Faso traduit cette réalité à travers la baisse des prix des céréales par rapport à leur niveau de 2013 ; des baisses qui sont de l'ordre de 5,6% ; 6,9% et 17,3% respectivement pour le sorgho blanc, le mil et le maïs blanc.

<u>Source</u> : Institut national de la statistique et de la démographie Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire

Tableau 41 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Sorgho blanc	218	9,5	-6,0
Petit mil local	255	14,3	-6,3
Riz importé	408	54,5	0,5
Maïs blanc	172	-2,3	-9,0
Haricot local blanc	390	45,5	-7,6
Viande fraîche de bœuf	1752	125,2	0,5
Viande fraîche de mouton	2018	88,6	-4,9

Tableau 42 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Sorgho blanc	153	-5,6	0,7
Mil	202	-4,3	-7,3
Maïs blanc	123	-17,4	-16,3
Riz importé	384	47,7	-1,8

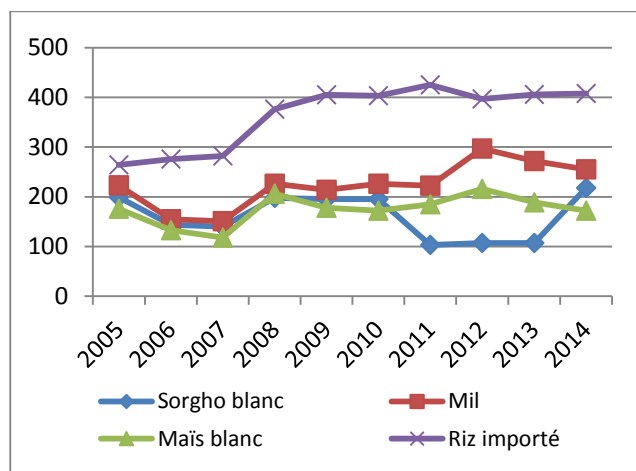
Tableau 43 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Sorgho blanc	202	-1,9	5,8
Mil	245	5,2	1,2
Maïs blanc	208	2,5	6,7
Riz importé	387	38,7	-3,3

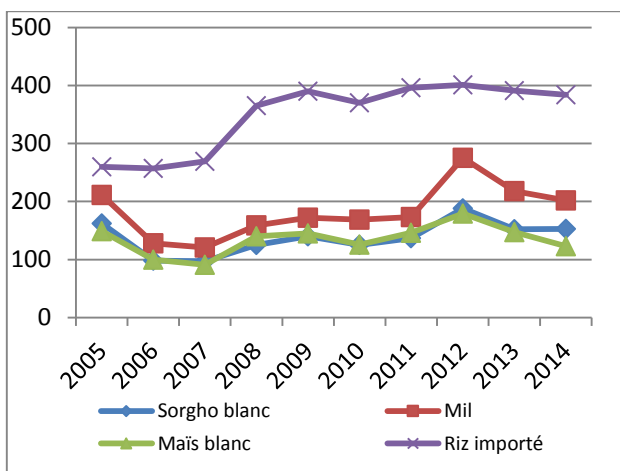
Tableau 44 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Sorgho blanc	118	-6,3	-5,6
Mil	161	8,1	-6,9
Maïs blanc	105	-16,7	-17,3

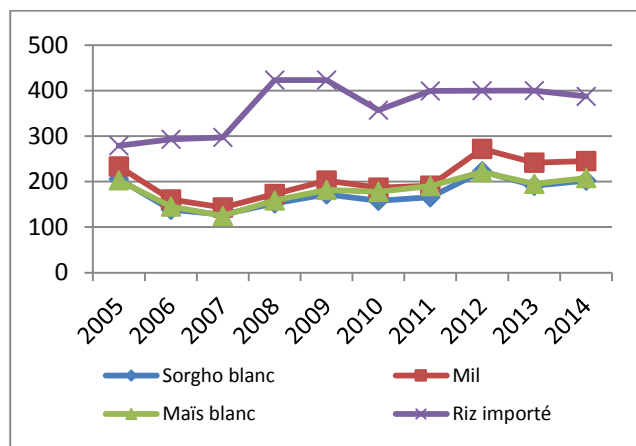
Graphique 82 : Evolution des prix de quelques céréales à Ouagadougou (en FCFA/ kg)



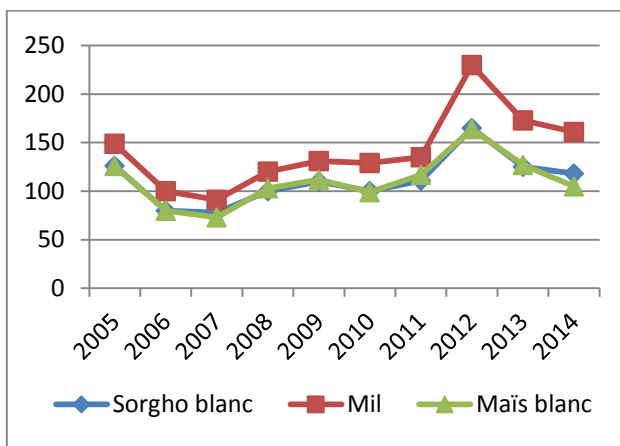
Graphique 83 : Evolution des prix de quelques céréales à Bobo-Dioulasso (en FCFA/ kg)



Graphique 84 : Evolution des prix de quelques céréales à Dori (en FCFA/ kg)



Graphique 85 : Evolution des prix de quelques céréales à Solenzo (en FCFA/ kg)



7.3.2. Prix de bétail sur quelques marchés

Points saillants :

- Baisse des prix moyens de bétail à Gorom-Gorom en 2014 par rapport à 2013.
- Variations diverses des prix moyens de bétail sur les différents marchés en 2014.

Commentaires :

A Ouagadougou, parmi toutes les espèces de bétail, seul le prix moyen du taureau/bœuf enregistre une baisse de prix en 2014, soit (3,1%) par rapport à 2013. Le prix du taurillon/Génisse s'accroît de 0,3%, celui du bélier mossi de 11,3%, celui du bélier sahélien 1,5%, tandis que ceux du « bouc castré mossi » et de la « chèvre mossi » enregistrent des hausses respectives de 2,5% et 0,4%.

A Pouytenga, c'est le prix moyen du « bouc castré mossi » qui a connu une baisse en 2014. Le prix moyen du Taurillon/Génisse connaît une hausse de prix de 8,9%, celui du taureau bœuf 4,9%, le bélier mossi 3,1%, le bélier sahélien 6,7% et la plus forte hausse, soit 9,3% revient à la « chèvre mossi »

A Kaya, les prix moyen du bétail ont connu des variations diverses en 2014. Alors que les prix moyens de Taurillon/Génisse, de Taureau/Bœuf, de bouc castré mossi et chèvre mossi enregistraient des baisses comprises entre 1 et 7,6%, ceux de bélier mossi et sahélien ont enregistré des hausses respectives de 6,9% et 5,2%.

Zone de pastoralisme par excellence, la localité de Gorom-Gorom enregistre sur les différents marchés, une baisse relative des prix moyens de bétail allant de 1,6% à 9% en 2014.

Source : Ministère des ressources animales et halieutiques

Tableau 45 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Ouagadougou abattoir (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Taurillon/Génisse	234,3	212,8	0,3
Taureau/Bœuf	390,3	176,2	-3,1
Bélier mossi	67,7	170,8	11,3
Bélier sahélien	86,5	113,1	1,5
Bouc castré mossi	28,2	90,5	2,5
Chèvre mossi	24,4	69,4	0,4

Tableau 46 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Pouytenga abattoir (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Taurillon/Génisse	238,9	170,6	8,9
Taureau/Bœuf	406,6	115,6	4,9
Bélier mossi	36,1	36,2	3,1
Bélier sahélien	65,4	20,0	6,7
Bouc castré mossi	29,9	22,0	-5,1
Chèvre mossi	23,4	77,3	9,3

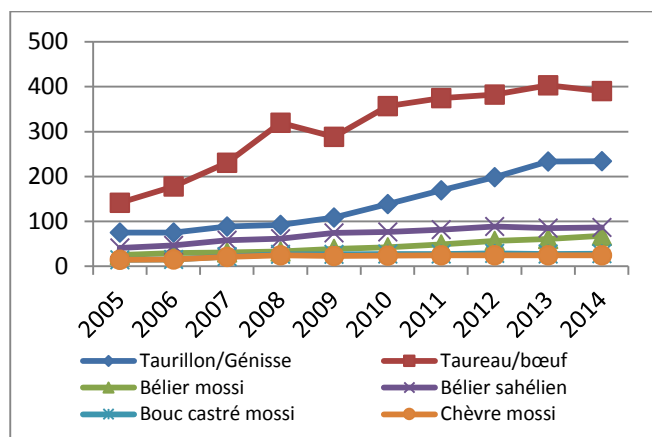
Tableau 47 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Kaya (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Taurillon/Génisse	184,6	60,0	-6,3
Taureau/Bœuf	348,2	77,7	-1,0
Bélier mossi	40,1	51,9	6,9
Bélier sahélien	73,3	56,6	5,2
Bouc castré mossi	23,7	76,9	-6,7
Chèvre mossi	20,8	65,1	-7,6

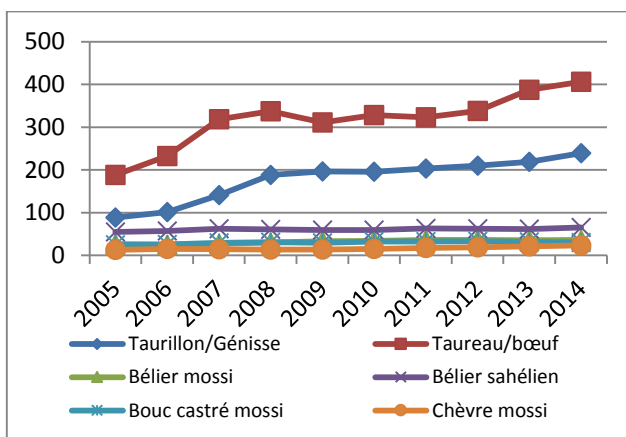
Tableau 48 : Evolution des prix moyens annuels de quelques bétails en bon état à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)

	Valeur en 2014	Variation / 2005(%)	Variation / 2013 (%)
Taurillon/Génisse	153,8	82,0	-9,0
Taureau/Bœuf	255,1	93,4	-3,9
Bélier sahélien	53,7	62,2	-1,6

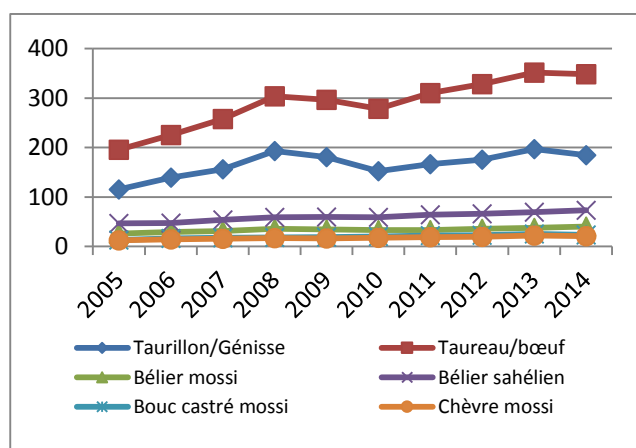
Graphique 86 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Ouagadougou (en milliers de FCFA)



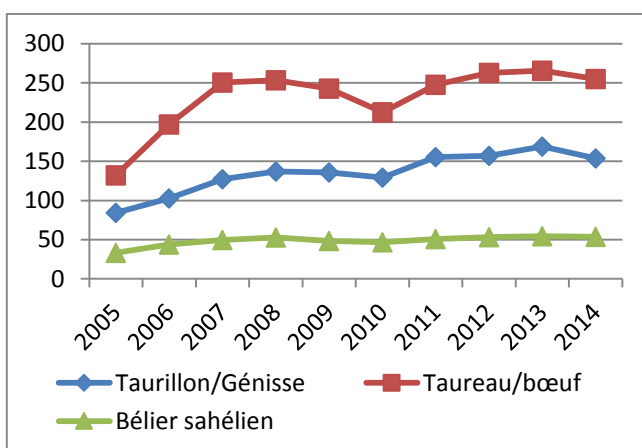
Graphique 87 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Pouytenga (en milliers de FCFA)



Graphique 88 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Kaya (en milliers de FCFA)



Graphique 89 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)



7.3.3. Prix des hydrocarbures

Points saillants :

- Stabilité des prix des hydrocarbures à la pompe entre 2013 et 2014.

Commentaires :

Après avoir enregistré des variations de leurs prix entre 2012 et 2013, les prix des hydrocarbures à la pompe sont restés stables entre 2013 et 2014. A Ouagadougou, le DDO-AC est le carburant qui a enregistré la plus forte variation de prix sur la période 2005-2014. En effet, le prix de ce carburant a presque doublé sur la période, en passant de 392 francs CFA le litre à 577 francs le litre. Le pétrole suit avec une hausse de 47% sur la même période. Le gaz butane qui est de loin l'hydrocarbure le moins cher doit cette situation à la subvention de son prix de vente en vue de la promotion de son utilisation par les ménages au détriment du charbon de bois et du bois de chauffe. Malgré cela, il enregistre une forte variation (25%) de son prix comparativement au Super (21,2%) et au gasoil (22,4%).

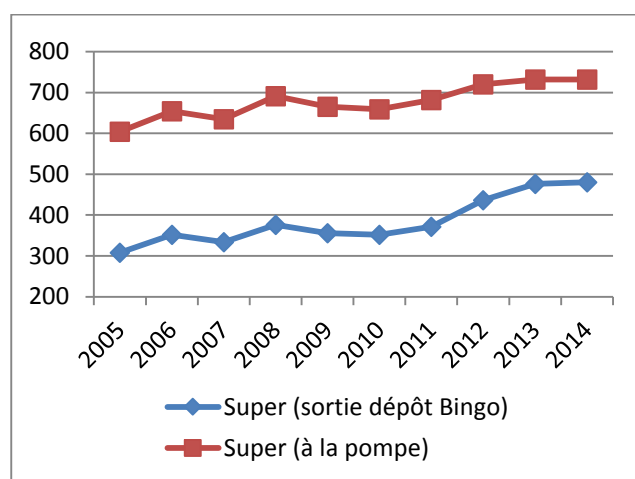
La comparaison entre les prix sortie dépôt Bingo et les prix à la pompe à Ouagadougou révèle que le super et le gasoil s'en tirent avec les meilleures marges sur la période 2005-2014. Quant au gaz butane, la différence de prix entre celui de sortie dépôt et à la pompe représente la charge supportée par l'Etat à travers la subvention. Au regard des difficultés que rencontre l'Etat dans la prise en charge de cette subvention, les autorités gouvernementales doivent observer une vigilance, face à l'accroissement desdites charges liées entre autres à l'utilisation par certains acteurs de l'économie de cet hydrocarbure comme carburant pour faire fonctionner leurs véhicules automobiles.

Source : Société nationale burkinabé d'hydrocarbures

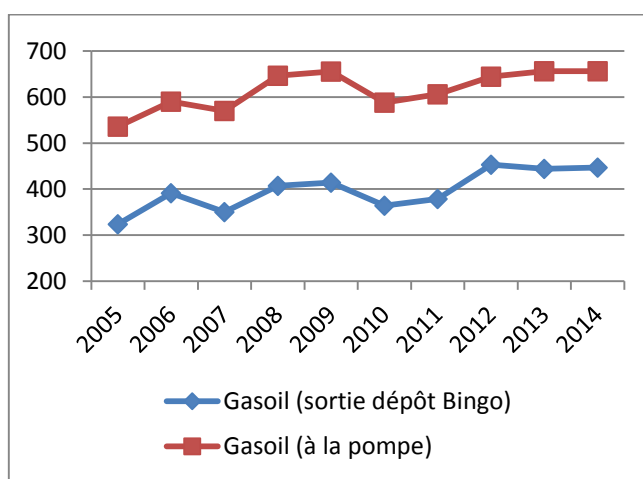
Tableau 49 : Variation du prix de vente à la pompe du litre des hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2013 (%)
Super	732	21,2	0,0
Pétrole	610	47,0	0,0
Gasoil	656	22,4	0,0
DDO-AC	577	47,2	0,0
Mélange	740	21,7	0,0
Gaz butane (kg)	400	25,0	0,0

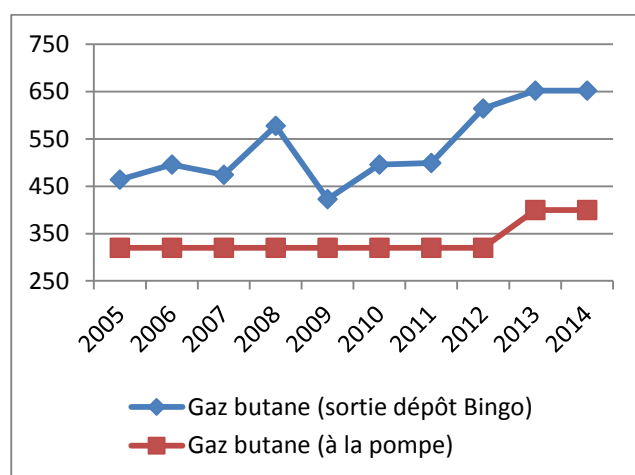
Graphique 90 : Evolution des prix de vente du super à Ouagadougou (en FCFA/litre)



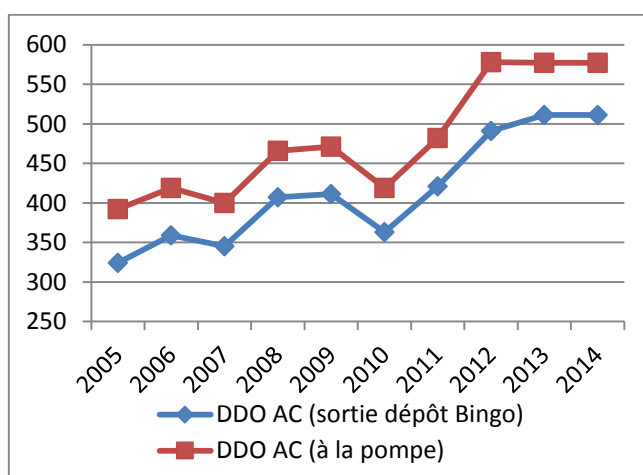
Graphique 91 : Evolution du prix de vente du gasoil à Ouagadougou (en FCFA/litre)



Graphique 92 : Evolution des prix de vente du gaz butane à Ouagadougou (en FCFA/kg)



Graphique 93 : Evolution des prix de vente du DDO AC à Ouagadougou (en FCFA/litre)



7.3.4. Indice harmonisé des prix à la consommation

Points saillants :

- Baisse légère du niveau général des prix en 2014 par rapport à 2013.
- Hausse de 6,9% de l'indice des prix du logement, de l'eau, gaz, électricité et de celui des tarifs de transports en 2014.

Commentaires :

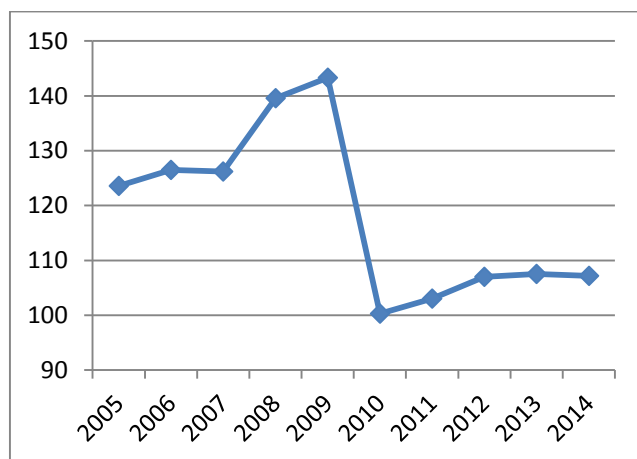
Le niveau général des prix des produits mesuré à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a enregistré une baisse en 2014 et s'est stabilisé à -0,3% contre une situation haussière en 2013 de 0,5%. Cette baisse du niveau des prix est en grande partie consécutive à la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (3,2%) et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (2,8%) sous la période revue. On note par ailleurs une baisse des tarifs de la fonction « restaurants et hôtels » de 2%. A contrario, au cours de l'année 2014, on enregistre une hausse de 6,9% des tarifs de transports et une stabilité des prix de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». La variation du niveau général des prix reste conforme à la norme communautaire au sein de l'UEMOA qui devra être au plus de 3%.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

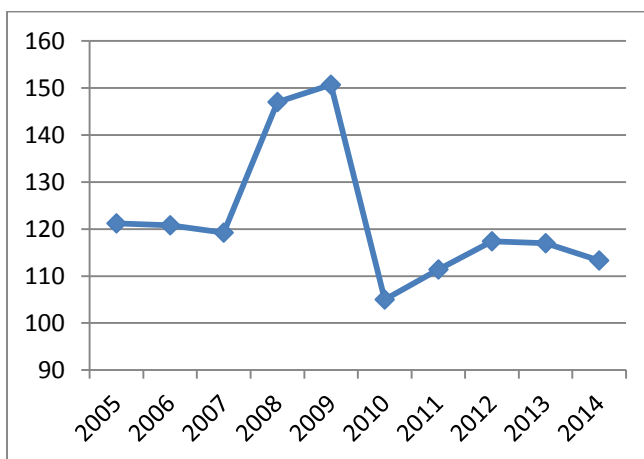
Tableau 50 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2004 à 2013

	base 100 en 1996					base 100 en 2008		
	2005	2006	2007	2008	2009	2012	2013	2014
I- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,155	-0,003	-0,013	0,233	0,025	0,054	-0,003	-0,032
II- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	0,013	0,020	0,018	0,049	0,014	0,053	-0,014	-0,028
III- Articles d'habillement et chaussures	-0,001	0,023	0,021	0,029	0,035	0,010	0,002	-0,001
IV- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,002	0,050	-0,016	0,121	0,107	0,041	0,028	0,028
V- Meubles, articles de ménage et entretien	0,012	0,006	0,005	0,070	-0,001	-0,002	0,002	0,001
VI- Santé	0,010	0,023	0,001	0,017	0,007	0,001	0,004	0,000
VII- Transports	0,097	0,061	-0,019	0,057	-0,019	0,045	0,020	0,069
VIII- Communication	-0,001	0,000	0,000	0,000	0,000	0,010	0,006	0,009
IX- Loisirs et culture	0,001	0,001	-0,004	0,011	0,015	-0,005	-0,015	-0,007
X- Enseignement	0,073	0,058	0,068	0,004	0,000	0,005	0,014	0,009
XI- Restaurants et hôtels	0,000	0,041	0,025	0,027	0,074	0,047	0,009	-0,020
XII- Biens et services divers	-0,016	-0,001	0,002	0,065	-0,031	0,009	0,006	0,009
Ensemble	0,065	0,023	-0,002	0,106	0,027	0,039	0,005	-0,003

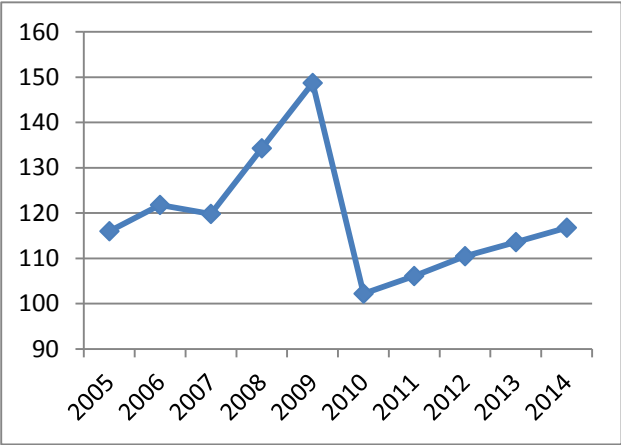
Graphique 94 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



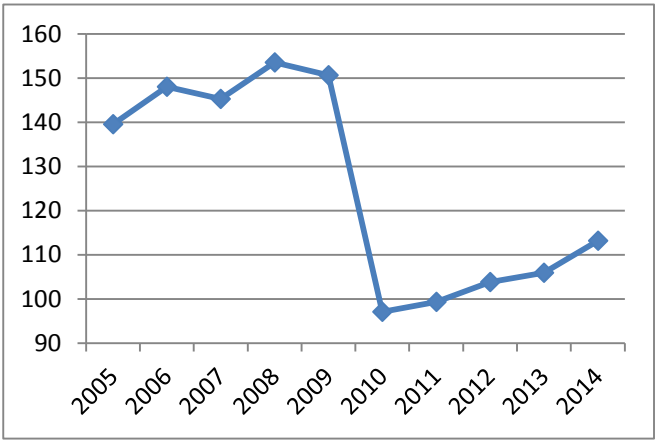
Graphique 95 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires



Graphique 96 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité



Graphique 97 : Evolution de l'indice des tarifs de transports



7.3.5 Commercialisation du bétail

Points saillants :

- Le nombre d'abattages contrôlés toutes espèces confondues est en hausse de 11,5% en 2014.

Commentaires généraux :

Au total 2 118 707 carcasses d'animaux (toutes espèces confondues) ont été dénombrées et contrôlées dans les différents abattoirs en 2014. Ce nombre est en hausse respectivement de 11,5% et de 47,7% comparativement aux abattages des années 2012 et 2005. Cette hausse de la quantité de carcasses contrôlées en 2014 est la résultante d'une explosion des contrôles de carcasses bovines (6,7%), de caprins (14,1%) et d'ovins (21,4%) due notamment par les actions de sensibilisation entreprises. On note que les abattages contrôlés de porcins, de canins et d'asins enregistrent des baisses respectives de l'ordre de 10,6%, 13,4% et 6% par rapport à 2012.

Hormis les ventes moyennes journalières de carcasses de caprins qui sont en hausse au cours de l'année 2014, les ventes moyennes des autres espèces enregistrent une baisse à l'abattoir de Ouagadougou. Aussi, en moyenne journalière, selon les espèces 216 carcasses de bovins, 111 d'ovins, 55 de caprins et 21 de porcins y étaient-elles vendues. La viande de porc étant très prisée par une frange importante de la population de la capitale, il ressort qu'au regard des données ci-dessus, des abattages clandestins de cette espèce se soient opérés pour satisfaire la forte demande. De ce fait, un renforcement des actions de sensibilisation est nécessaire, mais cependant des opérations de contrôle doivent être intensifiées.

A Bobo-Dioulasso, les ventes moyennes journalières montrent qu'en 2014, les ovins et caprins sont très prisés. On y dénombre en moyenne journalière 247 carcasses d'ovins et 253 de caprins contre 170 de bovins.

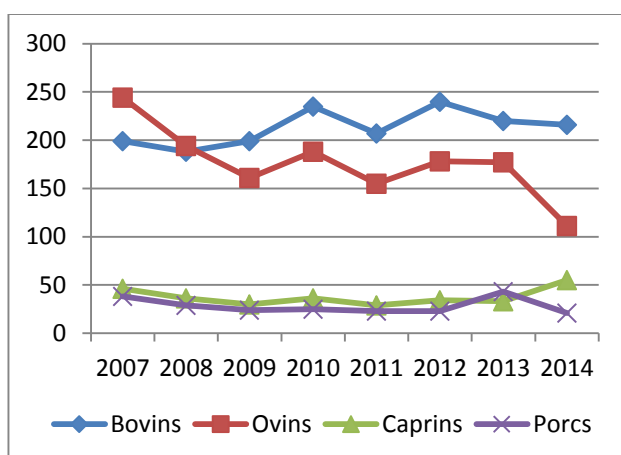
Source : - Direction générale de la prévision, des statistiques et de l'économie de l'élevage /Ministère des ressources animales et halieutiques

- Abattoir frigorifique de Ouagadougou

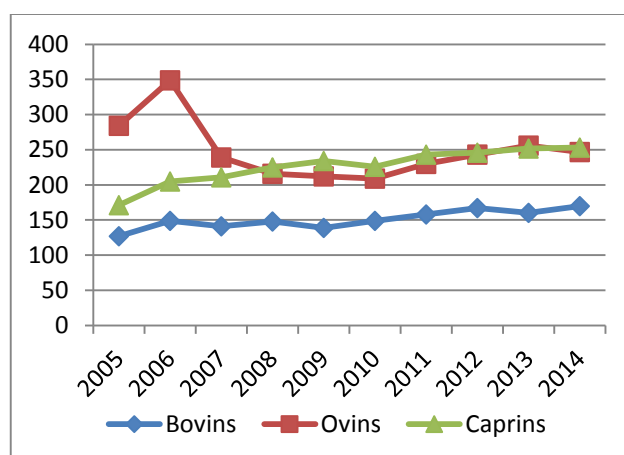
Tableau 51 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)

	Valeur en 2014	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Asins	16 488	66,1	-6,0
Bovins	267 000	33,2	6,7
Camelins	910	472,3	23,0
Canins	4 989	51,8	-13,4
Caprins	1 211 000	45,0	14,1
Equins	320	41,6	50,9
Ovins	432 000	84,9	21,4
Porcins	186 000	22,8	-10,6
Ensemble	2 118 707	47,7	11,5

Graphique 7.30 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses)



Graphique 7.31 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)



8. L'ARTISANAT

Points saillants :

- Croissance du nombre d'entreprises artisanales de 16,3% entre 2012 et 2013.
- 91% des entreprises artisanales enregistrées sont constituées en entreprises individuelles en 2013.
- Forte concentration des entreprises artisanales à Ouagadougou avec 79% des entreprises en 2013.

Commentaires :

L'artisanat comprend 110 métiers regroupés en neuf (09) corporations que sont les « métiers du bâtiment et de la terre », de la « forge et assimilés », des « services », de la « maintenance et de la réparation », du « textile et de l'habillement », des « cuirs et peaux », de « l'alimentation et de l'hygiène », des « métaux précieux », du « bois et de la paille », de « l'artisanat d'art ». Le volet utilitaire est dominant dans les activités artisanales qui sont diverses. On peut citer entre autres la vannerie, la maroquinerie, la broderie, le tissage, la teinture, la sculpture sur bois ou en bronze, la peinture et la bijouterie.

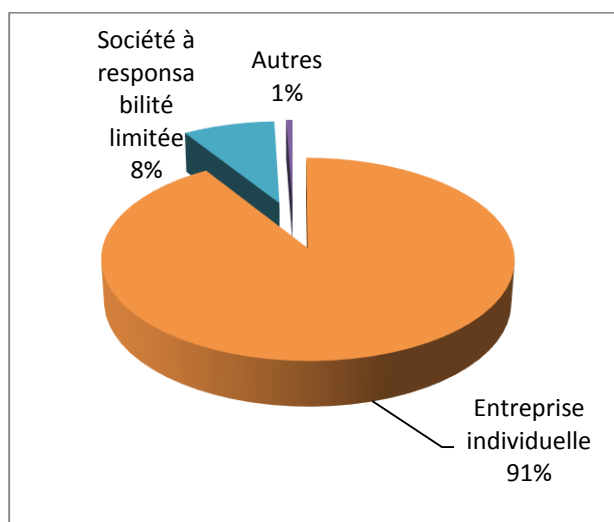
Le nombre d'entreprises artisanales enregistrées s'est accru de 16,3% entre 2012 et 2013 passant ainsi de 2 749 entreprises à 3 753 entreprises. La variation du nombre d'entreprises commerciales entre 2005 et 2013 est de 279,1%. Selon le statut juridique les entreprises individuelles sont les plus nombreuses avec 91% en 2013, suivies des sociétés à responsabilité limitée (Sarl) 8%. La croissance du nombre d'entreprises individuelles entre 2012 et 2013 est de 16,1% contre 19,8% pour les sociétés à responsabilité limitée. Suivant la localisation géographique, 79% des entreprises artisanales ont été enregistrées à Ouagadougou, 8% à Bobo-Dioulasso et 13% dans les autres localités.

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

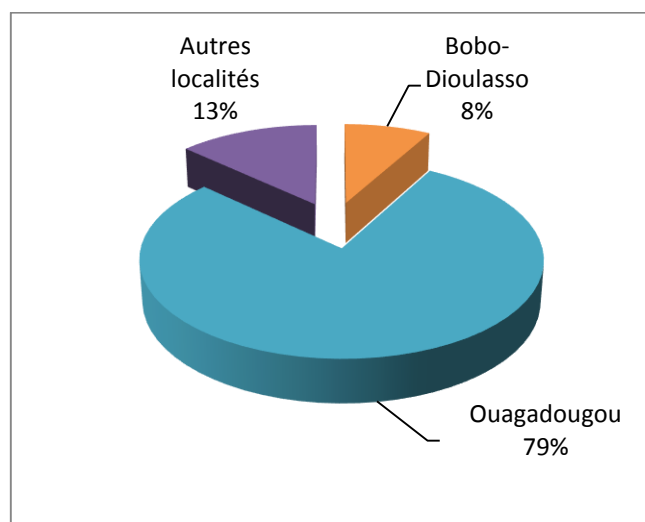
Tableau 52 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales par statut juridique

	Effectif en 2013	Variation / 2005 (%)	Variation / 2012 (%)
Entreprise individuelle	3 416	260,7	16,1
Groupement d'intérêt économique	4		33,3
Société anonyme	16	128,6	6,7
Société à responsabilité limitée	315	826,5	19,8
Société coopérative	1	0,0	0,0
Société en nom collectif	1	0,0	0,0
Ensemble	3 753	279,1	16,3

Graphique 98 : Répartition des entreprises artisanales selon le statut juridique en 2013



Graphique 99 : Répartition des entreprises artisanales selon la localité en 2013



Annexes

Glossaire des termes utilisés

Balance commerciale :

Compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour établir la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou que la balance commerciale est déficitaire.

Chiffre d'affaires :

Montant total des ventes réalisées au cours d'une période donnée (jour, mois, trimestre, semestre, année, etc.).

Entreprise individuelle :

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. Elle appartient généralement à un individu ou à une famille et ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant.

Entreprise :

Unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Une entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Personne morale de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général autre qu'industrielle et commerciale, précisément définie, sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Etablissement public :

Personne morale de droit public financée par des fonds publics et qui doit remplir une mission d'intérêt général. Ils se distinguent des entreprises publiques qui sont des personnes morales de droit privé à capitaux publics qui ne remplissent pas nécessairement une mission d'intérêt général.

Etablissement :

Entreprise ou partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production (non auxiliaire) est exercée, ou dans laquelle la majeure partie de la valeur ajoutée provient de l'activité de production principale.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Indicateur composite mesurant les résultats moyens obtenus au niveau de trois dimensions fondamentales du développement humain: une vie longue et en bonne santé, la connaissance et un niveau de vie décent.

Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) :

Mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Indices harmonisés de la production industrielle (IPI) :

Instrument statistique qui mesure les variations des quantités produites dans l'industrie. Si l'on se réfère à la classification traditionnelle des activités économiques en trois secteurs, les IPI se rapportent au secteur dit secondaire : usines, chantiers, mines et carrières. Les produits suivis sont situés à tous les niveaux des processus de fabrication. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements directs étrangers (IDE) :

Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Prix courants :

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont alors dits en valeur nominale.

Produit intérieur brut (PIB) :

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Productivité du personnel :

Rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif du personnel. Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié et permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.

Produit intérieur brut par tête :

Rapport entre le PIB et l'effectif de la population.

Société à responsabilité limitée (SARL) :

Société dont la responsabilité est limitée aux apports, et les parts détenues dans le capital ne sont pas librement cessibles. Il faut l'accord de tous les associés.

Société anonyme (SA) :

Société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui tirent les profits ou supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Société d'économie mixte (SEM) :

Société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par l'État ou par des collectivités locales telles que la commune, la région, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics et pour partie par des partenaires économiques et financiers privés.

Société financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Société non financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers.

Société :

Entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leurs activités sous de nombreuses formes juridiques dont les plus fréquentes sont : société, société par action, société de capitaux, société en commandite simple, société de personnes à responsabilité limitée, entreprises publiques, entreprises privées, etc.

Statut juridique d'une entreprise :

Nature légale qui confère à l'entreprise sa personnalité. Les statuts les plus couramment rencontrés sont :

- Entreprise individuelle : elle appartient généralement à un individu ou à une famille ;
- Société d'économie mixte (SEM) ;
- Association de personnes ;
- Société à responsabilité limitée (SARL) ;
- Société d'Etat ;
- Société anonyme (SA) ;
- Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- Groupement d'intérêt économique (GIE).

Taux d'accroissement naturel de la population :

Différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité. Il mesure l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait uniquement des naissances et des décès.

Taux d'inflation :

Indicateur qui mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est mesuré à travers l'IHPC.

Taux de pression fiscale :

Indicateur représentant le rapport entre le montant des recettes fiscales et le PIB nominal dans une économie. Il définit l'importance relative des prélèvements obligatoires dans l'économie nationale et traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges.

Valeur ajoutée :

Différence entre la production et les consommations intermédiaires. Il s'agit du solde du compte de production.

La valeur ajoutée peut être évaluée nette de la consommation de capital fixe.

Equipe d'élaboration du tableau de bord statistique

Nom et prénom (s)	Fonction	Contacts
ILBOUDO Fidèle	Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles	ilboudofidele@yahoo.fr 70 22 24 05/78 80 74 43
COMPAORE Serge Eric	Directeur des Statistiques Sectorielles	sergeericcompaore@yahoo.fr 70 74 60 70/ 78 10 04 93
Da Quentin	Chef de Service Collecte des Données	isaacda20@yahoo.fr 79 15 69 97/70 03 48 45
GONGO Mahamoudou	Agent/Direction des statistiques sectorielles	gongomahamoudou3@gmail.com 70 33 65 03

Equipe de validation du tableau de bord statistique

Nom et prénom (s)	Structure	Contacts
ILBOUDO Fidèle	DGESS/MCIA	ilboudofidele@yahoo.fr 70 22 24 05/78 80 74 43
COMPAORE Serge Eric	DGESS/MCIA	sergeericcompaore@yahoo.fr 70 74 60 70/ 78 10 04 93
Da Quentin	DGESS/MCIA	isaacda20@yahoo.fr 79 15 69 97/70 03 48 45
GONGO Mahamoudou	DGESS/MCIA	gongomahamoudou3@gmail.com 70 33 65 03
SAMA Maurice	VAO/MCIA	village.artisanal@fasonet.bf 70 33 03 54
NEZIEN Yiwan Rosine	MEBF	nbyrosine@gmail.com 70 24 04 02
BANDAOGO Harouna	DAF/MCIA	harounabandaogo13@gmail.com 70 09 86 96
TIENDREBEOGO Charlemagne	SOGEO	charlytiede@yahoo.fr 70 23 69 08
BARRY Boureima	APEX-Burkina	barryboureima@yahoo.fr 70 84 68 39
BERTHE Adama	SIAO	berthedamis@yahoo.fr 78 09 08 85
MILLOGO Bakari	DGU/MCIA	bmillogo@gmail.com 70 31 77 88
GUIATIN Youssouf	INSD/DSSE	guiatinyoussouf@yahoo.fr 78 06 16 17
KABORE Moussa	DGC/MCIA	kabore05mouss@yahoo.fr 70 06 60 54

TRAORE Ibrahima	INSD/MEFD	tratobra@yahoo.fr <u>71 30 90 86</u>
BENAO Assane	DRH/MCIA	assaneb2016@yahoo.fr <u>71 85 86 05</u>
KABORE Kaliguia	DCPM/MCIA	kaliguiak@yahoo.fr <u>71 71 20 19</u>
TASSEMBEDO Mathieu	DGESS/MRAH	mathieutassembledo071@gmail.com <u>71 055708</u>
VEBAMBA Jacqueline	DGESS/MCIA	jacquelinevebemba@yahoo.fr <u>72 22 10 37</u>
OUEDRAOGO Rihanata	DGPE/MCIA	ouedenatou@yahoo.fr
NAKOULMA Armel	DFP/MCIA	armelnakoulma@gmail.com
KIEMDE Joël	DGESS/MCIA	joelkiemde@yahoo.fr
KABORE Désiré	DGDI/MCIA	elkaboredes@yahoo.com
SOULAMA Ardjouma	CNPI/MCIA	ardjouma81@yahoo.fr
BELEMYEGRE Bernard	DGESS/MCIA	bernbelem@yahoo.fr <u>70 70 85 25</u>
KO Belibié	DGCRF	moger.ko78@yahoo.fr
DABIRE W. Gildas Alain	INSD/DIMIS	dabire.gildas@yahoo.fr <u>70 07 99 80</u>
YOAGA Paulin	SP/SR.LA	pauyo2002@yahoo.fr <u>72 19 43 26</u>
TOUGMA Jean Paul	SP/CNCC	tougtrade@gmail.com <u>72 16 96 97</u>

